



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice – Solidarité
MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE



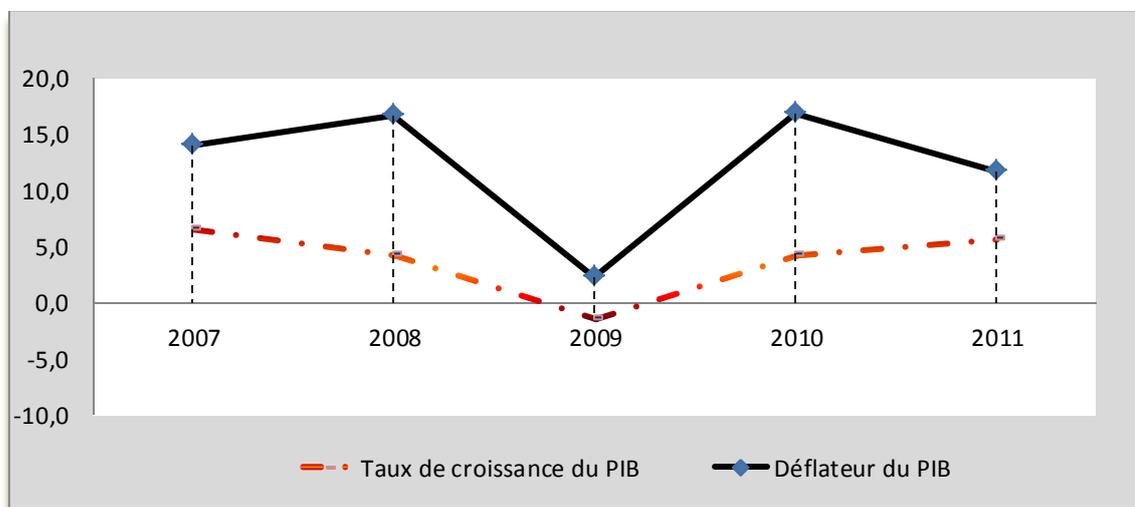
INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE – INS

DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Programme d'Appui au Renforcement des Fonctions
Statistiques de l'Etat (PARFSE)

COMPTES NATIONAUX

SÉRIE 2006 – 2011



UNION EUROPEENNE

mars 2017

AVANT-PROPOS

1. Dans le cadre des travaux de comptabilité nationale, l'Institut National de la Statistique (INS) à travers le département de la Comptabilité Nationale vient d'effectuer le passage au *système de comptabilité nationale de 1993 (SCN1993)* avec la production de la série des comptes nationaux 2006 – 2011.
2. Dans la première partie de ce document, l'INS publie les résultats des travaux relatifs au tableau des ressources et emplois (TRE). Ces résultats présentent le Produit Intérieur Brut et ses emplois aux prix courants et aux prix chaînés de l'année de référence 2010.
3. La seconde partie porte sur les résultats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui retracent les opérations de répartition entre les secteurs institutionnels.
4. En plus de ces deux volumes, le Système de Comptabilité Nationale Guinéen (SCNG) qui présente les sources de données, les nomenclatures et les méthodes de travail mises en œuvre pour élaborer les comptes nationaux sera également présenté.
5. L'INS exprime ses remerciements aux différentes structures visitées (Ministères, organismes et entreprises) ainsi qu'aux ménages pour la mise à disposition des données statistiques ayant permis l'élaboration de ces comptes économiques. Il les exhorte à poursuivre et à renforcer cette collaboration en vue d'améliorer la qualité des données et de réduire les délais de diffusion.
6. En dépit du fait que ces comptes soient établis sur la base de sources de données jugées fiables et qu'ils aient bénéficiés de minutieux contrôles par les services de l'Institut, ce document pourrait comme toute œuvre humaine, contenir quelques imperfections. À cet effet, nous accueillons volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires qui permettraient d'améliorer la qualité des prochaines éditions.
7. Nonobstant ces imperfections, nous rappelons que l'utilisation des données contenues dans ce document est permise avec la seule obligation de citer la source suivante : *République de Guinée, Institut national de la statistique, série des comptes nationaux 2006-2011.*
8. Enfin, l'INS saisit cette occasion pour adresser au nom du Ministère du Plan ses remerciements au Fonds Monétaire International à travers son Centre sous régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC /Ouest), AFRISTAT, l'INSEE de Paris et la BAD pour l'appui qu'ils ne cessent d'apporter dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Statistique (S.N.D.S) en général et de l'élaboration des Comptes nationaux en particulier.



Aboubacar KABA

SOMMAIRE

Avant-propos 2

SOMMAIRE 3

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 6

INTRODUCTION 7

CHAPITRE I : ÉVOLUTION de l'activité Économique 9

I. 1. Évolution globale de l'activité économique _____ 9

I. 2. Évolution sectorielle de l'activité économique _____ 9

CHAPITRE II : EMPLOIS du Produit Intérieur Brut 16

I. 3. Consommation finale _____ 16

I. 4. Formation brute de capital fixe _____ 18

I. 5. Échanges extérieurs de biens et services _____ 19

CHAPITRE III : REVENUS et d'Épenses 22

I. 6. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires _____ 22

I. 7. Formation du revenu national disponible _____ 22

I. 8. Répartition de l'épargne _____ 24

I. 9. Financement de l'économie _____ 26

CHAPITRE IV: Synthèse méthodologique 28

I. 10. Principales sources de données _____ 28

I. 11. Méthodologie d'élaboration du PIB optique production _____ 38

I. 12. Méthodologie d'élaboration du PIB selon l'optique dépense _____ 41

I. 13. Élaboration du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) _____ 42

Conclusion 45

Annexes : Principaux résultats 46

Branches 52

Lexique 80

Sommaire des tableaux

Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2006 à 2011 (en %)	11
Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutés des activités de l'extraction	13
Tableau 3 : Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité et par branche de 2006 à 2011 (%).....	14
Tableau 4 : Les emplois du PIB de 2006 à 2011 (% du PIB).....	16
Tableau 5 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB).....	17
Tableau 6 : Structure des produits de la FBCF de 2006 à 2011 (%).....	18
Tableau 7 : Structure des exportations de 2006 à 2011 (en % du Total).....	19
Tableau 8 : Structure des importations de 2006 à 2011(en % du total).....	20
Tableau 9 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité	22
Tableau 10 : Poids (%) des secteurs dans le PIB.....	23
Tableau 11 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG)	23
Tableau 12 : Transferts courants nets (milliards de FG)	24
Tableau 13 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents	24
Tableau 14 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2006 et 2011	26
Tableau 15 : Transferts sociaux en nature versés entre 2006 et 2011(milliards de FG).....	26
Tableau 16 : Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de GNF)	27
Tableau 17 : Principales spéculations agricoles (milliers de tonnes).....	28
Tableau 18 : Prix des principales spéculations (FG/kg)	29
Tableau 19 : Quelques statistiques sur la pêche	29
Tableau 20: Résultats du recensement du cheptel 2000 par région naturelle et par espèce.....	31
Tableau 21 : Taux de croît et d'exploitation des principaux produits de l'élevage	31
Tableau 22 : Principaux produits de l'élevage (milliers de têtes).....	32
Tableau 23 : Prix unitaires des principaux produits de l'élevage de 2006- 2011 (FG/tête).....	32
Tableau 24 : Principaux des produits d'extraction (en millier de tonne).....	33
Tableau 25 : Prix des principaux produits d'extraction (en USD).....	33
Tableau 26 : Principaux résultats de l'enquête sur le secteur informel extrapolés à l'ensemble du pays (milliard de FG)	35
Tableau 27 : Evolution des DSF saisies à l'INS.....	36
Tableau 28 : IHPC et taux directeur de la Banque Centrale	39
Tableau 29 : PIB courant optique production (en milliards de GNF)	46
Tableau 30 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF)	46
Tableau 31 : Taux de croissance du PIB réel (en %)	46
Tableau 32 : Variation du déflateur du PIB (en %)	46
Tableau 33 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards GNF).....	47
Tableau 34 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2010) (en milliards)	47
Tableau 35 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage).....	48
Tableau 36 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)	49
Tableau 37 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal)....	49
Tableau 38 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal)....	49
Tableau 39 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	50
Tableau 40: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix courants (milliards de FG).....	52
Tableau 41: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix constants (milliards de FG) .	54

Tableau 42 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%).....	56
Tableau 43 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous branche (en %).....	58
Tableau 44 : Taux de la valeur ajoutée aux prix courants (%)	59
Tableau 45 : Taux de valeur ajoutée aux prix constants de 2010	60
Tableau 46 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de FG)	61
Tableau 47 : Poids de la VA aux prix courants du secteur informel dans les branches (en%)	61
Tableau 48 : Structure de la VA aux prix courants du secteur informel (en %).....	62
Tableau 49 : Evolution des emplois du PIB à prix courants	63
Tableau 50 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010	63
Tableau 51 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois	64
, Tableau 52 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%).....	64
Tableau 53 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB).....	65
Tableau 54 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%).....	65
Tableau 55 : Consommation finale par produit au prix courant (Mds de FG)	66
Tableau 56 : Evolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu	67
Tableau 57 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels	67
Tableau 58 : Revenu Dépense et épargne des Administrations publiques	68
Tableau 59 : Revenu Dépense et épargne Des sociétés non financières,.....	69
Tableau 60 : Revenu Dépense et épargne des sociétés financières,.....	69
Tableau 61 : Revenu Dépense et épargne des ménages	70
Tableau 62 : Transaction Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement	71
Tableau 63 : Compte du reste du Monde	71
Tableau 64 : Compte des sociétés non financières	72
Tableau 65 : Compte des sociétés financières	73
Tableau 66 : Compte des administrations publiques	75
Tableau 67 : Compte des ménages et des entreprises individuelles.....	76
Tableau 68 : Compte des ISBLSM	78
Tableau 69 : Consommation finale par secteur institutionnel	79

Sommaire des graphiques

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2007 à 2011 (%).....	9
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités (en %).....	10
Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité (%).....	11
Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2006-2011 (%).....	12
Graphique 5 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2006-2011	12
Graphique 6 : Poids moyen des branches dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire sur la période 2006-2011 (en %)	14
Graphique 7 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB.....	17
Graphique 8 : Évolution du taux d'investissement (formation brute de capital)	18
Graphique 9 : Evolution des taux d'ouverture et de couverture de 2006 à 2011 (%).....	19

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	: Administration Publique
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	: Banque Centrale de la République de Guinée
CCF	: Consommation de Capital Fixe
CF / CI	: Consommation Finale / Consommation Intermédiaire
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
ENSI	: Enquête Nationale sur le Secteur Informel
ERE	: Équilibre Ressources Emplois
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
IHPC	: Indice Harmonisé de Prix à la Consommation
INS	: Institut National de la Statistique
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
LGV	: La Guinéenne de Vie
MCS	: Matrice de Comptabilité Sociale
MGE	: Maison Guinéenne de l'Entrepreneuriat
MECRAPAG	: Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Pêcheurs Artisans de Guinée
MUTRAGUI	: Mutuelle des Travailleurs de Guinée
NAEMA	: Nomenclature d'Activités des États membres d'AFRISTAT
NSIA	: Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance
NCA	: Non Classé Ailleurs
NAFAYA	: Épargne et Crédit Yété Mali-NAFA
ODAC	: Organismes Divers d'Administration Centrale
ONG	: Organisation non Gouvernementale
PIB	: Produit Intérieur Brut
RGA/C	: Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel
RNB	: Revenu National Brut
SCN	: Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	: Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SF	: Société Financière
SNF	: Société non Financière
SONAG	: Société Nouvelle d'Assurance de Guinée
SBG	: Skye Banque Guinée
RAFOC	: Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires
TCEI	: Tableau des Comptes Économiques Intégrés
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	: Tableau des Ressources et des Emplois
UBA	: United Bank of Africa
UGAR	: Union Guinéenne d'Assurance et de Réassurance
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine

INTRODUCTION

9. L'Institut National de la Statistique de Guinée a entrepris depuis 2003 l'élaboration des comptes nationaux selon le Système de Comptabilité Nationale Guinéen (SCNG) harmonisé au *Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unies (SCN93)*.

10. En effet, le Système de Comptabilité des Nations Unies de 1968 (SCN68) a été révisé en 1993 pour aboutir au SCN93. Cette révision a eu pour but l'amélioration de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux pour une meilleure mesure des réalités économiques.

11. Pour harmoniser les concepts, classifications et méthodes statistiques aux normes internationales retracées dans le SCNG et aussi satisfaire les recommandations des différentes organisations internationales), l'INS a élaboré une série de six années de comptes nationaux allant de 2006 à 2011 avec 2006 comme année de base.

12. A l'origine, l'année de base choisie était l'année 2003. L'introduction de nouvelles statistiques telles que : les données sur l'enquête informelle de 2009, les données sur les Enquêtes Légères pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP 2007 et 2012) et les enquêtes auprès des institutions sans but lucratif au service des ménages a apporté de profonds changements dans les comptes nationaux de l'année 2006 qui est devenue année de base. De plus, les premiers travaux d'implantation du module ERETES (un logiciel d'aide à l'élaboration des comptes nationaux) débutés à la même année 2006 à travers la mise en place des maquettes de saisies détaillées de plusieurs sources d'information ont renforcé le choix de cette année comme année de base.

13. Ainsi, les comptes 2006-2011 ont été élaborés sur la base des nouveaux concepts et définitions du SCNG, les nouvelles nomenclatures guinéennes des activités et des produits, les nouvelles enquêtes économiques, les estimations actualisées des champs non couverts par des enquêtes directes au niveau du secteur informel et les enquêtes réalisées pour le suivi de la pauvreté.

14. Le SCNG permet d'évaluer les agrégats en volume aux prix de l'année précédente (n-1) au lieu de le faire aux prix d'une année fixe. Cette méthode (année de base mobile) tient compte de l'évolution des prix relatifs dans l'évaluation des agrégats économiques. Une procédure de chaînage est ensuite mise en œuvre pour ramener les comptes aux prix d'une même année afin de faciliter les travaux d'analyse et de modélisation économique. Ainsi, les comptes nationaux aux prix constants publiés sont des comptes nationaux chaînés aux prix de l'année 2010.

15. Ce document présente les résultats des comptes élaborés sur la période 2006-2011 et s'articule autour de quatre chapitres :

- ✓ Le premier chapitre analyse l'évolution de l'activité économique du point de vue de la production. Une attention particulière est portée à la contribution de chaque secteur (primaire, secondaire, tertiaire) et aussi celle du secteur informel à la création de la richesse nationale ;

- ✓ Le deuxième chapitre examine l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et le commerce extérieur ;
- ✓ Le troisième chapitre analyse l'évolution de quelques agrégats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui synthétise la répartition de revenus entre les secteurs institutionnels ;
- ✓ Le quatrième et dernier chapitre présente une synthèse méthodologique permettant de dégager quelques spécificités du système de comptabilité nationale guinéen.

CHAPITRE I : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

16. Ce chapitre comprend l'évolution globale et sectorielle de l'activité économique.

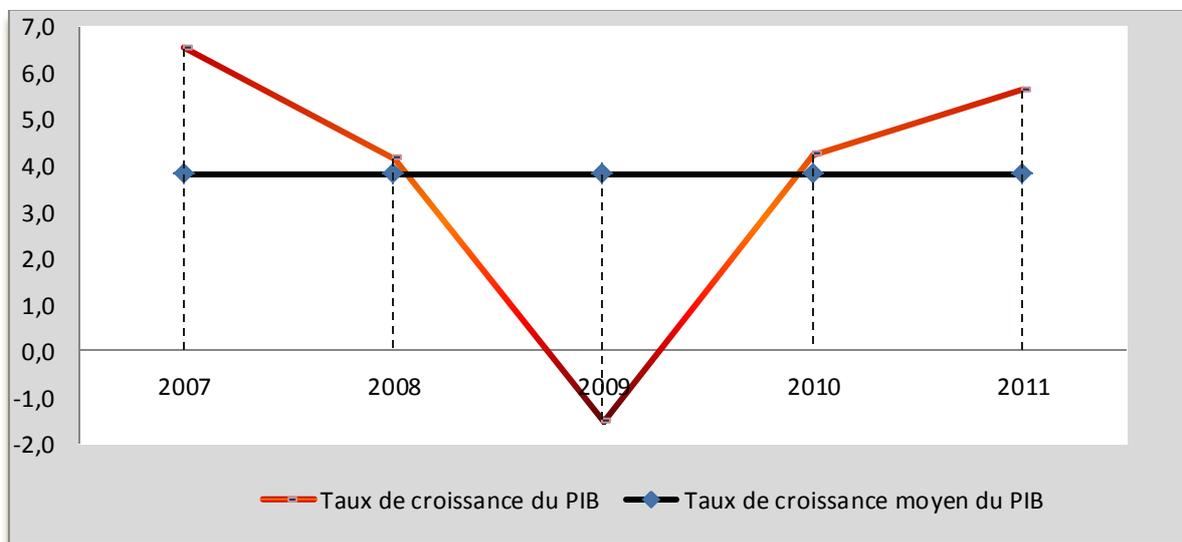
I. 1. Évolution globale de l'activité économique

Sur la période 2006-2011, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) a été en moyenne 4,02%. Cette croissance située entre -1,1% et 6,8% résulte des effets des diverses crises sociopolitiques et économiques que le pays a subies durant cette période. Les facteurs de la faiblesse de la croissance économique pourraient les troubles sociopolitiques et la faiblesse des institutions pouvant décourager l'investissement privé. Quant au déflateur du PIB, il varie de 1,8% à 16,7%. Le taux de croissance moyen du PIB sur la période paraît être élevé au regard du taux de croissance démographique de 3,1%.

Le creux constaté en 2009 (-1,1%) est sans doute imputable aux crises sociopolitiques débutées en décembre 2008 (décès du Président de la République, prise du pouvoir par l'armée, dissolution des institutions républicaines, etc.) qui ont conduit à l'isolement du pays (suspension par la CEDEAO et par l'Union Européenne, menaces de sanctions des Nations Unies et de l'Union Africaine).

17. La croissance reprend en 2010 avec la mise en place du Conseil National de Transition (CNT) et un gouvernement de consensus dirigés par la société civile dont la mission était l'organisation des élections présidentielles et faciliter le retour à l'ordre constitutionnel. Cette situation a permis à la croissance de s'établir à 5,6% en 2011.

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2007 à 2011 (%)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. Évolution sectorielle de l'activité économique

18. Au prix courant, la répartition sectorielle du Produit Intérieur Brut (PIB) varie d'une année à l'autre sans affecter l'importance des secteurs d'activité. Le secteur tertiaire avec un poids moyen de 44,3% du PIB reste prépondérant, même si son poids baisse au fil des années. Il est principalement dominé par les activités commerciales ayant une moyenne

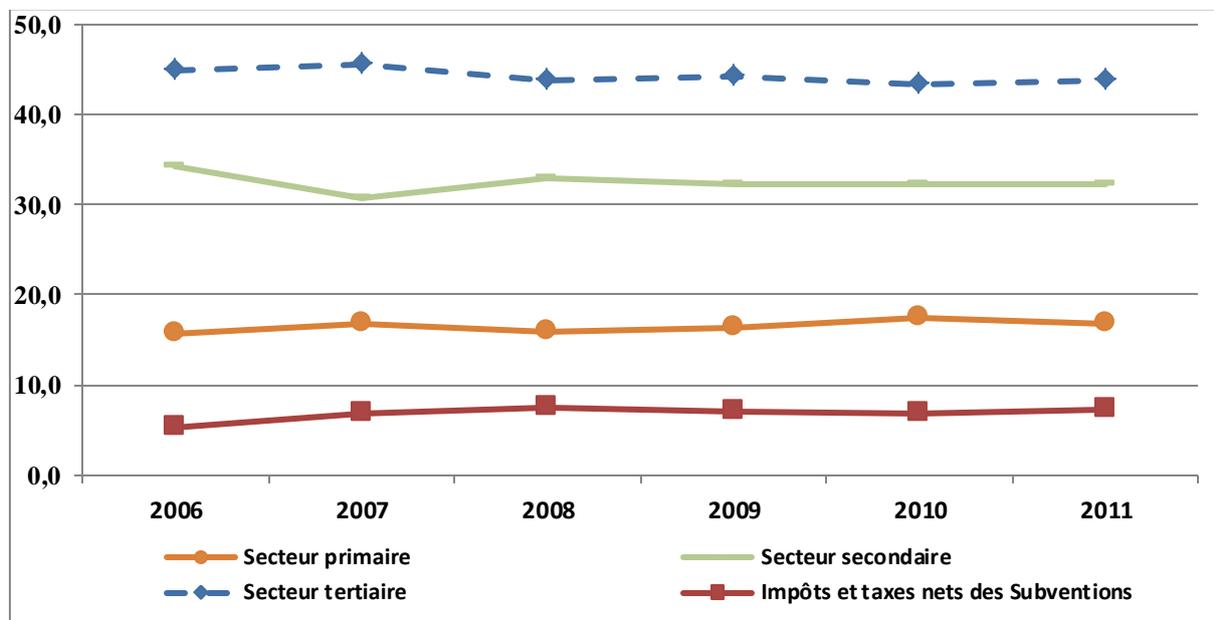
annuelle de 18,5% suivi des activités des transports (6,3%), de l'immobilier et des services aux entreprises (5,6%) et des administrations publiques (4,9%).

19. La part du secteur secondaire dans le PIB courant reste constante autour de 32,5%. Cette situation s'explique par la baisse des autres activités du secondaire compensée par le dynamisme du secteur minier suite à la hausse des prix des minerais en 2010 (plus de 31% pour la bauxite, 38% pour l'alumine, et 30% pour l'or) et l'appréciation de 25% du dollar par rapport au franc guinéen.

20. Le poids du secteur primaire est resté également stable autour de 16,5Q% durant la période avec une forte dominance de l'agriculture (35,40%), suivie de la pêche (31,7%).

21. Les impôts et taxes nets de subventions sur les produits représentent en moyenne 6,8% du PIB, largement inférieur à la moyenne de la CEDEAO qui a un taux spécifique de pression fiscale de 12%. Cette faiblesse s'explique entre autres par l'évasion fiscale, la corruption et le niveau élevé des exonérations.

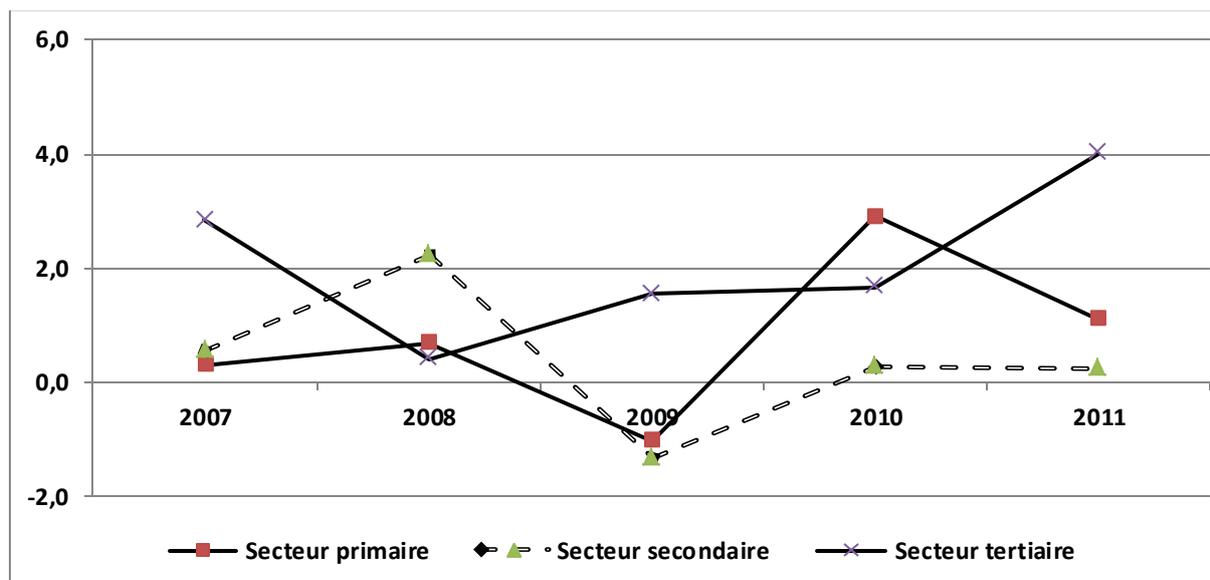
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités (en %)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

S'agissant de la contribution des secteurs d'activités dans la croissance économique durant 2006-2011, le secteur tertiaire occupe la première place avec un taux moyen de 2,2 point de croissance, il est suivi par le secteur primaire qui a environ 0,8 point de croissance et par le secondaire avec 0,4 point de croissance. Les secteurs secondaire et primaire ont été les plus touchés par la crise économique mondiale exacerbée par la crise sociopolitique en 2009. Leurs contributions à la croissance étaient de -1,2 et -1,0 point de croissance respectivement.

Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité (%)



Sources : Département de la Comptabilité Nationale/INS

22. Le taux de valeur ajoutée¹ (VA/Production) s'est stabilisé autour de 57,6% sur la période 2006-2011 malgré quelques fluctuations, tandis que le poids de la valeur ajoutée dans le PIB² (VA/PIB) a été en moyenne de 93% sur la même période.

23. Avec une part représentant en moyenne près de la moitié du PIB sur la période, le secteur informel est une composante importante dans la création de la richesse en Guinée. Toutefois, son poids dans l'économie décroît en passant de 54,1% en 2007, à 45,2% en 2011. Cette situation pourrait être due essentiellement à la politique de promotion des investissements privés engagée par le Gouvernement à travers la mise en place d'un guichet unique et l'ouverture d'une Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP). Comme résultats, la durée de création d'entreprise et des PME/PMI a été fortement réduite.

Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2006 à 2011 (en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
VA / Production	56,3	57,7	58,6	58,9	57,4	56,8	57,6
VA / PIB	94,8	93,2	92,6	92,9	93,2	92,7	93,2
VA informel / PIB	51,5	54,1	50,8	47,3	44,8	45,2	48,9

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 1. Secteur primaire

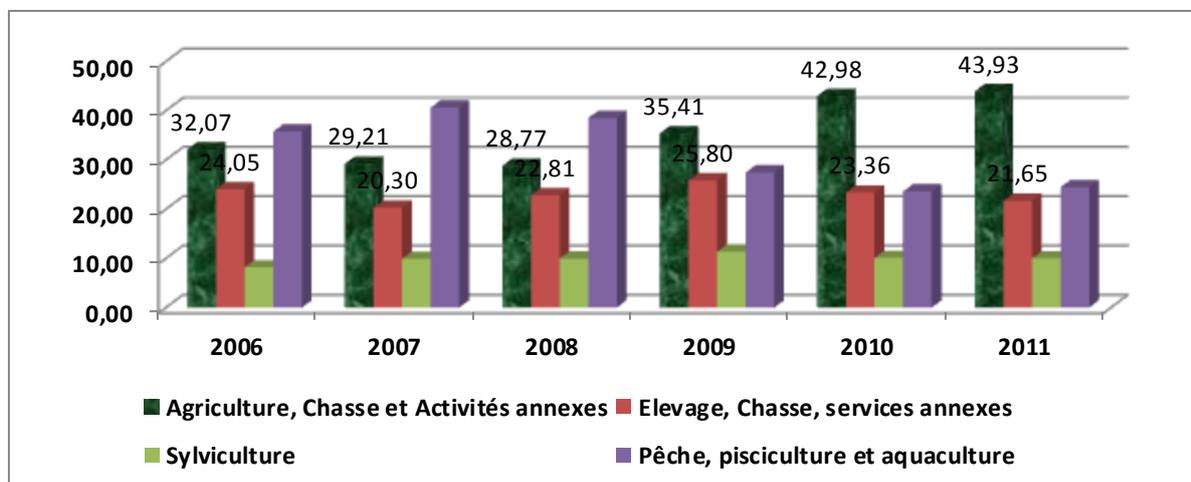
24. Occupant 16,5% de l'activité économique, le secteur primaire contribue en moyenne à 0,8 point à la croissance du pays. Depuis 2010, cette contribution reste au-dessus d'un point de croissance. Cette performance du secteur est essentiellement tributaire de la hausse des prix des produits agricoles sur la période 2009-2011, notamment 11 % pour le riz, 11% pour

¹ Taux de valeur ajoutée = 1-CI/Production ou VA/Production

² Poids de la VA dans le PIB = 1- Impôts nets de subvention/PIB

maïs et 10% pour l'arachide. Le poids de la pêche a été substantiellement revu à la hausse dans cette série. Ainsi, la baisse de la valeur ajoutée du primaire en 2009 s'explique par la chute de la production de la pêche de -27 %.

Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2006-2011 (%)

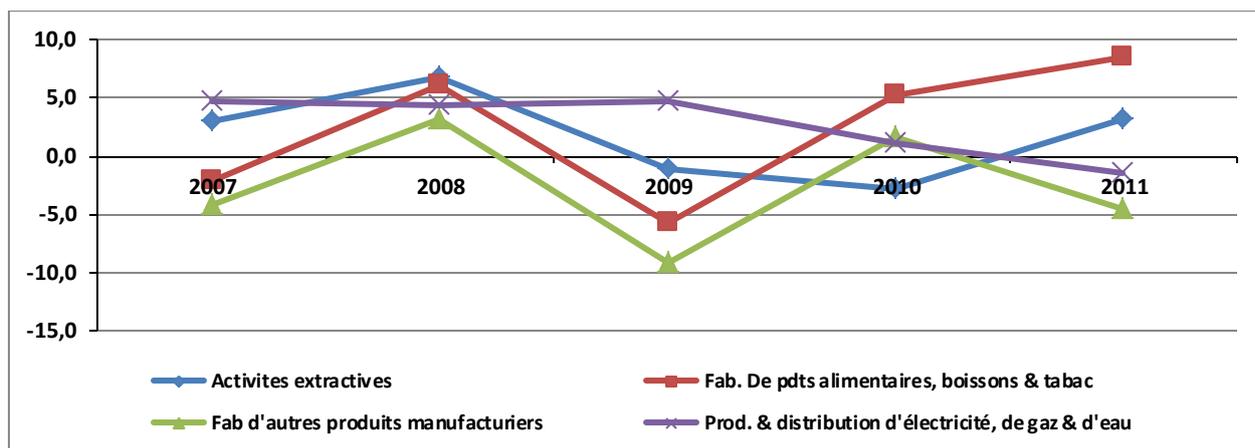


Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 2. Secteur secondaire

25. Le secteur secondaire est dominé par les activités extractives représentant en moyenne 12,4% du PIB. Cette valeur a été évalué de 9,8% en 2007 à 15,6% en 2011. La contribution des activités extractives à la croissance économique est en baisse depuis 2008 où elle a atteint sa valeur la plus basse en 2010, soit -2,8 point de croissance. Ce résultat s'explique par la crise de confiance qui s'est manifestée dans le sous-secteur minier, au lendemain de la prise du pouvoir l'Armée, qui a freiné la production. Par ailleurs, l'activité de construction a connu un ralentissement sur la période 2006-2011. En effet, son taux de croissance est passé de 11,1% en 2007 à -0,9% en 2011. Un ralentissement qui s'expliquerait par le gel de nombreux contrats de construction.

Graphique 5 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2006-2011



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutés des activités de l'extraction

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bauxite (Millier de tonne)	16 960	16 700	17 680	15 080	16 340	17 210
Alumine (Millier de tonne)	546	542	556	544	597	681
Diamant (Millier de carat)	469	1 013	2 019	2 030	1 665	1 790
Or (Millier d'once)	18 450	19 050	20 040	22 360	20 990	21 070
Production (milliard de FG)	5 489	4 752	6 648	5 591	9 238	11 922
Taux de valeur ajoutée (%)	55	54	54	61	60	60
VA formelle (milliard de FG)	2 538	2 204	2 998	2 987	4 930	6 324
VA Informelle (milliard de FG)	459,4	363,5	594,1	425,1	614,3	830,7

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

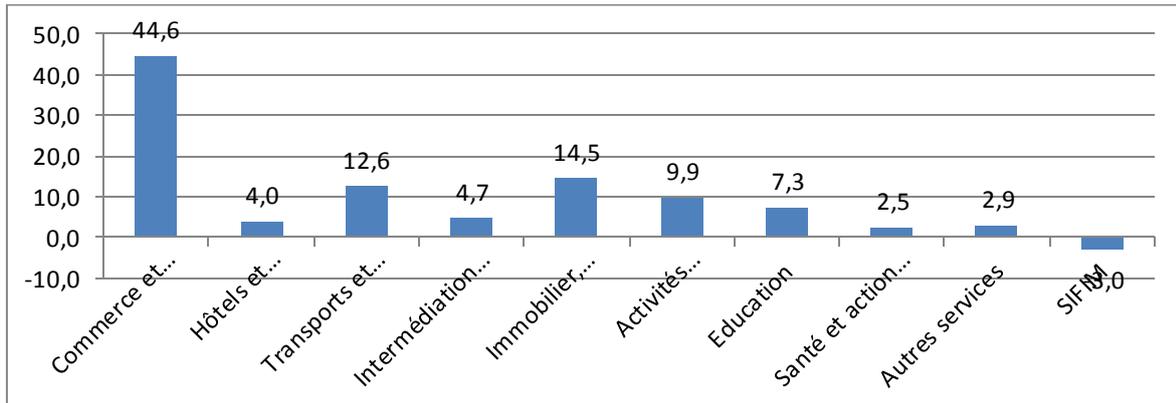
26. Le taux de valeur ajoutée du secteur secondaire a été en moyenne de 46,9%. En termes de poids, le secteur formel reste prépondérant dans le secteur secondaire.

I. 2. 3. Secteur tertiaire

27. La valeur ajoutée du secteur tertiaire provient essentiellement des activités de la branche commerce et réparations (69,9%) suivie des services immobiliers (21,4%). Le poids de la valeur ajoutée des APU dans le secteur tertiaire est en augmentation passant de 5,7% en 2006 à 14,2% en 2011.

28. L'analyse de la contribution à la croissance révèle que si le secteur tertiaire constitue la source principale de la croissance de l'économie nationale (1,7 en moyenne sur la période 2006-2011), cela résulte essentiellement des activités des Administrations Publiques dont la contribution au PIB s'élève à 1,0 point de croissance en moyenne. Toutefois, cette contribution a été amenuisée par celle des autres branches du secteur.

Graphique 6 : Poids moyen des branches dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire sur la période 2006-2011 (en %)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 4. Secteur informel

29. La valeur ajoutée des ménages se compose essentiellement de deux parties : le secteur informel et les ménages ayant des activités essentiellement non marchande à l’instar de l’agriculture de subsistance, la construction et le logement pour usage propre, ainsi que l’utilisation des services domestiques.

30. Le secteur informel comprend les unités de production des ménages non constituées en société, non enregistrées ou ne tenant pas une comptabilité et dont la production est essentiellement destinée à la vente. Il représente en moyenne 53% de la valeur ajoutée globale et domine dans le secteur tertiaire où il représente 67,7% de la valeur ajoutée générée. Le poids de la valeur ajoutée du secteur informel est en moyenne de 41,4% dans le secteur primaire et de 38 % dans le secondaire.

Tableau 3 : Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d’activité et par branche de 2006 à 2011 (%)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
Secteur primaire	44,0	50,1	48,0	38,2	33,5	34,6	41,4
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	44,0	50,1	48,0	38,2	33,5	34,6	41,4
Secteur secondaire	37,5	41,8	38,0	36,8	36,5	37,5	38,0
Activites extractives	14,0	12,5	14,7	10,2	10,2	10,8	12,1
Fab. De pdts alimentaires, boissons & tabac	54,8	66,9	50,6	63,9	74,4	74,8	64,2
Fab d'autres produits manufactures	62,7	70,7	63,9	59,5	68,1	73,4	66,4
Prod. & distribution d'electricite, de gaz & d'eau	48,1	47,6	47,0	32,2	32,5	53,1	43,4
Construction	42,4	37,1	33,4	34,7	39,2	42,1	38,2

Secteur tertiaire	70,8	72,1	70,0	65,9	62,5	65,0	67,7
Commerce et réparation	87,4	93,2	84,4	92,5	82,4	90,1	88,3
Hôtels et restaurants	96,8	97,8	96,1	97,1	97,6	97,5	97,1
Transports et communications	73,5	71,8	80,4	78,7	82,2	79,8	77,7
Intermediation financière	41,9	43,3	43,9	45,6	46,7	30,0	41,9
Immobilier, services aux entreprises	46,4	44,3	41,6	41,7	40,9	44,8	43,3
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	79,6	67,8	71,2	36,5	70,9	38,2	60,7
Santé et action sociale	82,7	69,2	79,2	61,5	77,5	72,0	73,7
Autres services	58,6	54,9	56,5	55,2	55,3	62,0	57,1
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VA informelle	54,3	58,1	54,8	50,9	48,0	50,0	52,7

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE II : EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

31. Les emplois du Produit Intérieur Brut (PIB) sont : la consommation finale, la variation de stocks, la formation brute de capital fixe et les exportations nettes.

32. Sur la période 2006-2011, la consommation finale demeure le principal soutien à la croissance économique avec une contribution moyenne de 4 points. Les échanges avec l'extérieur sont structurellement déficitaires en raison de la prédominance des importations en produits manufacturés (soutien à la consommation et la formation de capital fixe) contrairement aux exportations reposant essentiellement sur des produits à très faibles valeurs ajoutées.

Tableau 4 : Les emplois du PIB de 2006 à 2011 (% du PIB)

<i>Libellés</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2006-2011</i>
1. Dépense de Consommation							
<i>Finale</i>	<i>97,2</i>	<i>100,6</i>	<i>94,7</i>	<i>103,5</i>	<i>92,5</i>	<i>96,7</i>	<i>97,5</i>
<i>dont privée</i>	<i>90,9</i>	<i>93,8</i>	<i>88,7</i>	<i>93,5</i>	<i>80,0</i>	<i>81,7</i>	<i>88,1</i>
<i>publique</i>	<i>6,3</i>	<i>6,8</i>	<i>6,0</i>	<i>10,0</i>	<i>12,6</i>	<i>15,0</i>	<i>9,4</i>
2. FBCF	<i>20,0</i>	<i>24,7</i>	<i>22,6</i>	<i>20,9</i>	<i>19,1</i>	<i>23,6</i>	<i>21,8</i>
3. Variation des stocks	<i>4,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>3,6</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>
4. INVESTISSEMENT (2+3)	<i>24,6</i>	<i>23,4</i>	<i>26,2</i>	<i>21,3</i>	<i>20,3</i>	<i>24,1</i>	<i>23,3</i>
5. Exportations nettes	<i>-21,7</i>	<i>-24,0</i>	<i>-20,9</i>	<i>-24,8</i>	<i>-12,9</i>	<i>-20,8</i>	<i>-20,8</i>
6. Exportations	<i>23,8</i>	<i>23,6</i>	<i>21,6</i>	<i>22,5</i>	<i>30,3</i>	<i>32,6</i>	<i>25,7</i>
<i>Exportations des biens</i>	<i>23,0</i>	<i>23,0</i>	<i>20,7</i>	<i>21,4</i>	<i>29,3</i>	<i>32,7</i>	<i>25,0</i>
<i>Exportations des services</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>
7. Importations	<i>45,6</i>	<i>47,6</i>	<i>42,5</i>	<i>47,3</i>	<i>43,2</i>	<i>53,4</i>	<i>46,6</i>
<i>Importations des biens</i>	<i>41,9</i>	<i>44,2</i>	<i>39,4</i>	<i>44,1</i>	<i>39,6</i>	<i>51,0</i>	<i>43,4</i>
<i>Importations des services</i>	<i>3,7</i>	<i>3,3</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>	<i>3,6</i>	<i>2,3</i>	<i>3,2</i>
PIB (1+4+5)	<i>100,0</i>						

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

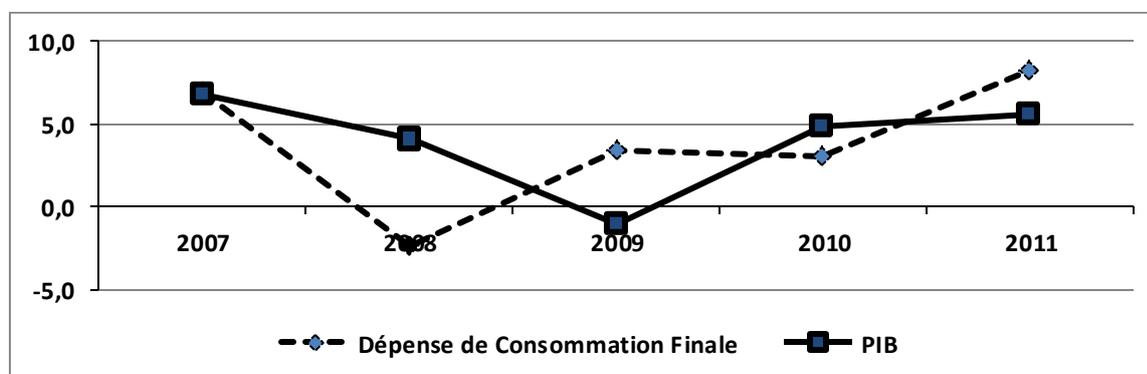
I. 3. Consommation finale

33. Après une baisse de la contribution de la consommation finale sur la période 2007-2008 (Passant de 6,9 à -2,4 point de croissance), cet agrégat a connu une reprise en 2009.

En effet, sa contribution varie à la du PIB varie de 6,9 points croissance en 2007 à 8,2 point de croissance. Cette hausse serait attribuer à une augmentation du poids de la consommation finale des dépenses de fonctionnements des administrations publiques dont les bonnes performances s'expliqueraient par les réformes économiques engagées par le Gouvernement

à travers l'unicité des caisses, l'engagement des dépenses à base caisse, la lutte contre l'inflation, etc.

Graphique 7 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

34. L'analyse des données montre que les produits du primaire (agriculture, pêche, élevage, chasse et activités annexes) et les produits manufacturiers (alimentaires, textiles, chimiques ...) sont les principales composantes de la consommation finale des ménages. En effet, les ménages y consacrent près de 88% de leurs dépenses de consommation finale. Les services domestiques représentent le plus faible poids dans les dépenses de consommation finale des ménages sur la période.

Tableau 5 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
Agriculture Elevage chasse et activités annexes	28,9	30,3	30,5	26,8	30,4	27,5	29,0
Activités extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fab de pdts alimentaires boissons & tabac	17,9	17,7	18,6	20,3	20,1	24,3	19,8
Fab d'autres produits manufacturiers	25,7	26,5	25,2	25,5	19,4	15,8	23,0
Prod & distribution d'électricité de gaz & d'eau	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et réparation	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,2	0,4
Hôtels et restaurants	2,1	1,8	1,9	2,0	2,1	2,4	2,0
Transports et communications	4,6	4,1	5,0	4,0	3,2	2,5	3,9
Intermédiation financière	2,5	2,3	2,3	2,4	2,2	2,8	2,4
Immobilier services aux entreprises	2,7	2,8	3,1	3,0	3,1	3,1	3,0
Activités d'administration publique	5,8	5,5	5,6	6,3	13,0	13,3	8,3
Education	3,5	3,4	2,9	4,9	2,3	3,8	3,4

Activités de services de sante	1,6	1,6	1,4	1,5	1,1	1,4	1,4
Activités à caractère collectif ou personnel	1,9	1,6	1,5	1,4	1,3	1,4	1,5
Act Ménages employeurs de personnel domestique	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,7	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100,0

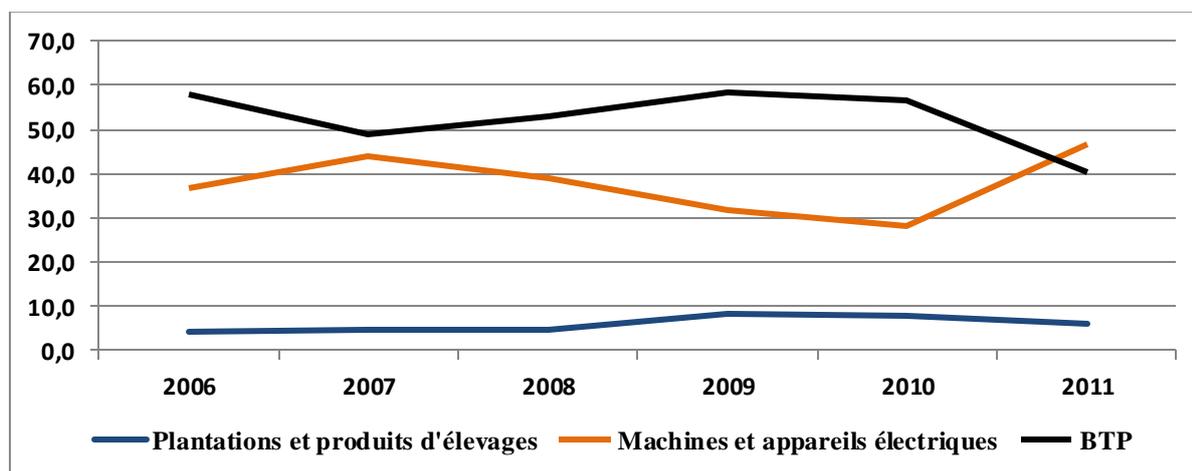
(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 4. Formation brute de capital fixe

35. Le taux d'investissement³ moyen de la période 2006-2011 s'établit à 23,3% environ. Il évolue à la baisse jusqu'en 2010. En 2008, il est de 26,2%, un taux correspondant au niveau le plus élevé de la contribution de l'investissement à la croissance économique (7,3 points de croissance).

Graphique 8 : Évolution du taux d'investissement (formation brute de capital)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

36. La construction est le premier actif fixe mobilisant en moyenne 52,3% des dépenses en formation brute de capital fixe (FBCF) sur la période. Elle est suivie par les machines et autres biens d'équipements représentant 37,5% de la FBCF. En dépit d'une amélioration de la part des dépenses de recherches en développement, brevets et logiciels, passant de 1,0% en 2006 à 6,7% en 2011, celles-ci représentent une part négligeable des dépenses allouées à la Formation Brute de Capital Fixe (3,7% en moyenne).

Tableau 6: Structure des produits de la FBCF de 2006 à 2011 (%)

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Plantations et produits d'élevages	4,4	4,7	4,9	8,3	8,1	5,9

³ L'investissement représente la formation brute de capital composée de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations de stocks.

Machines et appareils électriques	36,8	44,0	39,1	31,8	28,2	46,9
BTP	57,8	48,8	52,8	58,3	56,6	40,5
Logiciels et brevets	1,0	2,4	3,2	1,7	7,2	6,7

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

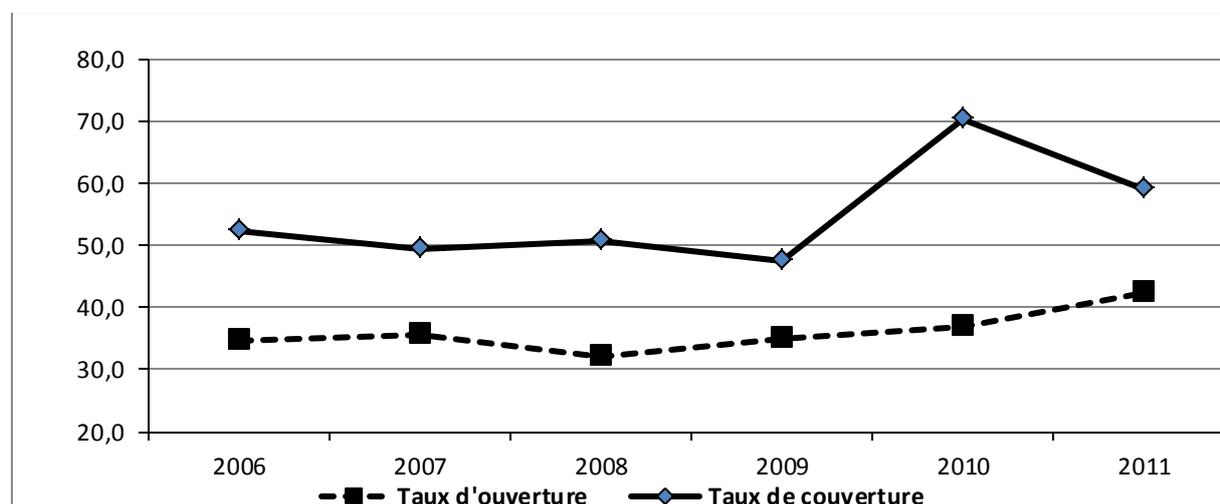
Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 5. Échanges extérieurs de biens et services

37. Les échanges extérieurs concernent les importations et exportations de biens et services.

Entre 2006 et 2011, les échanges de la Guinée avec le Reste du Monde se sont soldés sur un déficit commercial de 21,0% du Produit Intérieur Brut en moyenne. Le taux de couverture des importations par les exportations est en moyenne de 55,3%. La dépendance du pays vis à vis de l'extérieur s'est accentuée sur la période, passant de 34,7% en 2006 à 43,0% sous la poussée des importations.

Graphique 9 : Evolution des taux d'ouverture et de couverture de 2006 à 2011 (%)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 5. 1. Exportations de biens et services

38. Avec une contribution moyenne de 1,4 point à la croissance économique, les exportations restent pour l'essentiel constituées de produits miniers et leurs dérivés.

Tableau 7 : Structure des exportations de 2006 à 2011 (en % du Total)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	4,4	6,0	5,5	5,5	4,0	2,9	4,7
Activités extractives	82,4	78,6	75,1	73,8	74,8	81,8	77,8
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	1,2	1,1	0,5	0,5	0,4	0,3	0,7
Fab d'autres produits manufacturiers	8,7	12,0	14,6	15,0	17,4	15,4	13,8
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Commerce et réparation	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports et communications	1,2	1,1	1,5	2,0	0,8	-0,5	1,0
Intermédiation financière	0,2	0,0	0,3	0,4	0,5	0,0	0,2
Immobilier, services aux entreprises	1,8	1,1	1,9	2,3	1,7	0,0	1,5
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités à caractère collectif ou personnel	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,0	0,1
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Total	100	100	100	100	100	100	100

Sources : Département de la Comptabilité Nationale/INS

39. Ces produits représentent en moyenne environ 78% des exportations annuelles du pays. Les produits manufacturiers notamment les transformations du bois viennent au deuxième rang dans la structure. En moyenne, ces produits font près de 12,6% des exportations totales de la Guinée.

I. 5. 2. Importations de biens et services

40. Sur la période 2006-2011, les principaux produits importés ont été les produits manufacturiers (en moyenne 81,% des importations) notamment les produits pétroliers, et les machines et biens équipements.

Tableau 8 : Structure des importations de 2006 à 2011(en % du total)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	0,5	0,8	0,6	1,3	0,5	0,3	0,7
Activités extractives	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	11,4	10,6	9,2	12,7	9,8	11,6	10,9
Fab d'autres produits manufacturiers	80,0	81,5	82,7	79,2	81,2	83,7	81,4
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et réparation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports et communications	3,7	3,1	3,5	2,5	3,0	0,0	2,6

Intermédiation financière	0,4	0,1	0,1	1,0	0,3	0,0	0,3
Immobilier, services aux entreprises	2,5	2,8	3,5	2,9	4,8	4,1	3,4
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités à caractère collectif ou personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	1,5	1,0	0,3	0,4	0,3	0,2	0,6
Total	100	100	100	100	100	100	100,0

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE III : REVENUS ET DÉPENSES

I. 6. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires

41. En moyenne 9,0% de la richesse annuelle créée sur la période 2006-2011 est reversée à l'Etat sous forme d'impôts. Hors « agriculture » (hors élevage, pêche et forêt) qui apparaît moins imposée, le taux pression fiscale passe à 10,8% et à 17,7 si le secteur informel est exclu. Dans la même catégorie des prélèvements mais pour un but différent, la prise en compte des cotisations sociales fait passer le ratio des prélèvements obligatoires à une moyenne de 18,3% par rapport au PIB hors secteur informel. Le ratio des cotisations sociales par rapport au PIB est presque constant sur toute la période (0,1%).

42. Les impôts sur le capital sont la catégorie des prélèvements obligatoires la plus faible

Tableau 9 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Impôts sur la production et les importations	1 137	1 806	2 363	2 280	2 667	3 361
Impôts courants sur les revenus et le capital	358	439	536	875	1 038	1 524
Impôts sur le capital (Transfert en capital)	1	1	1	2	7	6
Contributions sociales	58	84	67	107	104	212
PIB	21 728	26 370	32 047	32 248	39 243	46 309
Taux de pression fiscale (%)	6,9	8,5	9,1	9,8	9,5	10,6
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5
Taux des prélèvements obligatoires(en %)	8,5	10,6	9,3	10,1	9,7	11,0
Indicateur hors agriculture						
PIB hors Agriculture	18 342	21 935	26 926	26 972	32 382	39 049
Taux de pression fiscale (%)	8,2	10,2	10,8	11,7	11,5	12,5
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5
Taux des prélèvements obligatoires(en %)	8,5	10,6	11,0	12,1	11,8	13,1
Indicateur hors Secteur informel						
PIB Hors informel	10 539	12 098	15 772	17 000	21 677	25 394
Taux de pression fiscale (%)	14,2	18,6	18,4	18,6	17,1	19,3
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,5	0,7	0,4	0,6	0,5	0,8
Taux des prélèvements obligatoires(en %)	14,8	19,3	18,8	19,2	17,6	20,1

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. Formation du revenu national disponible

I. 7. 1. Partage de la valeur ajoutée

43. Le processus de la formation du revenu commence par la création de la richesse (valeur ajoutée). Les ménages et les entrepreneurs individuels (EI) représentent le principal secteur

créateur de richesse. Leur part dans le PIB décroît de 68,0% (en 2007) à 62,7% (en 2010), traduisant une tendance à la formalisation de l'économie. La part des sociétés non financières (SNF) dans le PIB a connu une évolution erratique sur la période et se situe en moyenne à 22,2% du PIB. Les ISBLSM contribue en moyenne à 0,2% du PIB. C'est le secteur institutionnel le plus faible en matière de création de richesse sur la période.

Tableau 10 : Poids (%) des secteurs dans le PIB

Secteurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sociétés non financières	24,2	19,6	23,3	21,1	23,4	21,4
Sociétés financières	1,7	1,5	1,3	1,3	1,1	1,9
Administrations publiques	4,7	5,2	4,5	8,3	7,8	8,2
Ménages	65,5	68,0	64,4	63,1	61,7	62,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	-1,7	-1,5	-1,2	-1,2	-1,0	-1,5
Impôts sur les produits	5,2	6,8	7,4	7,1	6,8	7,3
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. 2. Affectation des revenus primaires

44. La rémunération des salariés versée par les secteurs est essentiellement reçue par les ménages et les impôts et taxes payés sont reçus par les APu. Une infime partie des salaires payés est versé au reste du monde pour la rémunération des travailleurs saisonniers ou transfrontaliers,

45. Les revenus de la propriété sont reçus et versés par tous les secteurs institutionnels. Au niveau de l'économie nationale, les revenus reçus sont inférieurs à ceux versés. Les plus grands déficits sont enregistrés par les SNF et correspondent au paiement des intérêts. Ainsi, dans l'ensemble, les revenus de la propriété réduisent le revenu disponible des secteurs institutionnels à l'exception des ménages et des sociétés financières qui possèdent des surplus de revenus de la propriété.

Tableau 11 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG)

Rubrique	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sociétés non financières	-1 024	-1 304	-1 724	-934	-1 071	-1 417
Sociétés financières	308	239	285	345	350	657
Administrations publiques	-765	-124	-458	-371	-393	-153
Ménages	1 375	1 078	1 636	278	717	21
Institutions sans but lucratif au service des ménages	-17	-18	-18	-19	-20	-16
Ensemble	-122,1	-129,3	-280,0	-700,1	-417,2	-907,5

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. 3. Transferts courants entre secteurs

46. Les transferts courants entre les secteurs institutionnels comprennent les Impôts courants sur les revenus et le capital, les Contributions sociales, les Prestations sociales autres qu'en nature et les Autres transferts courants. Dans l'ensemble, les transferts reçus par l'économie nationale dépassent ceux versés sur la période de 231,5 milliards de franc guinéens. Cette situation s'explique en grande partie par les transferts reçus par les Administrations Publique en 2011 qui marque le début d'une situation politique stable.

Tableau 12 : Transferts courants nets (milliards de FG)

Rubrique	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sociétés non financières	-444	-570	-687	-898	-1 076	-1 489
Sociétés financières	-76	-151	-92	-169	-161	-354
Administrations publiques	159	221	324	664	533	1 871
Ménages	129	193	412	335	426	483
Institutions sans but lucratif au service des ménages	106	110	114	113	113	91
Ensemble	-125,6	-197,2	72,5	45,0	-165,1	601,4

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

47. Sur la période 2006-2011, les revenus disponibles de l'économie ont progressé à un taux moyen annuel de 16,8% sensiblement égal au taux de croissance annuelle moyen du PIB courant (16,6%). La croissance moyenne annuelle la plus forte est celle du secteur des Sociétés financières suivies du secteur des APu (52,7%). Le secteur des ménages et des entreprises individuelles progresse à un rythme moyen annuel de 15,0%, de même que les revenus disponibles des ménages.

Tableau 13 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents

Rubrique	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sociétés non financières	3 024	2 528	3 763	3 255	5 221	4 934
Sociétés financières	175	12	137	83	48	253
Administrations publiques	1 135	2 729	3 105	4 225	4 329	7 141
Ménages	17 027	20 657	24 706	23 830	28 887	33 537
Institutions sans but lucratif au service des ménages	111	115	119	118	117	92
Ensemble	21 473	26 040	31 828	31 510	38 602	45 957

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 8. Répartition de l'épargne

48. Dans le processus d'utilisation du revenu disponible brut des secteurs institutionnels, la part qui n'est pas consommée constitue l'épargne brute. En moyenne, cette épargne dégage est positive même si pour certaines années l'économie nationale ne dispose pas de revenus pour assurer les dépenses de consommations finales (2007 et 2009).

49. Sur toute la période, l'épargne des ménages est restée négative tandis que les sociétés dégagent chaque année un niveau d'épargne consacré à l'investissement.

Tableau 14 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2006 et 2011

<i>Rubrique</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sociétés non financières	3 024	2 528	3 763	3 255	5 221	4 934
Sociétés financières	175	12	137	83	48	253
Administrations publiques	-228	941	1 192	1 012	-604	230
Ménages	-2 567	-3 922	-3 558	-6 153	-2 316	-4 552
Institutions sans but lucratif au service des ménages	-45	-47	-49	-56	-62	-50
Ensemble	359	-488	1 485	-1 859	2 287	815

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

50. La dépense de consommation finale des ménages, complétée par les transferts sociaux en nature en provenance des autres secteurs de l'économie forme leur consommation finale effective. Ces transferts ont en progressé entre 2006 et 2011 avec un creux en 2010 due à la chute des transferts des APU.

Tableau 15 : Transferts sociaux en nature versés entre 2006 et 2011 (milliards de FG)

<i>Rubrique</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Administrations publiques	190,5	351,3	278,0	1152,6	278,5	1187,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages	155,9	161,5	167,2	173,2	179,3	141,7
Ensemble	346,4	512,8	445,2	1325,8	457,8	1329,2

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 9. Financement de l'économie

51. Les balances des paiements annuelles de l'économie guinéenne élaborées et publiées par la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) font ressortir un solde du compte courant structurellement déficitaire. Comme le montre le tableau ci-dessus, les résultats issus de l'élaboration des comptes nationaux définitifs suivant le SCN93 pour la période 2006 à 2011 aboutissent aux mêmes conclusions.

52. En analysant le tableau ci-dessous, il ressort que le financement extérieur représente en moyenne 98% des investissements de l'économie guinéenne. Tous les secteurs institutionnels y compris les ménages en tirent profits.

53. Le secteur des ménages qui devrait être l'un des secteurs ayant une capacité de financement est ressorti avec un besoin de financement depuis 2006. Cette situation qui provient en partie de la perte de pouvoir d'achat de ce secteur due aux fluctuations importantes des prix traduites par l'IHPC (en moyenne 16,6% entre 2006 et 2011).

Tableau 16 : Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de GNF)

<i>Rubrique</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Formation brute de capital fixe	4 335	6 505	7 239	6 751	7 510	10 548
dont SNF	1 914	3 190	3 379	2 535	1 796	11 024
SF	42	78	72	64	100	128
APU	664	551	867	1 646	2 958	-3 824
Ménages	1 703	2 673	2 908	2 469	2 619	3 184
ISBLSM	12	12	13	37	37	37
Capacite(+)/besoin de financement(-)	-4 883	-6 356	-6 715	-8 554	-5 401	-9 398
dont SNF	136	-54	-642	816	3 294	-5 693
SF	133	-66	65	18	-52	122
APU	-806	442	421	-654	-3 570	4 041
Ménages	-4 297	-6 626	-6 505	-8 667	-4 999	-7 806
ISBLSM	-49	-51	-53	-68	-74	-62

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE IV:SYNTHÈSE MÉTHODOLOGIQUE

54. Ce chapitre décrit les principales sources de données et les méthodes d'estimation des différents agrégats produits.

I. 10. Principales sources de données

55. Pour l'élaboration des comptes nationaux, le Département de la Comptabilité a utilisé les principales sources suivantes : agriculture, mines, administration publique, déclarations de statistiques fiscales (DSF), ménages, commerce extérieure.

I. 10. 1. Source agriculture

56. Le ministère de l'agriculture fournit les informations sur les quantités récoltées des principales spéculations à savoir: le riz, le maïs, le fonio, l'arachide, le manioc, le mil, le sorgho, la patate, le taro, l'igname et la pomme de terre qui représentent plus de 80% de la valeur de la production agricole. Le cadrage macroéconomique fournit des estimations sur les quantités des spéculations complémentaires (Banane Poyo /Plantin, Ananas, Mangue, Orange, Café, Cacao, Coton (graine) et Palmiste) ainsi que leurs prix.

Tableau 17 : Principales spéculations agricoles (milliers de tonnes)

Spéculations	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Riz	973	1188	1429	1478	1556	1703
Mais	484	540	559	544	575	598
Fonio	217	230	284	334	365	397
Arachide	280	298	269	262	316	342
Manioc	1017	1070	1087	1052	1057	1087
Mil Sorgho	23	125	215	212	228	241
Patate Taro	95	157	237	258	270	290
Igname	50	67	84	88	98	108
Pomme de terre	4	15	28	38	43	52
Banane Poyo/Plantin	153	157	161	164	168	172
Ananas	102	105	107	109	112	115
Mangue	136	139	142	146	149	152
Orange	34	34	35	36	37	38
Café	21	22	22	23	23	24
Cacao	15	15	15	16	16	16
Coton (graine)	2	2	2	2	2	2
Palmiste	50	52	53	54	55	57

Source : ANASA/Ministère de l'Agriculture et Direction Nationale du Plan /Ministère du Plan

Tableau 18 : Prix des principales spéculations (FG/kg)

<i>Spéculations</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Riz	992 3	1 151	1 303	1 414	1 552	1 779
Mais	610 1	702	793	860	944	1 082
Fonio	591 6	692	777	836	915	1 023
Arachide	602 1	710	799	862	942	1 054
Manioc	251 5	273	310	338	373	367
Mil Sorgho	401 1	433	468	482	512	542
Patate Taro	230 9	244	255	267	281	294
Igname	481 6	510	551	584	623	666
Pomme de terre	884 5	1 017	1 170	1 287	1 458	1 645
Banane Poyo/Plantin	513 2	554	588	616	654	691
Ananas	460 2	488	511	532	558	583
Mangue	235 4	259	275	283	301	316
Orange	242 1	266	290	305	329	353
Café	3 379 3	3 481	3 655	3 289	3 289	3 289
Cacao	805 2	821	862	880	906	936
Coton (graine)	674 5	681	688	695	702	709
Palmiste	586 9	593	622	641	660	685

Source : ANASA/Ministère de l'Agriculture et Direction Nationale du Plan /Ministère du Plan

I. 10. 2. Source pêche

57. Les informations sur la pêche, tirées du cadrage macroéconomique, sont utilisées pour calculer des indices de volume et de prix. Ces indices sont utilisées pour rétropoler et extrapoler la valeur de la production de 2009 fournie par l'enquête sur le secteur informel. Les indices de prix sont utilisés pour déflater les valeurs redressées des DSF.

Tableau 19 : Quelques statistiques sur la pêche

<i>QUANTITE</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
Pêche maritime	134 160	134 307	140 030	94 966	98 957	103 373	107 966
Pêche artisanale	83 899	83 178	86 089	65 514	68 003	70 655	73 481
Pêche industrielle	50 261	51 129	53 941	29 452	30 954	32 718	34 485
Pêche continentale (autoconsommation)	12 625	12 879	13 019	13 163	13 321	13 494	13 669
Total production Pêche	146 785	147 186	153 049	108 129	112 278	116 867	121 635

<i>Prix unitaires</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
Pêche artisanale	2 311	3484	3658	3761	4059	4272	4500

Pêche industrielle	1 614	2413	2567	2657	2878	3052	3234
Pêche continentale (autoconsommation)	1 485	1871	1928	1976	2045	2106	2170

Valeur courantes (millions de FG)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Pêche maritime	274 970	413 166	453 380	324 652	365 110	401 693	442 189
<i>Pêche artisanale</i>	193 849	289 792	314 914	246 398	276 024	301 838	330 665
<i>Pêche industrielle</i>	81 121	123 374	138 467	78 254	89 086	99 855	111 524
Pêche continentale (autoconsommation)	18 752	24 097	25 101	26 010	27 241	28 418	29 662
Pêche	293 722	437 263	478 481	350 662	392 351	430 112	471 851

Valeur aux prix de l'année précédente (millions de FG)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Pêche maritime	137 485	274 705	430 094	315 253	338 004	380 951	419 159
Pêche artisanale	96 925	192 183	299 934	239 650	255 759	286 789	313 911
Pêche industrielle	40 560	82 522	130 160	75 603	82 245	94 162	105 248
Pêche continentale (autoconsommation)	12 501	19 129	24 359	25 378	26 322	27 595	28 787
Pêche	149 986	293 834	454 452	340 632	364 326	408 546	447 946

Indices de la pêche	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Indice de volume	100,1	100,0	103,9	71,2	103,9	104,1	104,1
Indice de prix	195,8	148,8	105,3	102,9	107,7	105,3	105,3
Indice de valeur	196,1	148,9	109,4	73,3	111,9	109,6	109,7

Sources : Département de la Comptabilité Nationale

I. 10. 3. Source élevage

58. Les données de l'élevage s'appuient sur les résultats du recensement du cheptel de 2000, les taux de croît, d'exploitation et les hypothèses du cadrage macroéconomique.

Tableau 20: Résultats du recensement du cheptel 2000 par région naturelle et par espèce

REG. NAT.	BASSE GUINEE	MOYENNE GUINEE	HAUTE GUINEE	GUINEE FOREST.	Total
Éleveurs	33 976	113 276	84 000	51 835	283 087
Bovins	529 116	1 124 058	996 463	226 552	2 876 189
Ovins	166 817	318 705	238 460	121 959	845 941
Caprins	193 119	479 960	197 512	137 865	1 008 456
Porcins	4 925	19	117	53 693	58 754
Equins	22	91	11	13	137
Asins	5	1 221	3 551	2	4 779
Lapins	211	320	689	880	2 100
Pondeuses	376 554	52 153	28 968	34 028	491 703
Poulets de chair	12 848	768		11 354	25 303

Sources : Ministère de l'Élevage

Tableau 21 : Taux de croît et d'exploitation des principaux produits de l'élevage

Espèces	Taux de croît (%)	Taux d'exploitation (%)
---------	-------------------	-------------------------

Bovins	5.6	12
Ovins	6.8	38
Caprins	6.7	38
Porcins	4.9	63
Volaille	6.0	33

Sources : Ministère de l'élevage

59. Ces informations sont complétées par celles sur le lait, les œufs (une pondeuse pond environ 70 œufs et 1 œuf=55 grammes) et le fumier (un bovin fournit environ 124kg de fumier) tirées du cadrage macroéconomique.

Tableau 22 : Principaux produits de l'élevage (milliers de têtes)

<i>Produits</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bovins	3 979	4 203	4 439	4 689	4 955	5 235
Ovins	1 249	1 335	1 427	1 526	1 632	1 745
Caprins	1 479	1 578	1 684	1 797	1 919	2 048
Porcins	69	72	75	77	80	83
Volaille locale	13 733	14 557	15 430	16 356	17 337	18 378
Pondeuses	704	747	791	839	889	943
Poulets de chair	56	60	63	67	71	75
Lait de vache (millions litres)	113	119	125	132	140	147
Œufs (millions kg)	10	8	6	10	16	21

Sources : Ministère de l'élevage

Tableau 23 : Prix unitaires des principaux produits de l'élevage de 2006- 2011 (FG/tête)

<i>Produits</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bovins	612 734	630 000	890 000	945 000	1 102 282	1 316 372
Ovins	274 022	190 000	218 000	220 000	245 639	308 542
Caprins	266 863	195 000	200 000	215 000	242 344	323 490
Porcins	216 810	223 315	230 014	236 914	276 345	330 018
Volaille locale	20 541	16 000	18 000	19 000	23 043	25 488
Pondeuses	15 611	17 000	22 000	21 000	24 495	29 253
Poulets de chair	20 234	17 000	22 000	21 000	24 495	29 253
Lait de Vache (FG/litre)	3 178	4 450	5 340	5 607	5 775	5 948
Œufs(FG/kg)	7 327	9 867	11 852	12 446	12 808	13 203
Fumier valorisé	100	150	180	189	195	201

Sources : Ministère de l'élevage

I. 10. 4. Secteur minier

60. La source de données des productions minières par entreprise et des prix associés est le cadrage macroéconomique.

Tableau 24 : Principaux des produits d'extraction (en millier de tonne)

Produit	Entreprises	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Bauxite		16 960	16 700	17 680	15 080	16 340	17 210
	CBG	13880	13500	14560	12030	13400	14230
	CBK	3 080	3 200	3 120	3 050	2 940	2 980
2. Alumine	Friguia	546	542	556	544	597	681
3. Diamant (Millier de carat)		469	469	469	1 013	2 019	2 030
	Aredor	0	3	0	0	0	0
	Hymex	0	0	0	0	0	0
	Quatro C	0	0	0	0	0	0
	Comptoirs ⁴	469	1 010	2 019	2 030	1 665	1 790
4. Or (Millier d'once)		18 455	18 455	18 450	19 050	20 040	22 360
	Smd	1 660	2 890	3 140	6 450	6 990	6 920
	Sag	9 830	10 600	11 020	12 440	10 400	10 290
	Semafo	1 860	1 130	1 230	1 000	970	960
	Comptoirs	5 100	4 430	4 650	2 470	2 630	2 900

Tableau 25 : Prix des principaux produits d'extraction (en USD)

	Entreprises	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Bauxite							
	CBG	29.49	32	34.5	20.7	29.03	30.48
	CBK	9	9	9	6	7	7
2. Alumine	Friguia	278	306	298	179	273	287
3. Diamant							
	Aredor	167.94	250.11	255.11	255.11	255.11	267.87
	Hymex	117.23	118.40	118.40	118.40	118.40	124.32
	Quatro C	250.00	252.50	252.50	252.50	252.50	265.13
	Comptoirs	91.52	49.52	50.51	30.31	30.37	31.88
4. Or							
	Smd	558.65	650.66	871.70	908.70	1184.76	1244.00
	Sag	577.57	660.37	871.70	908.70	1199.23	1259.19
	Semafo	470.83	515.22	871.70	908.70	1234.77	1296.51
	Comptoirs	554.70	578.75	722.75	750.60	1104.25	1159.46
5. Taux de change	1 \$ =	5.264.00	4.179.30	4.597.00	4.773.50	5.987.80	7.115.00
6. IHPC		134.74	122.90	117.65	105.99	114.90	121.44

⁴ 'Comptoirs' indiquent des activités informelles

I. 10. 5. Secteur informel

61. L'INS a réalisé une enquête sur le secteur informel en 2009. Cette enquête a porté sur un échantillon de 825 unités de production informelle (UPI) de la ville de Conakry. Elle a permis de couvrir 22 branches d'activités allant de l'agriculture aux services domestiques. Les branches non couvertes par l'enquête étaient : extraction de minerais métalliques, fabrication d'articles en papier ou en carton et production & distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

62. L'extrapolation des résultats sur la ville de Conakry a abouti à 211000 UPI, pour une production de 15 000 milliards GNF et une valeur ajoutée de 9 000 milliards GNF.

63. La méthodologie d'estimation des résultats sur l'ensemble du pays qui consistait à appliquer un coefficient uniforme sur toutes les branches a été modifiée. Ce coefficient provenait du produit entre un facteur de contraction (0.55) et, le rapport entre le PIB estimé de 2009 (22 000 milliards GNF) et la valeur ajoutée du secteur informel à Conakry.

64. En effet, d'après ce procédé, le coefficient d'extrapolation des hôtels et restaurants (activité essentiellement urbaine) serait identique à celui de l'agriculture. Ainsi, la nouvelle méthode d'estimation consiste à partir de l'Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP 2007) d'introduire une variabilité entre les branches et les deux zones (Conakry et en dehors de la ville de Conakry) en obéissant aux étapes suivantes : A défaut de disposer d'une structure de production par branche et par zone, l'hypothèse de travail a été que la structure de la consommation finale d'un produit par zone est identique à la structure de la production informelle en ce produit par zone. L'ELEP fournit les dépenses de consommation finale par produits et par zones (Conakry et hors Conakry).

65. Une matrice de passage est ensuite construite entre les produits et les branches. Cette matrice produite à travers les dépenses de consommation finale par région, fournit une structure de la consommation finale par branche et par zone.

66. Cette structure a permis de calculer pour chaque branche un coefficient d'extrapolation à appliquer aux résultats de l'enquête de Conakry. Ce coefficient correspond au rapport entre la production totale de la branche et celle de la ville de Conakry. Sachant que le PIB du pays représentait 2.6 fois la valeur ajoutée informelle et que la consommation finale du pays vaut 4 fois celle de Conakry, ceci a permis de déterminer un facteur de contraction ($2.6/4$) appliqué à tous les coefficients d'extrapolation. Ce facteur a permis également de rapprocher les valeurs ajoutées totales estimées par les deux méthodes.

Tableau 26 : Principaux résultats de l'enquête sur le secteur informel extrapolés à l'ensemble du pays (milliard de FG)

<i>Libellé</i>	<i>Production Annuelle</i>	<i>Consommation intermédiaire annuelle</i>	<i>Valeur Ajoutée Annuelle</i>	<i>Masse salariale annuelle</i>	<i>Impôts et autres charges annuels</i>	<i>Excédent brut d'exploitation</i>
Agriculture Chasse et Activités annexes	219, 2	130, 6	88, 6	9, 5	9, 7	69, 4
Sylviculture exploitation forestière et annexe	880, 3	419, 8	460, 5	17, 3	6, 4	436, 8
Pêche pisciculture et aquaculture	2 152, 6	710, 2	1 442, 4	17, 8	38, 1	1 386, 5
Autres activités extractives	66, 5	19, 1	47, 4	20, 1	12, 5	14, 8
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	2 634, 9	2 097, 7	537, 2	114, 6	17, 4	405, 2
Fabrication de produits à base de tabac	6, 3	1, 3	5, 1	0, 0	2, 9	2, 2
Fabrication de textiles habillement et chaussures	801, 9	502, 0	299, 8	13, 3	17, 7	268, 9
Travail de bois	562, 3	317, 1	245, 2	18, 5	14, 0	212, 7
Fabrication de produits chimiques	59, 2	51, 5	7, 6	3, 0	1, 0	3, 6
Métallurgie fabrication des œuvres en métaux travail des métaux	1 747, 0	942, 7	804, 3	50, 3	17, 6	736, 3
Fabrication de meubles activités de fabrication n c a	419, 5	311, 2	108, 2	20, 4	6, 6	81, 2
Construction	1 123, 6	224, 7	898, 8	165, 7	145, 2	587, 9
Commerce et réparation	6 792, 0	1 705, 0	5 086, 9	425, 3	266, 5	4 395, 1
Hôtels et restaurants	1 152, 0	596, 0	556, 0	577, 1	4, 0	-25, 1
Transports	1 525, 3	656, 5	868, 8	21, 3	55, 2	792, 2
Postes et télécommunications	110, 0	56, 8	53, 1	3, 1	1, 4	48, 6
Intermédiation financière	446, 7	89, 3	357, 3	0, 0	0, 0	357, 3
Immobilier	194, 1	50, 5	143, 5	0, 0	3, 9	139, 6
Services fournis principalement aux entreprises	841, 9	308, 6	533, 3	159, 6	47, 2	326, 5
Education	595, 4	120, 1	475, 3	215, 9	145, 1	114, 3
Activités de services de santé	343, 4	89, 4	254, 0	34, 6	11, 2	208, 1
Activités à caractère collectif ou personnel	304, 1	86, 8	217, 4	3, 8	2, 2	211, 3
Total	22 978,1	9 487, 2	13 490,9	1 891,3	826, 0	1073,5

I. 10. 6. Source Administrations Publiques

67. Cette source concerne les informations sur : (i) les administrations centrales y compris les établissements publics à caractère administratif; (ii) les collectivités locales qui regroupent les Préfectures et les Communes; et (iii) la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

68. Dans le calcul de la production, une première étape consiste à calculer la consommation de capital fixe aux prix de l'année courante et au prix de l'année précédente. Pour la FBCF, il faut noter qu'une cession d'immobilisation de 4 975 milliards GNF au compte d'Air Guinée a été constatée en 2011 conduisant à une FBCF négative la même année.

69. Une autre étape est l'estimation du compte de branche des services d'éducation et des services de santé produits par les Administrations publiques en partant des effectifs des salaires versés et des frais de fonctionnement par ministère ainsi que du nombre d'enseignants et de personnels de santé .

I. 10. 7. Source Déclarations Statistiques et Fiscales

70. Les déclarations statistiques et fiscales (DSF) sont collectées auprès de la Direction Nationale des Impôts. Ces informations sont complétées par le questionnaire de l'enquête auprès des entreprises qui porte sur les détails de la production, des frais généraux et des investissements. Le département de la Comptabilité Nationale ne dispose pas de répertoire pour l'ensemble des entreprises.

Tableau 27 : Evolution des DSF saisies à l'INS

<i>Année</i>	<i>Nombre de DSF saisies</i>	<i>Variation (%)</i>
2006	265	-
2007	261	-1.51
2008	261	0
2009	261	0
2010	243	-6.9
2011	288	18.52

71. Entre 2006 et 2011, le nombre de DSF est en moyenne de 301 avec un total de 429 déclarations en 2011.

72. Dans le traitement du fichier des DSF, l'apurement qui consiste à éliminer les doublons est une étape importante et complexe du processus. En effet, l'absence d'un identifiant unique pour chaque entreprise et d'une opération de validation de la DSF rend difficile l'apurement.

73. Toutefois, pour faciliter la saisie des états financiers, une maquette de saisie a été développée sur MS Access. Son développement n'est pas achevé notamment le passage des données dans les nomenclatures des comptes nationaux et le développement des requêtes permettant leur extraction. Par ailleurs, l'équipe en place a construit une nouvelle maquette sur MS Excel. Ce qui facilite la saisie de certaines variables clés, permet d'effectuer des contrôles lors de la saisie et de remplir les tableaux des comptes nationaux.

74. L'estimation d'un taux d'évolution de la production d'un échantillon commun d'entreprises sur deux années permet de calculer un coefficient d'extrapolation et le niveau de production de l'année concernée.

I. 10. 8. Source Institutions Financières du secteur formel

75. Le bilan et le compte de résultats des banques et institutions de micro-finance, de la Banque Centrale (BCRG) et des compagnies d'assurance (MUTRAGUI, LGV, SONAG, UGAR INTERNATIONAL, INSURANCE-COMPANY et NSIA GUINEE) sont saisis. Des grilles de passage permettent d'obtenir les données dans un format de comptabilité nationale.

76. En 2011, 24 banques et institutions de micro-finance sont dénombrées dont 3 nouvelles banques : UBA, SKYE, NSIA-BANQUE, et 4 institutions de microfinances : MGE, MECREPAG, RAFOC et NAFAYA. Cette augmentation du nombre d'institutions financières s'est traduite par un doublement de leur production.

77. Dans ce secteur, une méthodologie spécifique a été développée pour le calcul de la FBCF à partir de la variation des actifs en immobilisations corporelles à laquelle s'ajoutaient les dotations aux amortissements.

I. 10. 9. Source Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)

78. L'INS a réalisé en 2003 une enquête auprès d'un échantillon d'Associations. La liste de ces ISBLSM et de leurs effectifs ont été fournis par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour la période 2003-2005. Un coefficient d'extrapolation a permis de déterminer le nombre d'ISBLSM en 2003 à travers le rapport entre l'emploi de l'échantillon et celui de liste d'Associations. Ainsi, l'enquête de 2009-2010 a été réalisée par l'INS sur un échantillon de 25 ISBLSM pour établir les comptes de ces deux années. Cette enquête a permis de classer les ISBLSM en trois branches d'activités : éducation (2), santé (6), et activités à caractères collectifs ou personnels (17). Les comptes des années intermédiaires de 2004 à 2008 ont été obtenus par interpolation à l'aide du taux d'augmentation du nombre des ISBLSM et en tenant compte de l'IHPC des produits correspondants. Les comptes des ISBLSM pour l'année 2011 ont été projetés à l'aide des mêmes indicateurs.

I. 10. 10. Source Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

79. Une table de passage a permis d'établir la correspondance entre les fonctions de consommations et les produits de la comptabilité nationale. Les indices de prix sont calculés comme la moyenne pondérée des indices élémentaires. Cette méthodologie de calcul est conforme à celle utilisée par les services en charge de calcul de l'indice des prix.

80. Cette table de passage est complétée par des indices composites pour la construction (Ciment, sable fin, tôle ondulée, travaux de carrelage, etc.), les services de santé privés (consultation d'un gynécologue, examen de radiologie, consultation d'un dentiste dans un cabinet privé, examen de sang dans un laboratoire privé, injection dans une infirmerie privée et hospitalisation dans une clinique privée) et les produits du primaire.

I. 10. 11. Source Commerce extérieur

81. Les informations détaillées sur les importations et les exportations de marchandises par positions tarifaires (système harmonisé de codification du tarif douanier-SH) niveau 10 sont disponibles sur toute la période. Une table de correspondance entre la nomenclature SH et la nomenclature des produits permet d'obtenir les informations en format de comptabilité nationale.

82. Les effets personnels (moins d'un pourcent des exportations et des importations) de la position SH classés en produits en attente dans la nomenclature des produits de la comptabilité nationale sont ventilés au prorata des autres biens.

83. Les objets d'art de la position SH classés en services collectifs ou personnels (S00) dans la nomenclature des produits de la comptabilité nationale sont reclassés en « autres produits manufactures 'S0D' ».

I. 10. 12. Source Balance des Paiements

84. Une table de passage permet d'établir la correspondance entre les postes de la balance des paiements (BdP) d'une part, les opérations de la comptabilité nationale et éventuellement les produits (notamment pour les échanges de services) d'autre part.

I. 10. 13. Source Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP)

85. Les bases de données des ELEP sont disponibles à l'INS et sur son site Internet. ELEP 2012 a permis de rétopoler les dépenses des ménages estimées par produit à travers les informations collectées sur un échantillon de 7 612 ménages sur l'ensemble du territoire. Les IHPC et le taux de croissance de la population servent de base pour assurer une rétopolation des données de l'ELEP 2012 jusqu'en 2006.

I. 11. Méthodologie d'élaboration du PIB optique production

86. Les sources d'informations disponibles étant organisées par secteur institutionnel, les comptes de branche aux prix courants et aux prix de l'année précédente ont été construits par secteur. Ces informations sont ensuite récupérées dans un fichier de synthèse où chaque feuille présente les comptes d'une branche pour plusieurs années (2006-2011) aux prix courants et aux prix constants tout en distinguant les modes de production par secteur : administrations publiques, secteur formel (DSF, secteur des mines et institutions financières) secteur informel (ménage et ISBLSM).

87. Les maquettes de travail élaborées ont intégré la perspective d'un chargement des données dans ERETES.

I. 11. 1. Secteur des Administrations Publiques

88. Le traitement des sources de données de ce secteur permet d'obtenir directement les comptes de branche aux prix courants. L'IHPC et l'indice de prix de salaire ont permis

respectivement de déflater les consommations intermédiaires et la rémunération des salariés pour obtenir les comptes aux prix constants.

I. 11. 2. Secteur des Institutions Financières

89. Une seule branche dénommée intermédiation financière décrit l'activité des institutions financières. Cette branche regroupe les banques (la Banque Centrale, les Banques privées, les microfinances) et les compagnies d'assurances.

90. Au niveau des banques, une estimation de la production du secteur informel a été faite dans l'ancienne série pour intégrer les activités de change informel. En 2009, le niveau de la production a été en deçà du niveau estimé par l'enquête, soit 447 milliards GNF contre 49 milliards GNF pour l'ancienne série. Ainsi, la prise en compte des résultats de l'enquête de 2009 a presque fait doubler la production des banques (la production des banques privées a été de 547 milliards GNF) et multiplier par 1,5 la production de l'ensemble du secteur.

91. En 2011, la production des banques a progressé de 43% pour se situer à 1670 milliards GNF contre 1165 milliards GNF en 2010. En dehors du secteur informel, cette évolution a atteint 73%, soit 1240 milliards GNF contre 718 milliards GNF en 2010. Pour obtenir la production aux prix de l'année précédente, l'indice du taux directeur de la Banque Centrale et l'IHPC sont utilisés pour déflater le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) et l'IHPC pour déflater les autres services bancaires (y compris le secteur informel).

Tableau 28 : IHPC et taux directeur de la Banque Centrale

Rubrique	2007	2008	2009	2010	2011
IHPC Assurance (variation annuelle)	6 8	5 0	0 0	0 3	3 7
Taux directeur (%)	17	17	16 8	16 8	22 0

92. Concomitamment, la production des assurances a progressé de 140% en se situant à 114 milliards en 2011 contre 48 milliards en 2010. Ceci résulte de la forte hausse des émissions de primes d'assurance de NSIA Guinée, de l'UGAR et de LGV. La valeur de 2011 est déflatée par l'IHPC du produit assurance.

I. 11. 3. Secteur des sociétés non financières

93. Un coefficient d'extrapolation de la production par branche sur un même échantillon d'entreprises pour deux années successives a été utilisé. L'IHPI n'a pas été jugé satisfaisant pour être utilisé comme indice de volume. Le volume de la production du secteur a été obtenu en déflatant la valeur extrapolée par l'IHPC correspondant. Une table de passage permet de disposer des indices de prix par branche.

94. Les informations sur le secteur minier ont permis d'estimer la production formelle des branches de ce secteur aux prix courants et aux prix constants. Les coefficients techniques des DSF ont été maintenus pour le calcul de la valeur ajoutée.

I. 11. 4. Secteur des ménages

95. Dans le secteur des ménages, des estimations séparées sont réalisées pour :

- ✓ *le secteur informel* : le point de départ est l'année 2009. Les indices de volume par branche et les IHPC correspondants sont utilisés pour rétropoler ou extrapoler les données. Pour déterminer les indices de volume, il a été considéré que le secteur informel subissait les mêmes chocs économiques et politiques que le secteur formel, mais dans des proportions réduites. Ainsi, les indices de volume du secteur informel sont ceux du secteur formel amorti par le taux de croissance de la population et bornés par 0.9 et 1.1.

Les informations sur le secteur minier ont permis d'estimer la production informelle des branches de ce secteur aux prix courants et aux prix constants. Les coefficients techniques de l'enquête ont été maintenus pour le calcul de la valeur ajoutée.

- ✓ *Le secteur des ménages produisant essentiellement pour compte propre* : les activités de ce secteur sont les activités agricoles, la construction, le logement pour compte propre et les services domestiques :
 - Les productions des activités agricoles (agriculture, élevage, sylviculture et pêche) des ménages sont obtenues par différence entre d'une part les estimations directes à partir des quantités et des prix et, d'autre part les productions des secteurs formel et informel. Dans le cas où cette différence est négative, la production des ménages est supposée nulle (cas de la sylviculture et de la pêche où les productions du secteur informel sont supérieures aux estimations directes) ;
 - Une étude réalisée par l'INS a fourni une décomposition de la formation brute de capital fixe (FBCF) par secteur institutionnel et par produit (constructions, équipement matériel de transport) permettant ainsi d'estimer la FBCF en construction pour l'année 2003 et par ricochet la production. Par ailleurs, une autre étude a également fourni des informations sur les types de construction (structuré informel et auto – construit) facilitant ainsi l'estimation de l'auto-construction des ménages. En examinant les comptes de certains pays, il a été retenu que les consommations intermédiaires représentent 40% de cette production. Le taux de croissance de la population et un indice des prix composite de la construction (construit à partir des composantes de l'IHPC) ont permis d'extrapoler cette production jusqu'en 2011.
 - La production des ménages en service de logements pour usage propre est estimée à partir des travaux d'harmonisation des PIB comparables de la CEDEAO qui donnent une estimation du loyer imputé. Cette estimation est corrigée en tenant compte du parc total des logements disponibles dans l'enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP 2002-2003). Le taux de croissance de la population et l'IHPC en service de logement permettent d'extrapoler cette production jusqu'en 2011. En examinant les comptes de certains pays, il a été retenu que les consommations intermédiaires représentent 20% de cette production.

- La production en service domestique est estimée à partir de l'enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP 2002-2003) qui donne le nombre de ménages employant du personnel domestique et d'un salaire moyen basé sur la connaissance du phénomène. Le taux de croissance de la population et l'IHPC ont permis d'extrapoler la production jusqu'en 2011. Cette activité n'a pas de consommations intermédiaires.

I. 12. Méthodologie d'élaboration du PIB selon l'optique dépense

96. Une maquette a été construite pour les Equilibres Ressources Emplois (ERE) dans laquelle chaque feuille représente un produit et présente son ERE pour plusieurs années (2006-2011) aux prix courants et aux prix constants. Dans cette maquette, les productions proviennent des comptes de branches et un traitement spécifique est fait pour les éclater en produits (une saisie spécifique a été organisée pour disposer des productions secondaires; par exemple la part de la production des compagnies d'assurance en services de logement a été identifiée).

97. Les données des importations et exportations proviennent du commerce extérieur et de la balance des paiements. Sur la base des données des comptes antérieurs, des taux d'impôts et taxes ont été calculés sur les opérations d'emplois (consommation intermédiaire, consommation finale, FBCF et exportations) de façon à reconstituer les totaux en ressources pour chaque produit. Ensuite, une modification a été apportée sur les taux de certains produits afin de s'aligner sur les niveaux des impôts et taxes reçus par les administrations publiques.

I. 12. 1. Consommations intermédiaires (CI)

98. Les dépenses des branches en Consommations Intermédiaires par produit fournissent une première proposition de l'offre de CI. Puis, des ajustements sont faits en confrontant l'offre et la demande par produits et en validant les indices de volumes et de prix. A titre d'exemple, les demandes de CI des produits tels que : pétroles raffinés et distribution d'électricité eau et gaz dépassaient le niveau total des ressources. En raison du manque d'électricité que connaît le pays, il a été jugé bon d'accepter dans un premier temps cette situation et de rehausser les postes de ressources pour satisfaire la demande nationale de ces produits.

I. 12. 2. Consommation finale

99. Elle comprend la consommation finale marchande et la consommation finale non marchande.

100. La consommation finale non marchande est déduite de l'activité de production. Ainsi, toute la production en services non marchands des ménages, des Administrations Publiques et des ISBLSM est destinée à la consommation finale de ces secteurs. Les paiements partiels des ménages en services de santé et d'éducation ont aussi été estimés. La consommation finale non marchande des ménages en produits agricoles et en construction est fournie par le traitement de l'offre de ces produits.

101. La consommation finale marchande est essentiellement attribuée aux ménages. Les ELEM 2007 et 2012 ont fourni les niveaux initiaux de la consommation finale marchande pour les produits. Des ajustements portant aussi bien sur l'offre que sur la demande ont été opérés dans l'ERE. Les dépenses de consommations finales sont déterminées pour les produits « pétroles raffinés » et « distribution d'électricité eau et gaz » dont les demandes de CI dépassaient les ressources. Pour déterminer les niveaux d'ajustements des ressources requises, les dépenses de consommation finales acceptables pour ces deux produits ont été estimées en partant des données de l'enquête ELEM 2012.

I. 12. 3. Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

102. Les principaux produits destinés à la FBCF sont entre autres les produits de la sylviculture, de l'élevage, des constructions, des machines et biens d'équipement, de l'exploration minière et des logiciels. Les données sont présentées par actifs fixes, corporels et incorporels et ont servi de valeurs minimales pour la FBCF des produits. Les valeurs finales ont été obtenues après itérations dans les ERE par la confrontation entre les niveaux de demande et d'offre de chaque produit.

I. 12. 4. Importations et exportations

103. Les indices de valeurs unitaires ont été calculés en importations et en exportations à partir des valeurs et des poids disponibles dans le fichier. Face aux fortes variations constatées, ces indices ont été limités dans un intervalle compris entre 0,7 et 1,3. Les indices de prix de la production ont été utilisés pour déflater les exportations de minerais. Ceux des prix des exportations et des importations de marchandises sont utilisés pour déflater les exportations et les importations de services respectivement.

I. 13. Élaboration du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE)

104. Le TRE est une synthèse des comptes des différentes branches et des secteurs institutionnels. Il comprend principalement un tableau de production des branches, et un tableau des emplois par produit.

I. 13. 1. Convergence des deux PIB optiques production et dépense

105. S'agissant des emplois du PIB, la principale difficulté a été le partage du marché domestique entre les consommations intermédiaires, la consommation finale, et la FBCF à raison du fait que les variations de stocks sont tirées des DSF ou de l'estimation de la production de l'élevage, et que les importations et les exportations sont fournies par les données du commerce extérieur et de la BDP. L'ELEM a permis de disposer des premières informations sur la consommation finale ; les saisies des sources administratives (DSF institutions financières, administrations publiques) et traitement des données du secteur primaire ont permis de disposer des points de départ pour la FBCF. Plusieurs techniques sont utilisées pour rendre les arbitrages. Il s'agit notamment de : la connaissance du produit, la comparaison avec les données d'autres pays, la priorité accordée à une source par rapport aux autres.

106. Par exemple, l'offre (ou demande) initiale en consommation intermédiaire du produit de «l'agriculture» apparaissait très faible. Lors de la première itération, il a été constaté que le coefficient technique de la branche « agriculture » qui consomme ce produit en semences était de 5%. Ce coefficient est ramené à 9% après analyse des taux de CI dans d'autres pays de la sous- région. De même, après analyse des coefficients techniques des branches «élevage » et «pêche, pisciculture et aquaculture » (initialement 5% pour les deux branches), le coefficient de l'élevage a été rehaussé à 9% et celui de la pêche à 19%.

107. Les statistiques du commerce extérieur et les niveaux de biens importés et exportés de la balance des paiements sont très différentes pour certaines années. Par exemple en 2006, le niveau des exportations de biens fourni par la source commerce extérieure était de 672 milliard de FG alors que dans la balance des paiements, il est de 6 193 milliards. De même en 2007, les exportations se chiffrent à 12 424 milliards du côté de la source commerce extérieur et à 5 231 milliards de FG du côté de la balance des paiements. Contrairement aux données sur les exportations, les deux sources présentaient des écarts de faibles ampleurs au niveau des importations.

108. Dans l'ensemble, la réconciliation a consisté à :

- ✓ réduire les demandes de Consommation Intermédiaire d'un ERE lorsqu'il n'y avait aucune raison d'agir sur les ressources ; et
- ✓ modifier les importations ou même la production lorsque les demandes de CI sont jugées acceptables

109. Les travaux d'ajustement sur les comptes de branches, les ERE et l'équilibre des matrices de consommations intermédiaires ont permis de produire des TRE aux prix courant et aux prix de l'année précédente pour la période 2006-2011.

I. 13. 2. Equilibre du Tableau des Echanges Interindustriels (TEI)

110. Le TEI est la matrice des consommations intermédiaires qui présente les demandes des branches et les offres des produits dans le processus de production. Le département de la Comptabilité a débuté la construction d'une matrice de consommations intermédiaires par branche et par produit en saisissant le détail des consommations intermédiaires des institutions financières, des sociétés non financières et des administrations publiques pour l'année 2010. Ce travail a été complété par la construction d'une matrice des consommations intermédiaires des ménages à partir des résultats de l'enquête sur le secteur informel de 2011. La structure des consommations intermédiaires des branches éducation, santé et services collectifs a été utilisée pour les ISBLSM. Cette préparation des données débouche sur une structure de consommations intermédiaires par mode de production qui est appliquée aux comptes de branche aux prix courants. L'IHPC par produit est utilisé pour déflater et obtenir les matrices de consommations intermédiaires aux prix de l'année précédente. Cette matrice permet d'obtenir la demande totale des branches en consommations intermédiaires qui est confrontée à l'offre de produit issue des ERE pour chaque année. La modification des coefficients techniques dans les comptes de branche et des taux de consommations intermédiaires dans les ERE permet d'égaliser l'offre et la demande. La méthode RAS est

enfin mise en œuvre pour répartir le profil ligne issu des ERE et le profil colonne issu des comptes de branche suivant la matrice des consommations. La méthode RAS est une méthode itérative de double proportionnalité.

111. La première étape annule les écarts en colonne en ventilant le profil colonne suivant la structure des consommations intermédiaires. La deuxième étape annule les écarts en ligne en ventilant le profil ligne suivant la nouvelle structure obtenue à l'étape précédente. La première et la deuxième étape sont reprises chaque fois avec les nouvelles structures. Ce processus itératif permet de converger rapidement.

I. 13. 3. Construction des TRE chaînés aux prix de référence de 2010

112. Une maquette a été développée pour chainer les TRE aux prix de référence de 2010. La méthodologie a consisté à chainer d'abord toutes les cases du TRE. Après cette première étape, le TRE obtenu ne respecte pas le principe d'additivité: la somme des sous-composantes chaînées est différente de la valeur de la composante chaînée. De plus, les égalités entre l'offre et la demande des produits (équilibres en ligne des ERE) sont rompues. La deuxième étape a consisté à restaurer l'additivité en validant les niveaux d'agrégation élevés et en ajustant les sous-composantes. La dernière étape a consisté à rétablir les ERE en ajustant sur une des variables en emplois.

CONCLUSION

113. La publication des résultats des comptes nationaux de 2006 à 2011 marque un pas important dans l'élaboration des comptes nationaux et le passage au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93).

114. Ainsi, l'analyse des résultats montrent que le taux de croissance économique au cours de la période de 2006-2011 a été en moyenne de 4,1%. Ce niveau de croissance serait plus important n'eût été les crises sociopolitiques qu'a connues le pays en 2009 conduisant à un taux de croissance -1,1%.

115.96. Toutefois, avec la reprise de la croissance en 2010 et 2011, soit respectivement 4,8% et 5,6% consolidée par l'amélioration de climat des affaires et de la stabilité macroéconomique, le taux de croissance de l'économie pourrait être plus important dans les années à venir.

116. Par ailleurs des efforts doivent être déployés à tous les niveaux (Gouvernement, partenaire au développement) en vue de soutenir, comme par le passé, l'élaboration des comptes nationaux de 2012 et 2013. Ce qui permettrait à l'Institut National de la Statistique de combler son retard en matière de production de comptes nationaux.

ANNEXES : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Tableau 29 : PIB courant optique production (en milliards de GNF)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Production	36 575	42 590	50 664	50 880	63 704	75 659
Consommation intermédiaire	15 985	18 027	20 980	20 911	27 128	33 844
Valeur ajoutée	20 591	24 564	29 684	29 968	36 576	41 815
Impôts sur les produits	1 137	1 806	2 363	2 280	2 667	3 361
PIB	21 728	26 370	32 047	32 248	39 243	45 176

Tableau 30 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
1. Production	57 916	59 502	62 127	59 551	63 704	67 874
2. Consommation intermédiaire	25 794	26 024	27 421	25 010	27 128	29 196
3. Valeur Ajoutée (1-2)	32 121	33 479	34 705	34 541	36 576	38 679
4. Impôts sur les produits	1 913	2 879	3 157	2 897	2 667	2 767
PIB	34 034	36 358	37 862	37 439	39 243	41 446

Tableau 31 : Taux de croissance du PIB réel (en %)

<i>Libellé</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
1. Production	2,7	4,4	-4,1	7,0	6,5
2. Consommation intermédiaire	0,9	5,4	-8,8	8,5	7,6
3. Valeur Ajoutée (1-2)	4,2	3,7	-0,5	5,9	5,7
4. Impôts sur les produits	50,5	9,6	-8,2	-7,9	3,7
PIB	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6

Tableau 32 : Variation du déflateur du PIB (en %)

<i>Libellé</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
1. Production	13,3	13,9	4,8	17,0	11,5
2. Consommation intermédiaire	11,8	10,5	9,3	19,6	15,9
3. Valeur Ajoutée (1-2)	14,5	16,6	1,4	15,3	8,1
4. Impôts sur les produits	5,5	19,3	5,1	27,1	21,4
PIB	13,6	16,7	1,8	16,1	9,0

Tableau 33 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards GNF)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	3 386	4 435	5 121	5 276	6 862	7 783
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	3 386	4 435	5 121	5 276	6 862	7 783
Secteur secondaire	7 447	8 113	10 554	10 413	12 681	14 915
Activités extractives	2 935	2 574	3 509	3 346	5 492	7 064
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	570	601	1 003	841	1 044	1 468
Fab d'autres produits manufacturiers	1 903	2 415	3 058	3 210	3 128	3 387
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	169	241	260	401	409	315
Construction	1 871	2 281	2 724	2 614	2 607	2 681
Secteur tertiaire	9 757	12 015	14 009	14 280	17 033	20 250
Commerce et réparation	3 976	5 059	6 200	5 634	7 184	8 479
Hôtels et restaurants	396	451	554	581	649	890
Transports et communications	1 644	2 054	2 266	1 787	1 918	2 268
Intermédiation financière	636	684	760	783	786	1 284
Immobilier, services aux entreprises	1 238	1 422	1 741	1 813	2 395	2 598
Activités d'administration publique	883	1 033	1 168	1 538	2 772	2 619
Education	693	922	917	1 655	887	1 727
Santé et action sociale	259	348	328	413	350	505
Autres services	401	426	450	461	481	592
SIFIM	- 369	- 383	- 375	- 385	- 388	- 712
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	20 591	24 564	29 684	29 968	36 576	42 948
Impôts et taxes nets des Subventions	1 137	1 806	2 363	2 280	2 667	3 361
PIB	21 728	26 370	32 047	32 248	39 243	46 309

Tableau 34 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2010) (en milliards)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Secteur primaire	5 722	5 843	6 096	5 734	6 862	7 299
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	5 722	5 843	6 096	5 734	6 862	7 299
Secteur secondaire	11 921	12 143	12 959	12 504	12 681	12 772
Activites extractives	5 196	5 351	5 710	5 651	5 492	5 665
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	1 012	991	1 052	992	1 044	1 132
Fab d'autres produits manufacturiers	3 428	3 286	3 390	3 080	3 128	2 989
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	353	370	386	404	409	403
Construction	1 932	2 145	2 421	2 377	2 607	2 582
Secteur tertiaire	14 479	15 493	15 651	16 303	17 033	18 608
Commerce et réparation	6 854	7 414	7 209	6 904	7 184	7 844
Hôtels et restaurants	646	594	637	629	649	696
Transports et communications	2 014	2 129	2 191	2 036	1 918	1 942
Intermédiation financière	694	710	731	724	786	919
Immobilier, services aux entreprises	2 266	2 257	2 386	2 321	2 395	2 523

Activités d'administration publique	828	1 005	1 143	1 522	2 772	2 650
Education	948	1 029	957	1 698	887	1 628
Santé et action sociale	399	446	376	438	350	394
Autres services	480	458	478	474	481	458
SIFIM	- 650	- 549	- 457	- 443	- 388	- 447
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	32 121	33 479	34 705	34 541	36 576	38 679
Impôts et taxes nets des Subventions	1 913	2 879	3 157	2 897	2 667	2 767
PIB	34 034	36 358	37 862	37 439	39 243	41 446

Tableau 35 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire	2,1	4,3	-5,9	19,7	6,4	
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	2,1	4,3	-5,9	19,7	6,4	
Secteur secondaire	1,9	6,7	-3,5	1,4	0,7	
Activités extractives	3,0	6,7	-1,0	-2,8	3,2	
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	-2,1	6,1	-5,6	5,3	8,4	
Fab d'autres produits manufacturiers	-4,1	3,2	-9,1	1,6	-4,5	
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	4,7	4,5	4,7	1,2	-1,5	
Construction	11,1	12,8	-1,8	9,7	-0,9	
Secteur tertiaire	7,0	1,0	4,2	4,5	9,2	
Commerce et réparation	8,2	-2,8	-4,2	4,1	9,2	
Hôtels et restaurants	-8,0	7,3	-1,3	3,1	7,3	
Transports et communications	5,7	2,9	-7,1	-5,8	1,3	
Intermédiation financière	2,4	3,0	-0,9	8,5	17,0	
Immobilier, services aux entreprises	-0,4	5,7	-2,7	3,2	5,4	
Activités d'administration publique	21,4	13,7	33,1	82,1	-4,4	
Education	8,5	-7,0	77,4	-47,7	83,5	
Santé et action sociale	12,0	-15,8	16,5	-20,1	12,7	
Autres services	-4,6	4,4	-0,8	1,5	-4,8	
SIFIM	-15,6	-16,7	-3,1	-12,4	15,2	
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	4,2	3,7	-0,5	5,9	5,7	
Impôts et taxes nets des Subventions	50,5	9,6	-8,2	-7,9	3,7	
PIB	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6	

Tableau 3637 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire		28,3	10,7	9,5	8,7	-0,5
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes		28,3	10,7	9,5	8,7	-0,5
Secteur secondaire		6,9	21,9	2,2	20,1	15,4
Activités extractives		-14,8	27,8	-3,7	68,9	24,7
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac		7,8	57,2	-11,1	18,0	26,5
Fab d'autres produits manufacturiers		32,4	22,8	15,5	-4,1	10,4
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau		36,8	3,2	47,1	0,9	-25,4
Construction		9,8	5,8	-2,2	-9,1	2,2
Secteur tertiaire		15,1	15,4	-2,1	14,2	6,5
Commerce et réparation		17,6	26,0	-5,1	22,6	3,8
Hôtels et restaurants		23,7	14,5	6,3	8,3	25,7
Transports et communications		18,2	7,2	-15,2	13,9	13,7
Intermédiation financière		5,0	7,8	4,1	-7,5	39,6
Immobilier, services aux entreprises		15,3	15,8	7,0	28,0	2,3
Activités d'administration publique		-3,6	-0,5	-1,1	-1,0	-1,2
Education		22,6	7,0	1,7	2,6	6,1
Santé et action sociale		19,7	12,2	7,9	6,1	28,3
Autres services		11,4	1,1	3,4	2,8	29,2
SIFIM		22,9	17,7	6,0	14,9	59,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		14,5	16,6	1,4	15,3	8,1
Impôts et taxes nets des Subventions		5,5	19,3	5,1	27,1	21,4
PIB		13,6	16,7	1,8	16,1	9,0

Tableau 38 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire	15,6	16,8	16,0	16,4	17,5	16,1
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	15,6	16,8	16,0	16,4	17,5	16,1
Secteur secondaire	34,3	30,8	32,9	32,3	32,3	32,6
Activités extractives	13,5	9,8	10,9	10,4	14,0	15,6
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	2,6	2,3	3,1	2,6	2,7	3,2
Fab d'autres produits manufacturiers	8,8	9,2	9,5	10,0	8,0	7,3
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,8	0,9	0,8	1,2	1,0	0,7

Construction	8,6	8,7	8,5	8,1	6,6	5,8
Secteur tertiaire	44,9	45,6	43,7	44,3	43,4	43,9
Commerce et réparation	18,3	19,2	19,3	17,5	18,3	18,0
Hôtels et restaurants	1,8	1,7	1,7	1,8	1,7	1,9
Transports et communications	7,6	7,8	7,1	5,5	4,9	4,9
Intermédiation financière	2,9	2,6	2,4	2,4	2,0	2,8
Immobilier, services aux entreprises	5,7	5,4	5,4	5,6	6,1	5,7
Activités d'administration publique	4,1	3,9	3,6	4,8	7,1	5,8
Education	3,2	3,5	2,9	5,1	2,3	3,8
Santé et action sociale	1,2	1,3	1,0	1,3	0,9	1,1
Autres services	1,8	1,6	1,4	1,4	1,2	1,3
SIFIM	-1,7	-1,5	-1,2	-1,2	-1,0	-1,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	94,8	93,2	92,6	92,9	93,2	92,6
Impôts et taxes nets des Subventions	5,2	6,8	7,4	7,1	6,8	7,4
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 39 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire	0,4	0,7	-1,0	3,0	1,1	1,1
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	0,4	0,7	-1,0	3,0	1,1	1,1
Secteur secondaire	0,7	2,2	-1,2	0,5	0,2	0,2
Activités extractives	0,5	1,0	-0,2	-0,4	0,4	0,4
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	-0,1	0,2	-0,2	0,1	0,2	0,2
Fab d'autres produits manufacturiers	-0,4	0,3	-0,8	0,1	-0,4	-0,4
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,6	0,8	-0,1	0,6	-0,1	-0,1
Secteur tertiaire	3,0	0,4	1,7	1,9	4,0	4,0
Commerce et réparation	1,6	-0,6	-0,8	0,7	1,7	1,7
Hôtels et restaurants	-0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Transports et communications	0,3	0,2	-0,4	-0,3	0,1	0,1
Intermédiation financière	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3	0,3
Immobilier, services aux entreprises	0,0	0,4	-0,2	0,2	0,3	0,3
Activités d'administration publique	0,5	0,4	1,0	3,3	-0,3	-0,3

Education	0,2	-0,2	2,0	-2,2	1,9
Santé et action sociale	0,1	-0,2	0,2	-0,2	0,1
Autres services	-0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1
SIFIM	0,3	0,3	0,0	0,1	-0,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	4,0	3,4	-0,4	5,4	5,4
Impôts et taxes nets des Subventions	2,8	0,8	-0,7	-0,6	0,3
PIB	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6

Tableau 40: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix courants (milliards de FG)

<i>Branches</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES	3 386	4 435	5 121	5 276	6 862	7 783
Agriculture, Chasse et Activités annexes	1 086	1 295	1 473	1 868	2 949	3 538
Elevage, Chasse, services annexes	814	900	1 168	1 361	1 603	1 746
Sylviculture	276	439	508	599	692	724
Pêche, pisciculture et aquaculture	1 210	1 801	1 971	1 448	1 618	1 775
ACTIVITES EXTRACTIVES	2 935	2 574	3 509	3 346	5 492	7 064
Extraction de minerais métalliques	2 736	2 373	3 201	3 105	5 209	6 722
Autres activités extractives	199	201	308	241	283	342
FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC	570	601	1 003	841	1 044	1 468
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	570	601	1 003	841	1 044	1 468
Fabrication de produits a base de tabac	0	0	0	0	0	0
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES	1 903	2 415	3 058	3 210	3 128	3 387
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	274	498	579	589	674	764
Travail de bois	175	222	256	249	293	360
Fabrication d'article en papier ou en carton	3	3	4	5	6	4
Fabrication de produits chimiques	46	63	63	115	182	136
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	196	254	235	228	267	405
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	1 119	1 250	1 767	1 857	1 525	1 510
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	90	124	153	166	181	207
PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU	169	241	260	401	409	315
Production & distribution, de gaz & d'eau	169	241	260	401	409	315
CONSTRUCTION	1 871	2 281	2 724	2 614	2 607	2 681
Construction	1 871	2 281	2 724	2 614	2 607	2 681
COMMERCE ET REPARATION	3 976	5 059	6 200	5 634	7 184	8 479
Commerce et réparation	3 976	5 059	6 200	5 634	7 184	8 479
HÔTELS ET RESTAURANTS	396	451	554	581	649	890
Hôtels et restaurants	396	451	554	581	649	890
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1 644	2 054	2 266	1 787	1 918	2 268

Transports	1 412	1 730	2 054	1 535	1 701	1 992
Postes et télécommunications	233	324	213	251	217	275
INTERMEDIATION FINANCIERE	636	684	760	783	786	1 284
Services financiers	636	684	760	783	786	1 284
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	1 238	1 422	1 741	1 813	2 395	2 598
Immobilier	664	837	1 029	1 100	1 243	1 539
Services principalement rendu aux entreprises	574	585	712	713	1 151	1 059
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	883	1 033	1 168	1 538	2 772	2 619
Activités d'administration publique	883	1 033	1 168	1 538	2 772	2 619
EDUCATION	693	922	917	1 655	887	1 727
Education	693	922	917	1 655	887	1 727
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	259	348	328	413	350	505
Activités de services de santé	259	348	328	413	350	505
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	260	260	283	283	297	379
Activités a caractère collectif ou personnel	260	260	283	283	297	379
ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	140	167	167	179	184	213
Activités.ménages employeurs de personnel domestiques	140	167	167	179	184	213
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	- 369	- 383	- 375	- 385	- 388	- 712
Branche consommatrices des SIFIM	- 369	- 383	- 375	- 385	- 388	- 712
Ensemble	20 591	24 564	29 684	29 968	36 576	42 948
Impôts et taxes nets des Subventions	1 137	1 806	2 363	2 280	2 667	3 361
PIB	21 728	26 370	32 047	32 248	39 243	46 309

Tableau 41: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix constants (milliards de FG)

<i>Branches</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES	5 722	5 843	6 096	5 734	6 862	7 299
Agriculture, Chasse et Activités annexes	1 785	1 823	1 922	2 048	2 949	3 181
Elevage, Chasse, services annexes	1 219	1 272	1 329	1 460	1 603	1 726
Sylviculture	627	645	660	674	692	707
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 091	2 102	2 185	1 552	1 618	1 685
ACTIVITES EXTRACTIVES	5 196	5 351	5 710	5 651	5 492	5 665
Extraction de minerais métalliques	4 861	4 914	5 197	5 207	5 209	5 388
Autres activités extractives	335	437	513	444	283	277
FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC	1 012	991	1 052	992	1 044	1 132
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	1 012	991	1 051	992	1 044	1 132
Fabrication de produits a base de tabac	0	0	0	0	0	0
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES	3 428	3 286	3 390	3 080	3 128	2 989
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	696	721	711	651	674	681
Travail de bois	303	314	310	283	293	297
Fabrication d'article en papier ou en carton	6	6	6	6	6	7
Fabrication de produits chimiques	193	171	152	169	182	204
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	277	295	282	245	267	233
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	1 745	1 586	1 738	1 552	1 525	1 373
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	208	193	190	174	181	194
PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU	353	370	386	404	409	403
Production & distribution, de gaz & d'eau	353	370	386	404	409	403
CONSTRUCTION	1 932	2 145	2 421	2 377	2 607	2 582
Construction	1 932	2 145	2 421	2 377	2 607	2 582
COMMERCE ET REPARATION	6 854	7 414	7 209	6 904	7 184	7 844
Commerce et réparation	6 854	7 414	7 209	6 904	7 184	7 844
HÔTELS ET RESTAURANTS	646	594	637	629	649	696
Hôtels et restaurants	646	594	637	629	649	696
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2 014	2 129	2 191	2 036	1 918	1 942
Transports	1 822	1 920	1 957	1 777	1 701	1 702
Postes et télécommunications	192	209	234	259	217	240 ₄
INTERMEDIATION FINANCIERE	694	710	731	724	786	919
Services financiers	694	710	731	724	786	919

IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	2 266	2 257	2 386	2 321	2 395	2 523
Immobilier	1 101	1 139	1 181	1 213	1 243	1 269
Services principalement rendu aux entreprises	1 165	1 117	1 205	1 108	1 151	1 255
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	828	1 005	1 143	1 522	2 772	2 650
Activités d'administration publique	828	1 005	1 143	1 522	2 772	2 650
EDUCATION	948	1 029	957	1 698	887	1 628
Education	948	1 029	957	1 698	887	1 628
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	399	446	376	438	350	394
Activités de services de santé	399	446	376	438	350	394
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	307	283	299	293	297	272
Activités à caractère collectif ou personnel	307	283	299	293	297	272
ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	173	175	179	181	184	186
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	173	175	179	181	184	186
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	- 650	- 549	- 457	- 443	- 388	- 447
Branche consommatrices des SIFIM	- 650	- 549	- 457	- 443	- 388	- 447
Ensemble	32 121	33 479	34 705	34 541	36 576	38 679
Impôts et taxes nets des Subventions	1 913	2 879	3 157	2 897	2 667	2 767
PIB	34 034	36 358	37 862	37 439	39 243	41 446

Tableau 42 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%)

<i>Branches</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES		2,1	4,3	-5,9	19,7	6,4
Agriculture, Chasse et Activités annexes		2,2	5,4	6,6	44,0	7,8
Elevage, Chasse, services annexes		4,4	4,4	9,9	9,8	7,7
Sylviculture		2,8	2,3	2,1	2,7	2,3
Pêche, pisciculture et aquaculture		0,5	3,9	-29,0	4,3	4,1
ACTIVITES EXTRACTIVES		3,0	6,7	-1,0	-2,8	3,2
Extraction de minerais métalliques		1,1	5,8	0,2	0,0	3,4
Autres activités extractives		30,5	17,3	-13,3	-36,3	-2,0
FAB, DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC		-2,1	6,1	-5,6	5,3	8,4
Fabrication de produits alimentaires & de boissons		-2,1	6,1	-5,6	5,3	8,4
Fabrication de produits a base de tabac		10,3	3,1	-13,0	8,8	1,5
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES		-4,1	3,2	-9,1	1,6	-4,5
Fabrication de textiles, habillement et chaussures		3,7	-1,4	-8,5	3,5	1,1
Travail de bois		3,7	-1,4	-8,5	3,5	1,1
Fabrication d'article en papier ou en carton		-11,9	13,6	-13,2	9,2	13,0
Fabrication de produits chimiques		-11,2	-11,0	10,7	8,0	12,1
Fab, De verre, poterie et matériaux de construction		6,5	-4,4	-13,2	9,1	-13,0
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux		-9,1	9,6	-10,7	-1,8	-10,0
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c,a		-7,3	-1,3	-8,6	3,7	7,5
PROD, & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU		4,7	4,5	4,7	1,2	-1,5
Production & distribution, de gaz & d'eau		4,7	4,5	4,7	1,2	-1,5
CONSTRUCTION		11,1	12,8	-1,8	9,7	-0,9
Construction		11,1	12,8	-1,8	9,7	-0,9
COMMERCE ET REPARATION		8,2	-2,8	-4,2	4,1	9,2
Commerce et réparation		8,2	-2,8	-4,2	4,1	9,2
HÔTELS ET RESTAURANTS		-8,0	7,3	-1,3	3,1	7,3
Hôtels et restaurants		-8,0	7,3	-1,3	3,1	7,3
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		5,7	2,9	-7,1	-5,8	1,3
Transports		5,4	1,9	-9,2	-4,3	0,0
Postes et télécommunications		8,6	12,0	10,6	-16,3	11,0
INTERMEDIATION FINANCIERE		2,4	3,0	-0,9	8,5	17,0

Services financiers	2,4	3,0	-0,9	8,5	17,0
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	-0,4	5,7	-2,7	3,2	5,4
Immobilier	3,5	3,7	2,7	2,4	2,1
Services principalement rendu aux entreprises	-4,1	7,8	-8,1	4,0	9,0
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	21,4	13,7	33,1	82,1	-4,4
Activités d'administration publique	21,4	13,7	33,1	82,1	-4,4
EDUCATION	8,5	-7,0	77,4	-47,7	83,5
Education	8,5	-7,0	77,4	-47,7	83,5
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	12,0	-15,8	16,5	-20,1	12,7
Activités de services de santé	12,0	-15,8	16,5	-20,1	12,7
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	-7,6	5,6	-2,0	1,3	-8,6
Activités à caractère collectif ou personnel	-7,6	5,6	-2,0	1,3	-8,6
ACT, MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	0,9	2,4	1,2	1,8	1,1
Activités, ménages employeurs de personnel domestiques	0,9	2,4	1,2	1,8	1,1
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	-15,6	-16,7	-3,1	-12,4	15,2
Branche consommatrices des SIFIM	-15,6	-16,7	-3,1	-12,4	15,2
Ensemble	4,2	3,7	-0,5	5,9	5,7
Impôts et taxes nets des Subventions	50,5	9,6	-8,2	-7,9	3,7
PIB	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6

Tableau 43 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous branche (en %)

<i>Branches</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES		28,3	10,7	9,5	8,7	-0,5
Agriculture, Chasse et Activités annexes		17,4	7,9	18,7	10,0	0,3
Elevage, Chasse, services annexes		6,4	24,3	5,8	7,7	-8,9
Sylviculture		55,3	13,3	15,1	12,9	2,4
Pêche, pisciculture et aquaculture		48,8	5,3	3,2	7,6	5,3
ACTIVITES EXTRACTIVES		-14,8	27,8	-3,7	68,9	24,7
Extraction de minerais métalliques		-13,5	27,7	-2,9	69,1	24,8
Autres activités extractives		-22,1	31,1	-9,6	86,0	23,3
FAB, DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC		9,9	56,7	-11,2	18,7	26,5
Fabrication de produits alimentaires & de boissons		7,8	57,2	-11,1	18,0	26,5
Fabrication de produits à base de tabac		38,7	4,3	12,7	12,2	-2,3
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES		32,4	22,8	15,5	-4,1	10,4
Fabrication de textiles, habillement et chaussures		77,7	18,5	10,8	11,7	12,2
Travail de bois		24,1	17,7	6,0	14,9	21,4
Fabrication d'article en papier ou en carton		20,7	23,8	39,8	5,5	-50,8
Fabrication de produits chimiques		55,0	13,1	63,8	48,2	-38,2
Fab, De verre, poterie et matériaux de construction		23,1	-2,9	11,8	8,5	58,3
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux		24,5	29,7	17,4	-15,5	7,1
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c,a		50,8	25,9	18,4	5,8	6,0
PROD, & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU		36,8	3,2	47,1	0,9	-25,4
Production & distribution, de gaz & d'eau		36,8	3,2	47,1	0,9	-25,4
CONSTRUCTION		9,8	5,8	-2,2	-9,1	2,2
Construction		9,8	5,8	-2,2	-9,1	2,2
COMMERCE ET REPARATION		17,6	26,0	-5,1	22,6	3,8
Commerce et réparation		17,6	26,0	-5,1	22,6	3,8
HÔTELS ET RESTAURANTS		23,7	14,5	6,3	8,3	25,7
Hôtels et restaurants		23,7	14,5	6,3	8,3	25,7
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		18,2	7,2	-15,2	13,9	13,7
Transports		16,3	16,9	-17,9	16,5	14,6
Postes et télécommunications		28,3	-41,3	6,6	3,6	7,4
INTERMEDIATION FINANCIERE		5,0	7,8	4,1	-7,5	39,6

Services financiers	5,0	7,8	4,1	-7,5	39,6
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	15,3	15,8	7,0	28,0	2,3
Immobilier	22,3	18,4	5,4	11,0	21,3
Services principalement rendu aux entreprises	6,7	12,8	10,4	56,2	-16,9
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	-3,6	-0,5	-1,1	-1,0	-1,2
Activités d'administration publique	-3,6	-0,5	-1,1	-1,0	-1,2
EDUCATION	22,6	7,0	1,7	2,6	6,1
Education	22,6	7,0	1,7	2,6	6,1
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	19,7	12,2	7,9	6,1	28,3
Activités de services de santé	19,7	12,2	7,9	6,1	28,3
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	8,2	3,1	2,5	4,1	39,3
Activités à caractère collectif ou personnel	8,2	3,1	2,5	4,1	39,3
ACT, MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	18,1	-2,1	6,1	2,0	14,5
Activités, ménages employeurs de personnel domestiques	18,1	-2,1	6,1	2,0	14,5
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	22,9	17,7	6,0	14,9	59,5
Branche consommatrices des SIFIM	22,9	17,7	6,0	14,9	59,5
Ensemble	14,5	16,6	1,4	15,3	8,1
Impôts et taxes nets des Subventions	5,5	19,3	5,1	27,1	21,4
PIB	13,6	16,7	1,8	16,1	9,0

Tableau 44 : Taux de la valeur ajoutée aux prix courants (%)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire	69,3	68,2	68,3	69,3	67,2	67,2
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	69,3	68,2	68,3	69,3	67,2	67,2
Secteur secondaire	46,6	45,9	47,9	48,9	46,6	45,5
Activités extractives	53,2	52,6	52,4	58,7	59,2	59,3
Fab, De pdts alimentaires, boissons & tabac	25,1	21,7	28,0	22,5	21,4	21,6
Fab d'autres produits manufacturiers	38,1	40,6	44,1	46,9	41,4	41,1
Prod, & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	32,0	31,9	31,8	42,9	42,9	32,3
Construction	70,0	69,0	68,4	64,3	57,3	55,5
Secteur tertiaire	11,9	12,4	12,9	11,9	9,9	8,0
Commerce et réparation	68,3	68,7	73,4	66,7	73,5	68,9
Hôtels et restaurants	226,4	242,8	239,6	215,5	191,1	145,4
Transports et communications	308,0	359,9	344,8	414,3	469,4	490,1
Intermédiation financière	400,4	459,1	515,9	476,3	535,1	404,3
Immobilier, services aux entreprises	21,0	21,3	22,1	21,8	19,5	22,6

Activités d'administration publique	134,6	139,6	133,2	84,8	40,7	38,9
Education	70,4	64,0	70,9	43,5	75,7	68,0
Santé et action sociale	330,7	304,3	381,9	336,0	495,0	382,4
Autres services	168,6	192,5	206,2	264,7	458,3	345,2
PIB	59,4	61,9	63,3	63,4	61,6	59,5

Tableau 45 : Taux de valeur ajoutée aux prix constants de 2010

Branches	2006	2007	2008	2009	2010	2011
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES		2,1	4,3	-5,9	19,7	6,4
Agriculture, Chasse et Activités annexes		2,2	5,4	6,6	44,0	7,8
Elevage, Chasse, services annexes		4,4	4,4	9,9	9,8	7,7
Sylviculture		2,8	2,3	2,1	2,7	2,3
Pêche, pisciculture et aquaculture		0,5	3,9	-29,0	4,3	4,1
ACTIVITES EXTRACTIVES		3,0	6,7	-1,0	-2,8	3,2
Extraction de minerais métalliques		1,1	5,8	0,2	0,0	3,4
Autres activités extractives		30,5	17,3	-13,3	-36,3	-2,0
FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC		-2,1	6,1	-5,6	5,3	8,4
Fabrication de produits alimentaires & de boissons		-2,1	6,1	-5,6	5,3	8,4
Fabrication de produits à base de tabac		10,3	3,1	-13,0	8,8	1,5
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES		-4,1	3,2	-9,1	1,6	-4,5
Fabrication de textiles, habillement et chaussures		3,7	-1,4	-8,5	3,5	1,1
Travail de bois		3,7	-1,4	-8,5	3,5	1,1
Fabrication d'article en papier ou en carton		-11,9	13,6	-13,2	9,2	13,0
Fabrication de produits chimiques		-11,2	-11,0	10,7	8,0	12,1
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction		6,5	-4,4	-13,2	9,1	-13,0
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux		-9,1	9,6	-10,7	-1,8	-10,0
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a		-7,3	-1,3	-8,6	3,7	7,5
PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU		4,7	4,5	4,7	1,2	-1,5
Production & distribution, de gaz & d'eau		4,7	4,5	4,7	1,2	-1,5
CONSTRUCTION		11,1	12,8	-1,8	9,7	-0,9
Construction		11,1	12,8	-1,8	9,7	-0,9
COMMERCE ET REPARATION		8,2	-2,8	-4,2	4,1	9,2
Commerce et réparation		8,2	-2,8	-4,2	4,1	9,2
HÔTELS ET RESTAURANTS		-8,0	7,3	-1,3	3,1	7,3
Hôtels et restaurants		-8,0	7,3	-1,3	3,1	7,3
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		5,7	2,9	-7,1	-5,8	1,3
Transports		5,4	1,9	-9,2	-4,3	0,0
Postes et télécommunications		8,6	12,0	10,6	-16,3	11,0
INTERMEDIATION FINANCIERE		2,4	3,0	-0,9	8,5	17,0
Services financiers		2,4	3,0	-0,9	8,5	17,0
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES		-0,4	5,7	-2,7	3,2	5,4
Immobilier		3,5	3,7	2,7	2,4	2,1
Services principalement rendu aux entreprises		-4,1	7,8	-8,1	4,0	9,0
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE		21,4	13,7	33,1	82,1	-4,4
Activités d'administration publique		21,4	13,7	33,1	82,1	-4,4
EDUCATION		8,5	-7,0	77,4	-47,7	83,5

Education	8,5	-7,0	77,4	-47,7	83,5
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	12,0	-15,8	16,5	-20,1	12,7
Activités de services de santé	12,0	-15,8	16,5	-20,1	12,7
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	-7,6	5,6	-2,0	1,3	-8,6
Activités a caractère collectif ou personnel	-7,6	5,6	-2,0	1,3	-8,6
ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	0,9	2,4	1,2	1,8	1,1
Activités.ménages employeurs de personnel domestiques	0,9	2,4	1,2	1,8	1,1
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	-15,6	-16,7	-3,1	-12,4	15,2
Branche consommatrices des SIFIM	-15,6	-16,7	-3,1	-12,4	15,2
Ensemble	4,2	3,7	-0,5	5,9	5,7
Impôts et taxes nets des Subventions	50,5	9,6	-8,2	-7,9	3,7
PIB	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6

Tableau 46 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de FG)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Secteur primaire	1 490	2 223	2 459	2 015	2 301	2 509
Agriculture, Élevage, Chasse et Activités Annexes	1 490	2 223	2 459	2 015	2 301	2 509
Secteur secondaire	2 791	3 368	4 016	3 910	4 534	5 382
Activités extractives	459	363	594	425	614	831
Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac	312	402	507	537	777	1 071
Fabrication d'autres produits manufactures	1 144	1 642	1 883	1 911	1 989	2 210
Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	81	115	122	129	133	160
Construction	794	846	909	908	1 021	1 111
Secteur tertiaire	6 782	8 389	10 266	9 752	10 307	11 510
Commerce et réparation	3 568	4 716	5 945	5 782	5 979	6 663
Hôtels et restaurants	384	441	532	564	633	731
Transports et communications	1 208	1 474	1 822	1 407	1 513	1 736
Intermédiation financière	266	297	334	357	323	307
Immobilier, services aux entreprises	572	631	725	756	980	1 157
Activités d'administration publique	0	0	0	0	0	0
Education	491	567	595	604	553	526
Santé et action sociale	211	173	220	183	224	259
Autres services	82	91	94	99	102	132
SIFIM	0	0	0	0	0	0
VA informelle	11 063	13 980	16 741	15 677	17 142	19 401

Tableau 47 : Poids de la VA aux prix courants du secteur informel dans les branches (en %)

<i>Libellé</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Moyenne 2006-2011</i>
Secteur primaire	44,0	53,0	51,0	37,1	35,3	32,3	42,1
Agriculture, Elevage, Chasse et Activités annexes	44,0	53,0	51,0	37,1	35,3	32,3	42,1
Secteur secondaire	38,6	42,2	38,4	37,9	36,0	36,6	38,3
Activités extractives	15,3	14,2	16,5	12,5	11,1	11,6	13,5
Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac	54,5	61,1	48,6	62,2	71,7	79,3	62,9
Fabrication d'autres produits manufacturés	70,5	73,6	66,2	60,8	65,2	69,2	67,6
Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	48,1	47,6	47,0	34,3	34,6	46,3	43,0
Construction	42,4	37,1	33,4	35,9	40,1	41,8	38,4

Secteur tertiaire	68,4	67,1	65,9	62,7	56,0	51,7	62,0
Commerce et réparation	87,6	92,3	82,7	89,6	84,9	86,6	87,3
Hôtels et restaurants	96,8	97,8	96,1	97,4	97,8	95,1	96,8
Transports et communications	72,0	69,4	77,4	80,8	84,1	79,4	77,2
Intermédiation financière	26,5	27,7	28,1	29,6	27,8	16,2	26,0
Immobilier, services aux entreprises	47,0	45,7	43,3	43,1	43,4	46,1	44,8
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	78,2	65,1	69,4	36,7	69,0	33,8	58,7
Santé et action sociale	81,1	66,7	77,7	64,7	75,6	68,0	72,3
Autres services	58,6	54,9	56,5	55,2	55,3	61,7	57,0
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VA informelle	54,0	56,8	54,4	50,2	45,7	43,5	50,8

Tableau 48 : Structure de la VA aux prix courants du secteur informel (en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
Secteur primaire	44,0	50,1	48,0	38,2	33,5	34,6	41,4
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	44,0	50,1	48,0	38,2	33,5	34,6	41,4
Secteur secondaire	37,5	41,8	38,0	36,8	36,5	37,5	38,0
Activites extractives	14,0	12,5	14,7	10,2	10,2	10,8	12,1
Fab. De pdts alimentaires, boissons & tabac	54,8	66,9	50,6	63,9	74,4	74,8	64,2
Fab d'autres produits manufactures	62,7	70,7	63,9	59,5	68,1	73,4	66,4
Prod. & distribution d'electricite, de gaz & d'eau	48,1	47,6	47,0	32,2	32,5	53,1	43,4
Construction	42,4	37,1	33,4	34,7	39,2	42,1	38,2
Secteur tertiaire	70,8	72,1	70,0	65,9	62,5	65,0	67,7
Commerce et reparation	87,4	93,2	84,4	92,5	82,4	90,1	88,3
Hôtels et restaurants	96,8	97,8	96,1	97,1	97,6	97,5	97,1
Transports et communications	73,5	71,8	80,4	78,7	82,2	79,8	77,7
Intermediation financiere	41,9	43,3	43,9	45,6	46,7	30,0	41,9
Immobilier, services aux entreprises	46,4	44,3	41,6	41,7	40,9	44,8	43,3
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	79,6	67,8	71,2	36,5	70,9	38,2	60,7
Santé et action sociale	82,7	69,2	79,2	61,5	77,5	72,0	73,7
Autres services	58,6	54,9	56,5	55,2	55,3	62,0	57,1
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
VA informelle	54,3	58,1	54,8	50,9	48,0	50,0	52,7

Tableau 49 : Evolution des emplois du PIB à prix courants

<i>Libellés</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale	21 114	26 528	30 344	33 370	36 315	43 683
dont privée	19 751	24 741	28 431	30 156	31 383	36 915
publique	1 363	1 787	1 913	3 213	4 932	6 768
2. FBCF	4 335	6 505	7 239	6 751	7 510	10 662
3. Variation des stocks	1 002	- 330	1 163	120	466	204
4. INVESTISSEMENT (2+3)	5 337	6 176	8 402	6 871	7 976	10 866
5. Exportations nettes	-4 723	-6 334	-6 699	-7 992	-5 048	-9 374
6. Exportations	5 177	6 210	6 935	7 261	11 907	14 728
Exportations des biens	5 001	6 064	6 628	6 889	11 499	14 783
Exportations des services	176	146	307	372	408	- 55
7. Importations	9 900	12 544	13 634	15 253	16 955	24 102
Importations des biens	9 099	11 664	12 616	14 218	15 531	23 056
Importations des services	801	880	1 018	1 035	1 424	1 046
PIB (1+4+5)	21 728	26 370	32 047	32 248	39 243	45 176

Tableau 50 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010)

<i>Libellés</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Dépense de Consommation Finale	32 405	34 749	33 890	35 174	36 315	39 553
dont privée	31 041	32 961	31 978	31 960	31 383	32 642
Publique	1 363	1 787	1 913	3 213	4 932	6 911
2. FBCF	5 889	7 628	7 771	7 138	7 510	9 784
3. Variation des stocks	1 019	- 982	1 428	- 12	466	530
4. INVESTISSEMENT (2+3)	6 907	6 646	9 199	7 126	7 976	10 314
5. Exportations nettes	-5 269	-5 031	-5 223	-4 859	-5 048	-8 421
6. Exportations	9 597	12 532	10 854	11 475	11 907	11 794
Exportations des biens	9 393	12 371	10 560	11 084	11 499	11 329
Exportations des services	205	162	293	391	408	465
7. Importations	14 866	17 564	16 077	16 334	16 955	20 215
Importations des biens	13 726	16 332	14 708	15 130	15 531	18 346
Importations des services	1 141	1 232	1 369	1 204	1 424	1 870
PIB (1+4+5)	34 043	36 363	37 866	37 441	39 243	41 446

Tableau 51 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois

<i>Libellés</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
1. Dépense de Consommation Finale	7,2	-2,5	3,8	3,2	8,9	7,2
dont privée	6,2	-3,0	-0,1	-1,8	4,0	6,2
Publique	31,1	7,0	68,0	53,5	40,1	31,1
2. FBCF	29,5	1,9	-8,2	5,2	30,3	29,5
3. Variation des stocks	-196,4	-245,4	-100,8	-4 120,5	13,7	-196,4
4. INVESTISSEMENT (2+3)	-3,8	38,4	-22,5	11,9	29,3	-3,8
5. Exportations nettes	-4,5	3,8	-7,0	3,9	66,8	-4,5
6. Exportations	30,6	-13,4	5,7	3,8	-0,9	30,6
Exportations des biens	31,7	-14,6	5,0	3,7	-1,5	31,7
Exportations des services	-21,0	81,3	33,3	4,5	13,9	-21,0
7. Importations	18,1	-8,5	1,6	3,8	19,2	18,1
Importations des biens	19,0	-9,9	2,9	2,6	18,1	19,0
Importations des services	8,0	11,1	-12,1	18,3	31,3	8,0
PIB (1+4+5)	6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6	6,8

, Tableau 52 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%)

<i>Libellés</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
1. Dépense de Consommation Finale		17,2	17,3	6,0	5,4	10,4
dont privée		18,0	18,5	6,1	6,0	13,1
Publique		0,0	0,0	0,0	0,0	-2,1
2. FBCF		15,8	9,2	1,5	5,7	9,0
3. Variation des stocks		-65,9	142,6	-1 366,8	-109,7	-61,6
4. INVESTISSEMENT (2+3)		20,3	-1,7	5,6	3,7	5,4
5. Exportations nettes		40,4	1,9	28,3	-39,2	11,3
6. Exportations		-8,1	28,9	-1,0	58,0	24,9
Exportations des biens		-7,9	28,0	-1,0	60,9	30,5
Exportations des services		5,1	15,9	-9,1	5,2	-111,7
7. Importations		7,3	18,7	10,1	7,1	19,2
Importations des biens		7,7	20,1	9,6	6,4	25,7
Importations des services		1,8	4,1	15,6	16,3	-44,1
PIB (1+4+5)		13,6	16,7	1,8	16,1	9,0

Tableau 53 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB)

<i>Libellés</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
1, Dépense de Consommation Finale	97,2	100,6	94,7	103,5	92,5	96,7	97,5
dont privée	90,9	93,8	88,7	93,5	80,0	81,7	88,1
Publique	6,3	6,8	6,0	10,0	12,6	15,0	9,4
2, FBCF	20,0	24,7	22,6	20,9	19,1	23,6	21,8
3, Variation des stocks	4,6	-1,3	3,6	0,4	1,2	0,5	1,5
4, INVESTISSEMENT (2+3)	24,6	23,4	26,2	21,3	20,3	24,1	23,3
5, Exportations nettes	-21,7	-24,0	-20,9	-24,8	-12,9	-20,8	-20,8
6, Exportations	23,8	23,6	21,6	22,5	30,3	32,6	25,7
Exportations des biens	23,0	23,0	20,7	21,4	29,3	32,7	25,0
Exportations des services	0,8	0,6	1,0	1,2	1,0	-0,1	0,7
7, Importations	45,6	47,6	42,5	47,3	43,2	53,4	46,6
Importations des biens	41,9	44,2	39,4	44,1	39,6	51,0	43,4
Importations des services	3,7	3,3	3,2	3,2	3,6	2,3	3,2
PIB (1+4+5)	100,0						

Tableau 54 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%)

<i>Libellés</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006-2011
1, Dépense de Consommation Finale		6,9	-2,4	3,4	3,0	8,2	3,8
dont privée		5,6	-2,7	0,0	-1,5	3,2	0,9
Publique		1,2	0,3	3,4	4,6	5,0	2,9
2, FBCF		5,1	0,4	-1,7	1,0	5,8	2,1
3, Variation des stocks		-5,9	6,6	-3,8	1,3	0,2	-0,3
4, INVESTISSEMENT (2+3)		-0,8	7,0	-5,5	2,3	6,0	1,8
5, Exportations nettes		0,7	-0,5	1,0	-0,5	-8,6	-1,6
6, Exportations		8,6	-4,6	1,6	1,2	-0,3	1,3
Exportations des biens		8,7	-5,0	1,4	1,1	-0,4	1,2
Exportations des services		-0,1	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1
7, Importations		7,9	-4,1	0,7	1,7	8,3	2,9
Importations des biens		7,7	-4,5	1,1	1,1	7,2	2,5
Importations des services		0,3	0,4	-0,4	0,6	1,1	0,4
PIB (1+4+5)		6,8	4,1	-1,1	4,8	5,6	4,1

Tableau 55 : Consommation finale par produit au prix courant (Mds de FG)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	6 097	8 025	9 253	8 939	11 024	12 007
Activités extractives	0	0	0	0	0	0
Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac	3 779	4 702	5 654	6 789	7 308	10 619
Fabrication d'autres produits manufacturiers	5 419	7 027	7 656	8 511	7 053	6 889
Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	163	201	244	303	310	401
Construction	0	0	0	0	0	0
Commerce et réparation	127	134	139	127	145	99
Hôtels et restaurants	454	484	576	671	748	1 029
Transports et communications	971	1 082	1 520	1 329	1 148	1 110
Intermédiation financière	538	615	713	792	817	1 233
Immobilier, services aux entreprises	576	740	933	993	1 115	1 345
Activités d'administration publique	1 221	1 472	1 701	2 106	4 713	5 828
Education	733	892	875	1 626	823	1 655
Activités de services de santé	340	434	417	500	417	604
Activités à caractère collectif ou personnel	409	433	462	457	477	617
Activités des ménages employeurs de personnel domestique	140	167	167	179	184	213
SIFIM	0	0	0	0	0	0
Correction territoriale	147	120	36	49	33	34
TOTAL	21 114	26 528	30 344	33 370	36 315	43 683

Tableau 56 : Evolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu

<i>Rubrique</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens et services	6 935	7 261	11 907	14 728	6 935	7 261
Importations de biens et services	13 634	15 253	16 955	24 102	13 634	15 253
PIB	32 047	32 248	39 243	46 309	32 047	32 248
+Revenu nets des facteurs	-291	-783	-476	-953	-291	-783
=Revenu National brut	31 756	31 465	38 767	45 355	31 756	31 465
+Transferts nets	72	45	-165	601	72	45
=Revenu national Disponible	31 828	31 510	38 602	45 957	31 828	31 510
-Dépense de consommation finale	30 344	33 370	36 315	45 142	30 344	33 370
=Epargne	1 485	-1 859	2 287	815	1 485	-1 859
+Transferts nets en capital	203	177	289	1 020	203	177
-Investissement	8 402	6 871	7 976	11 233	8 402	6 871
=Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-6 715	-8 554	-5 401	-9 398	-6 715	-8 554

Tableau 57 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels

<i>Rubrique</i>	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
PIB	32 047	32 248	39 243	46 309	32 047	32 248
Valeur ajoutée brute	29 684	29 968	36 576	42 948	29 684	29 968
dont SNF	7 462	6 799	9 198	9 893	7 462	6 799
SF	426	426	419	899	426	426
APU	1 446	2 691	3 050	3 807	1 446	2 691
Ménages	20 645	20 355	24 211	29 031	20 645	20 355
ISBLSM	80	83	86	31	80	83
SIFIM	-375	-385	-388	-712	-375	-385
Excédent brut d'exploitation	25 058	24 358	29 922	35 077	25 058	24 358
dont SNF	6 174	5 086	7 368	7 840	6 174	5 086
Revenu mixte	18 124	17 776	21 226	25 352	18 124	17 776
Rémunération des salariés	4 553	5 531	6 586	7 734	4 553	5 531
Revenu national	31 756	31 465	38 767	45 355	31 756	31 465
Revenu disponible brut	31 828	31 510	38 602	45 957	31 828	31 510
Dont APU	3 105	4 225	4 329	7 141	3 105	4 225
Ménages	24 706	23 830	28 887	33 537	24 706	23 830
Dépenses de consommation finale	30 344	33 370	36 315	45 142	30 344	33 370
Dont APU	1 913	3 213	4 932	6 911	1 913	3 213
Ménages	28 264	29 983	31 204	38 089	28 264	29 983
Epargne brute	1 485	-1 859	2 287	815	1 485	-1 859

dont SNF	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
SF	137	83	48	253	137	83
APU	1 192	1 012	-604	230	1 192	1 012
Ménages	-3 558	-6 153	-2 316	-4 552	-3 558	-6 153
Formation brute de capital fixe	7 239	6 751	7 510	10 548	7 239	6 751
dont SNF	3 379	2 535	1 796	11 024	3 379	2 535
SF	72	64	100	128	72	64
APU	867	1 646	2 958	-3 824	867	1 646
Ménages	2 908	2 469	2 619	3 184	2 908	2 469
ISBLSM	13	37	37	37	13	37
Capacité(+)/besoin de financement(-)	-6 715	-8 554	-5 401	-9 398	-6 715	-8 554
dont SNF	-642	816	3 294	-5 693	-642	816
SF	65	18	-52	122	65	18
APU	421	-654	-3 570	4 041	421	-654
Ménages	-6 505	-8 667	-4 999	-7 806	-6 505	-8 667
ISBLSM	-53	-68	-74	-62	-53	-68

Tableau 58 : Revenu Dépense et épargne des Administrations publiques

<i>Rubrique</i>	<i>2 006</i>	<i>2 007</i>	<i>2 008</i>	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
A. Revenu courant des Administrations publiques	4 338	5 307	5 799	9 146	4 338	5 307
1. Excédent brut d'exploitation	794	1 565	1 444	1 918	794	1 565
2. Revenu de la propriété	85	38	126	413	85	38
3. Impôts sur la production et l'importation	2 445	2 367	2 744	3 505	2 445	2 367
Impôts ou taxes sur produits (TVA)	2 363	2 280	2 667	3 361	2 363	2 280
Autres impôts ou taxes sur la production	82	87	77	144	82	87
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	536	875	1 038	1 524	536	875
5. Autres transferts courants	411	354	342	1 574	411	354
6. Cotisations sociales reçues	67	107	104	212	67	107
B. REVENU DE CAPITAL RECUS	101	-1	5	7	101	-1
1. Transferts en capital à recevoir	101	-1	5	7	101	-1
C. DEPENSES COURANTES	3 146	4 295	6 403	8 915	3 146	4 295
1. revenu de la propriété payé	543	409	519	566	543	409
2. Prestations sociales versées	107	125	162	164	107	125
3. Autres transferts courants versés	583	548	790	1 275	583	548
4. Dépenses de consommation finale	1 913	3 213	4 932	6 911	1 913	3 213
D.EPARGNE BRUTE	1 192	1 012	-604	230	1 192	1 012
E. DEPENSES DE CAPITAL	5 732	20 506	15 499	15 798	5 732	20 506

1. FBCF	867	1 646	2 958	-3 824	867	1 646
2. Variation des stocks						
3. Transferts en capital à payer	4 865	18 860	12 541	19 622	4 865	18 860
F. BESOIN DE FINANCEMENT DES APU	421	-654	-3 570	4 041	421	-654

Tableau 59 : Revenu Dépense et épargne Des sociétés non financières,

<i>Rubrique</i>	<i>2 006</i>	<i>2 007</i>	<i>2 008</i>	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
Valeur ajoutée brute	7 462	6 799	9 198	9 893	7 462	6 799
-Rémunération des salariés versée	1 251	1 662	1 795	1 980	1 251	1 662
-(Impôts sur production (Sauf TVA) - subventions)	37	51	35	73	37	51
=Excédent brut d'exploitation	6 174	5 086	7 368	7 840	6 174	5 086
+Revenu de la propriété reçu	16	15	18	20	16	15
-Revenu de la propriété versé	1 740	948	1 089	1 437	1 740	948
=Revenu PRIMAIRE Brut	4 449	4 153	6 297	6 423	4 449	4 153
+cotisations sociales reçus	33	38	44	58	33	38
+autres transferts courants reçus	19	15	19	24	19	15
-Impôts courants sur le Revenu et le patrimoine	351	588	693	1 064	351	588
-Autres transferts courants versés	354	324	403	450	354	324
-cotisations ou prestations sociales versés	33	38	44	58	33	38
=Revenu disponible brut	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
=Epargne brute	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
+transferts en capital nets	98	172	272	1 008	98	172
-FBCF	3 379	2 535	1 796	11 024	3 379	2 535
-Variation de stocks	1 124	75	403	612	1 124	75
-Opérations transitoires						
=Besoin de financement	-642	816	3 294	-5 693	-642	816

Tableau 60 : Revenu Dépense et épargne des sociétés financières,

<i>Rubrique</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Valeur ajoutée brute	426	426	419	899	426	426
-Rémunération des salariés	106	132	172	234	106	132
-Impôts- subventions sur produits	1	1	1	2	1	1
=Excédent brut d'exploitation'	319	293	246	663	319	293
-Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	375	385	388	712	375	385
+Revenu de la propriété reçue	517	487	454	788	517	487
-revenu de la propriété versée	233	142	104	131	233	142
=Revenu primaire brut	228	252	209	607	228	252

+Autres transferts courants reçus	36	22	66	40	36	22
-Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	88	147	173	266	88	147
- Contributions sociales	8	10	12	15	8	10
-Autres transferts courants versés	40	44	54	129	40	44
=Revenu Disponible brut	129	73	36	238	129	73
=Epargne brute	137	83	48	253	137	83
+transferts en capital nets						
-FBCF	72	64	100	128	72	64
=Capacité de financement	65	18	-52	125	65	18

Tableau 61 : Revenu Dépense et épargne des ménages

<i>Rubrique</i>	<i>2 006</i>	<i>2 007</i>	<i>2 008</i>	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
Valeur ajoutée brute	20 645	20 355	24 211	29 031	20 645	20 355
-Rémunération des salariés versée	2 477	2 544	2 943	3 610	2 477	2 544
-Impôts sur la production	44	35	41	69	44	35
=Revenu Mixte Brut	18 124	17 776	21 226	25 352	18 124	17 776
+Rémunération des salariés reçue	4 533	5 441	6 518	7 681	4 533	5 441
+Revenu de la propriété reçue	1 676	315	762	72	1 676	315
-Revenu de la propriété versée	40	37	46	51	40	37
=Revenu Primaire Brut	24 293	23 495	28 461	33 054	24 293	23 495
-Cotisations Sociales autres que transferts sociaux en nature	107	155	160	284	107	155
+prestations sociales reçues	148	172	218	236	148	172
+Autres transferts courants reçus	1 451	1 625	1 926	2 329	1 451	1 625
-Impôts sur le revenu et le patrimoine						
-Impôts courants / Revenus et Capital	97	140	173	195	97	140
-Autres transferts courants versés	983	1 167	1 386	1 604	983	1 167
=Revenu Disponible Brut	24 706	23 830	28 887	33 537	24 706	23 830
+Transferts sociaux en nature	445	1 326	458	1 329	445	1 326
Revenu Disponible ajusté	25 151	25 156	29 345	34 866	25 151	25 156
-Consommation finale effective	28 709	31 309	31 662	39 419	28 709	31 309
=Epargne Brute	-3 558	-6 153	-2 316	-4 552	-3 558	-6 153
+transferts en capital nets						
-FBCF	2 908	2 469	2 619	3 184	2 908	2 469
=Capacité de financement	-6 466	-8 622	-4 936	-7 736	-6 466	-8 622

Tableau 62 : Transaction Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement

<i>Rubrique</i>	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
1. PIB à prix courant	32 047	32 248	39 243	46 309	32 047	32 248
2. Revenu net en provenance du RDM	-291	-783	-476	-953	-291	-783
3. Revenu National Brut	31 756	31 465	38 767	45 355	31 756	31 465
4. Transferts courants nets en provenance du reste du monde	72	45	-165	601	72	45
5. Revenu National Disponible Brute	31 828	31 510	38 602	45 957	31 828	31 510
6. Dépense de consommation finale	30 344	33 370	36 315	45 142	30 344	33 370
7. Épargne Brute	1 485	-1 859	2 287	815	1 485	-1 859
8. Formation brute de Capital Fixe	7 239	6 751	7 510	10 548	7 239	6 751
9. Variation de stocks	1 163	120	466	685	1 163	120
10. Solde de transferts courants	-6 917	-8 730	-5 690	-10 419	-6 917	-8 730
11. Transfert de capital net du RDM	203	177	289	1 020	203	177
12. Capital (+)/Besoin(-) de financement	-6 715	-8 554	-5 401	-9 398	-6 715	-8 554

Tableau 63 : Compte du reste du Monde

<i>Rubrique</i>	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
<i>1. Ressources</i>						
Importations	13 634	15 253	16 955	24 681	13 634	15 253
<i>2. Emplois</i>						
Exportations(FAB)	6 935	7 261	11 907	14 615	6 935	7 261
Solde des échanges extérieurs de Biens & Services	6 699	7 992	5 048	10 067	6 699	7 992
<i>A destination du reste du monde</i>						
Solde des échanges extérieurs de Biens & Services	6 699	7 992	5 048	10 067	6 699	7 992
Rémunération des salariés	19	90	68	53	19	90
Revenu de la propriété reçu	317	799	498	1 059	317	799
Autres transferts courants	211	308	447	601	211	308
<i>En provenance du reste du monde</i>						
Rémunération des salariés	8	7	9	7	8	7
Revenu de la propriété versée	37	99	81	151	37	99
Autres transferts courants versés	284	353	282	1 202	284	353
Solde des opérations courantes	6 917	8 730	5 690	10 419	6 917	8 730
Opérations en Capital						
Solde des transactions courantes	6 917	8 730	5 690	10 419	6 917	8 730
Transfert en capital	-203	-177	-289	-1 020	-203	-177
Capacité(+)/ Besoin de financement	6 715	8 554	5 401	9 398	6 715	8 554

Tableau 64 : Compte des sociétés non financières

Rubrique	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Compte de production						
1. Ressources						
Production	15 513	15 128	19 392	22 773	15 513	15 128
2. Emplois						
Consommations intermédiaires	8 051	8 329	10 193	12 879	8 051	8 329
Valeur ajoutée brute	7 462	6 799	9 198	9 893	7 462	6 799
Compte d'exploitation						
1. Ressources						
Valeur ajoutée brute	7 462	6 799	9 198	9 893	7 462	6 799
2. Emplois						
Rémunération des salariés	1 251	1 662	1 795	1 980	1 251	1 662
Impôts nets des subventions	37	51	35	73	37	51
Excédent brut d'exploitation	6 174	5 086	7 368	7 840	6 174	5 086
Compte d'affectation des revenus primaires						
1. Ressources						
Excédent brut d'exploitation	6 174	5 086	7 368	7 840	6 174	5 086
Revenu de la propriété	16	15	18	20	16	15
2. Emplois						
Revenu de la propriété	1 740	948	1 089	1 437	1 740	948
Solde des revenus primaires	4 449	4 153	6 297	6 423	4 449	4 153
Compte de distribution secondaire du revenu						
1. Ressources						
Solde des revenus primaires	4 449	4 153	6 297	6 423	4 449	4 153
Cotisations sociales imputées	33	38	44	58	33	38
Autres transferts courants	19	15	19	24	19	15
2. Emplois						
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	351	588	693	1 064	351	588
Prestations sociales directes d'employeurs	33	38	44	58	33	38
Transferts courants divers	354	324	403	450	354	324
Revenu disponible brut	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
Compte de redistribution du revenu en nature						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255

2. Emplois						
Transferts sociaux en nature						
Revenu disponible brut ajusté	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
Compte d'utilisation du revenu						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
2. Emplois						
Epargne brute	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
Compte des opérations en capital						
1. Ressources						
Epargne brute	3 763	3 255	5 221	4 934	3 763	3 255
Transferts en capital à recevoir (+)	98	172	272	1 008	98	172
Transferts en capital à payer (-)						
2. Emplois						
Formation brute de capital fixe	3 379	2 535	1 796	11 024	3 379	2 535
Variation des stocks	1 124	75	403	612	1 124	75
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-642	816	3 294	-5 693	-642	816

Tableau 65 : Compte des sociétés financières

<i>Rubrique</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Compte de production						
1. Ressources						
Production	785	736	884	1 616	785	736
2. Emplois						
Consommations intermédiaires	359	310	465	717	359	310
Valeur ajoutée brute	426	426	419	899	426	426
Compte d'exploitation						
1. Ressources						
Valeur ajoutée brute	426	426	419	899	426	426
2. Emplois						
Rémunération des salariés	106	132	172	234	106	132
Impôts nets des subventions	1	1	1	2	1	1
Excédent brut d'exploitation	319	293	246	663	319	293
Compte d'affectation des revenus primaires						
1. Ressources						
Excédent brut d'exploitation	319	293	246	663	319	293
Revenu de la propriété	517	487	454	788	517	487

2. Emplois						
Revenu de la propriété	233	142	104	131	233	142
SIFIM	375	385	388	712	375	385
Solde des revenus primaires	228	252	209	607	228	252
Compte de distribution secondaire du revenu						
1. Ressources						
Solde des revenus primaires	228	252	209	607	228	252
Cotisations sociales imputées	8	10	12	15	8	10
Autres transferts courants	36	22	66	40	36	22
2. Emplois						
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	88	147	173	266	88	147
Prestations sociales directes d'employeurs	8	10	12	15	8	10
Transferts courants divers	40	44	54	129	40	44
Revenu disponible brut	137	83	48	253	137	83
Compte de redistribution du revenu en nature						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	137	83	48	253	137	83
2. Emplois						
Transferts sociaux en nature						
Revenu disponible brut ajusté	137	83	48	253	137	83
Compte d'utilisation du revenu						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	137	83	48	253	137	83
2. Emplois						
Epargne brute	137	83	48	253	137	83
Compte des opérations en capital						
1. Ressources						
Epargne brute	137	83	48	253	137	83
Transferts en capital à recevoir (+)	0	0			0	0
Transferts en capital à payer (-)	0	0			0	0
2. Emplois						
Formation brute de capital fixe	72	64	100	128	72	64
Variation des stocks				4		
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	65	18	-52	122	65	18

Tableau 66 : Compte des administrations publiques

Rubrique	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Compte de production						
1. Ressources						
Production	1 979	3 259	4 992	7 015	1 979	3 259
2. Emplois						
Consommations intermédiaires	532	568	1 942	3 209	532	568
Valeur ajoutée brute	1 446	2 691	3 050	3 807	1 446	2 691
Compte d'exploitation						
1. Ressources						
Valeur ajoutée brute	1 446	2 691	3 050	3 807	1 446	2 691
2. Emplois						
Rémunération des salariés	653	1 126	1 606	1 889	653	1 126
Excédent brut d'exploitation	794	1 565	1 444	1 918	794	1 565
Compte d'affectation des revenus primaires						
1. Ressources						
Excédent brut d'exploitation	794	1 565	1 444	1 918	794	1 565
Impôts nets des subventions et TVA	2 445	2 367	2 744	3 505	2 445	2 367
Revenu de la propriété	85	38	126	413	85	38
2. Emplois						
Revenu de la propriété	543	409	519	566	543	409
Solde des revenus primaires	2 781	3 561	3 795	5 270	2 781	3 561
Compte de distribution secondaire du revenu						
1. Ressources						
Solde des revenus primaires	2 781	3 561	3 795	5 270	2 781	3 561
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	536	875	1 038	1 524	536	875
Cotisations sociales	67	107	104	212	67	107
Autres transferts courants	411	354	342	1 574	411	354
2. Emplois						
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine						
Prestations sociales directes d'employeurs	107	125	162	164	107	125
Transferts courants divers	583	548	790	1 275	583	548
Revenu disponible brut	3 105	4 225	4 329	7 141	3 105	4 225
Compte de redistribution du revenu en nature						
1. Ressources						

Revenu disponible brut	3 105	4 225	4 329	7 141	3 105	4 225
2. Emplois						
Transferts sociaux en nature	278	1 153	278	1 188	278	1 153
Revenu disponible brut ajusté	2 827	3 073	4 050	5 953	2 827	3 073
Compte d'utilisation du revenu						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	3 105	4 225	4 329	7 141	3 105	4 225
2. Emplois						
Dépense de consommation finale	1 913	3 213	4 932	6 911	1 913	3 213
Epargne brute	1 192	1 012	-604	230	1 192	1 012
Compte des opérations en capital						
1. Ressources						
Epargne brute	1 192	1 012	-604	230	1 192	1 012
Transferts en capital à recevoir (+)	101	-1	5	7	101	-1
Transferts en capital à payer (-)	-5	-19	-13	-20	-5	-19
2. Emplois						
Formation brute de capital fixe	867	1 646	2 958	-3 824	867	1 646
Variation des stocks						
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	421	-654	-3 570	4 041	421	-654

Tableau 67 : Compte des ménages et des entreprises individuelles

<i>Rubrique</i>	<i>2 006</i>	<i>2 007</i>	<i>2 008</i>	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
Compte de production						
1. Ressources						
Production	32 219	31 582	38 256	46 279	32 219	31 582
2. Emplois						
Consommations intermédiaires	11 574	11 227	14 045	17 248	11 574	11 227
Valeur ajoutée brute	20 645	20 355	24 211	29 031	20 645	20 355
Compte d'exploitation						
1. Ressources						
Valeur ajoutée brute	20 645	20 355	24 211	29 031	20 645	20 355
2. Emplois						
Rémunération des salariés	2 477	2 544	2 943	3 610	2 477	2 544
Impôts nets des subventions	44	35	41	69	44	35
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	18 124	17 776	21 226	25 352	18 124	17 776
Compte d'affectation des revenus primaires						
1. Ressources						

Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	18 124	17 776	21 226	25 352	18 124	17 776
Rémunération des salariés	4 533	5 441	6 518	7 681	4 533	5 441
Revenu de la propriété	1 676	315	762	72	1 676	315
2. Emplois						
Revenu de la propriété	40	37	46	51	40	37
Solde des revenus primaires	24 293	23 495	28 461	33 054	24 293	23 495
Compte de distribution secondaire du revenu						
1. Ressources						
Solde des revenus primaires	24 293	23 495	28 461	33 054	24 293	23 495
Prestations sociales	148	172	218	236	148	172
Autres transferts courants	1 451	1 625	1 926	2 329	1 451	1 625
2. Emplois						
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	97	140	173	195	97	140
Cotisations sociales	107	155	160	284	107	155
Transferts courants divers	983	1 167	1 386	1 604	983	1 167
Revenu disponible brut	24 706	23 830	28 887	33 537	24 706	23 830
Compte de redistribution du revenu en nature						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	24 706	23 830	28 887	33 537	24 706	23 830
Transferts sociaux en nature	445	1 326	458	1 329	445	1 326
2. Emplois						
Revenu disponible brut ajusté	25 151	25 156	29 345	34 866	25 151	25 156
Compte d'utilisation du revenu						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	24 706	23 830	28 887	33 537	24 706	23 830
2. Emplois						
Dépense de consommation finale	28 264	29 983	31 204	38 089	28 264	29 983
Epargne brute	-3 558	-6 153	-2 316	-4 552	-3 558	-6 153
Compte des opérations en capital						
1. Ressources						
Epargne brute	-3 558	-6 153	-2 316	-4 552	-3 558	-6 153
Transferts en capital à recevoir (+)						
Transferts en capital à payer (-)						
2. Emplois						
Formation brute de capital fixe	2 908	2 469	2 619	3 184	2 908	2 469
Variation des stocks	39	44	63	70	39	44

Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-6 505	-8 667	-4 999	-7 806	-6 505	-8 667
Tableau 68 : Compte des ISBLSM						
Rubrique	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Compte de production						
1. Ressources						
Production	169	175	181	143	169	175
2. Emplois						
Consommations intermédiaires	89	92	95	113	89	92
Valeur ajoutée brute	80	83	86	31	80	83
Compte d'exploitation						
1. Ressources						
Valeur ajoutée brute	80	83	86	31	80	83
2. Emplois						
Rémunération des salariés	57	59	62	14	57	59
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	23	24	24	17	23	24
Compte d'affectation des revenus primaires						
1. Ressources						
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	23	24	24	17	23	24
2. Emplois						
Solde des revenus primaires	23	24	24	17	23	24
Compte de distribution secondaire du revenu						
1. Ressources						
Solde des revenus primaires	23	24	24	17	23	24
Autres transferts courants	114	119	123	101	114	119
2. Emplois						
Revenu disponible brut	137	142	147	118	137	142
Compte de redistribution du revenu en nature						
1. Ressources						
Revenu disponible brut	137	142	147	118	137	142
Transferts sociaux en nature						
2. Emplois						
Transferts sociaux en nature	167	173	179	142	167	173
Revenu disponible brut ajusté	-30	-31	-32	-23	-30	-31
Compte d'utilisation du revenu						
1. Ressources						

Revenu disponible brut	137	142	147	118	137	142
2. Emplois						
Dépense de consommation finale	167	173	179	142	167	173
Epargne brute	-30	-31	-32	-23	-30	-31
Compte des opérations en capital						
1. Ressources						
Epargne brute	-30	-31	-32	-23	-30	-31
Transferts en capital à recevoir (+)	9	25	25	25	9	25
Transferts en capital à payer (-)						
2. Emplois						
Formation brute de capital fixe	13	37	37	37	13	37
Variation des stocks						
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-34	-43	-45	-36	-34	-43

Tableau 69 : Consommation finale par secteur institutionnel

<i>Rubrique</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Dépense de consommation finale	30 344	33 370	36 315	45 142	30 344	33 370
Ménages	28 264	29 983	31 204	38 089	28 264	29 983
Administrations publiques	1 913	3 213	4 932	6 911	1 913	3 213
ISBLSM	167	173	179	142	167	173
Consommation finale individualisable	29 154	32 635	32 120	40 748	29 154	32 635
Ménages	28 709	31 309	31 662	39 419	28 709	31 309
Administrations publiques	278	1 153	278	1 188	278	1 153
ISBLSM	167	173	179	142	167	173
Consommation finale collective	1 635	2 061	4 654	5 723	1 635	2 061
Ménages						
Administrations publiques	1 635	2 061	4 654	5 723	1 635	2 061
ISBLSM						

LEXIQUE

ACTIVITÉ

SCN93 (5,7-13)

Une activité résulte d'un concours de moyens (équipements, main-d'œuvre, procédés de fabrication, réseaux d'informations et produits) qui conduisent à la création de biens ou de services déterminés. Une activité est caractérisée par des entrées de produits (biens ou services), un processus de production et des sorties de produits. L'activité principale d'une unité d'activité économique (UAE) locale est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans cette entité.

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une UAE locale en plus de son activité principale. La production d'une activité secondaire est une production secondaire.

Le produit d'une activité auxiliaire n'est pas destiné à être utilisé hors de l'entreprise. Une activité auxiliaire est une activité de soutien exercée au sein d'une entreprise pour créer les conditions permettant aux UAE locales d'exercer leurs activités principales ou secondaires. Les produits des activités auxiliaires sont typiquement de ceux qui constituent couramment des entrées dans pratiquement tout type d'activité productive, petite ou grande.

Les achats, la vente, le marketing, la comptabilité, le traitement des informations, le transport, le stockage, l'entretien, le nettoyage ou la surveillance sont des exemples d'activités auxiliaires. Les entreprises ont le choix entre s'engager dans des activités auxiliaires ou acheter ces services sur le marché à des producteurs spécialisés.

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (4,104)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles dont les principales fonctions consistent à assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou à des ménages particuliers, financée à partir de contributions obligatoires ou d'autres ressources ; à redistribuer le revenu et la richesse par des transferts ; et à s'engager dans une activité non marchande.

Le secteur des administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs :

- les administrations centrales
- les administrations d'Etats fédérés
- les administrations locales
- les administrations de sécurité sociale

AGRÉGATS

SCN93 (2,169-187)

Les agrégats sont des indicateurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie. Ce sont des grandeurs de référence essentielles pour l'analyse macro-économique et pour les comparaisons dans le temps et dans l'espace. Les principaux agrégats sont :

Le produit intérieur brut (PIB)

Le revenu national

Le revenu national disponible

Le solde extérieur courant

La capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie

ASSURANCE-DOMMAGES

SCN93 (8,85-89)

Les **primes nettes d'assurance-dommages** sont des versements effectués dans le cadre de polices souscrites par des unités institutionnelles. Les polices souscrites par les ménages correspondent aux contrats passés par ceux-ci de leur propre initiative à leur propre profit, indépendamment de leurs employeurs ou des administrations publiques et en dehors de tout régime d'assurance sociale. Les primes nettes d'assurance-dommages comprennent à la fois les primes effectives payées par les assurés pour bénéficier de la couverture d'assurance au cours de la période comptable (primes acquises) et les suppléments de primes correspondant aux revenus de la propriété attribués aux assurés, après déduction du service fourni par la société d'assurance.

Les **indemnités d'assurance-dommages** représentent les indemnités dues en vertu de contrats d'assurance-dommages, c'est-à-dire les sommes que les sociétés d'assurance sont tenues de verser pour le règlement de sinistres survenus à des personnes ou à des biens (y compris les biens de capital fixe).

Les indemnités d'assurance-dommages ne comprennent pas les versements qui constituent des prestations sociales.

BRANCHE D'ACTIVITÉ

SCN93 (5,40)

Une branche d'activité regroupe les unités d'activité économique locales qui exercent une activité économique identique ou similaire. La nomenclature utilisée pour regrouper les UAE locales en branches d'activité est la NACE Rév.1.

CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT

SCN93 (10,30-31)

C'est le solde du compte de capital : il est égal à l'épargne brute, plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer, diminuée de l'acquisition, nette des cessions, d'actifs non financiers. Positif, c'est une capacité de financement ; négatif, c'est un besoin de financement.

Par construction, c'est également le solde du compte financier. Il est alors égal à l'acquisition nette d'actifs financiers diminuée de l'accroissement net des passifs.

CENTRE D'INTERET ÉCONOMIQUE

SCN93 (14,12-14, 4,15)

Le concept de centre d'intérêt économique permet de distinguer les unités institutionnelles résidentes des non-résidentes, Une unité a un centre d'intérêt économique dans un pays 4

s'il existe, sur le territoire économique du pays, un lieu - logement, lieu de production ou autres locaux - dans lequel ou à partir duquel elle s'engage ou entend continuer à

s'engager dans des activités économiques et dans des opérations d'ampleur importante, soit pour une durée indéfinie, soit pour une durée finie mais assez longue (en pratique, un an ou plus),

COMPTES D'ACCUMULATION

SCN93 (2,103,10,1-19)

Les comptes d'accumulation sont des comptes de flux, Ils enregistrent, entre deux comptes de patrimoine, les différentes causes des variations d'actifs et de passifs des unités institutionnelles, ainsi que la variation de la valeur nette de leur patrimoine, Les variations d'actifs sont enregistrées, en positif et en négatif, dans la partie gauche des comptes ; les variations de passifs et de valeur nette dans la partie droite, en positif et en négatif,

COMPTE DE BIENS ET SERVICES

SCN93 (2,154-159)

Le compte de biens et services présente, pour l'ensemble de l'économie ou pour des groupes de produits, le total des ressources (production et importations) et des emplois de biens et de services (consommation intermédiaire, consommation finale, variations des stocks, formation brute de capital fixe, acquisitions moins cessions d'objets de valeur et exportations), Les impôts (moins les subventions) sur les produits figurent également du côté des ressources,

COMPTES DE PATRIMOINE

SCN93 (2,147-151, 13,1-7)

Un compte de patrimoine présente, à une date donnée, un état de la valeur des actifs détenus par une unité institutionnelle, et des engagements contractés par elle, Son solde est la valeur nette,

Les actifs et les passifs enregistrés dans le compte de patrimoine sont valorisés aux prix du marché en vigueur à laquelle le compte est dressé,

La séquence se présente ainsi :

- compte de patrimoine d'ouverture
- compte des variations du patrimoine
- compte de patrimoine de clôture

COMPTES COURANTS

SCN93 (2,102, 2,106-130)

Les comptes courants traitent de la production, du revenu, et de l'utilisation du revenu sous forme de consommation finale, Leur solde est l'épargne, qui est une source essentielle de l'accumulation,

COMPTE DU RESTE DU MONDE

SCN93 (2,163-168, 14,1-161)

Le compte du Reste du monde (RdM) décrit les opérations entre les unités résidentes et les unités non-résidentes, et les stocks d'actifs et de passifs qui s'y rattachent, lorsque c'est nécessaire,

Les comptes du RdM sont établis du point de vue du RdM, C'est pourquoi une ressource pour le RdM est un emploi pour l'économie nationale, et inversement, Un solde positif signifie un excédent pour le RdM et un déficit pour la nation, et inversement pour un solde négatif,

De même, un actif financier détenu par le reste du monde est un passif pour l'économie nationale et inversement (hormis l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux),

La séquence des comptes du reste du monde suit la même structure comptable générale que celui d'un secteur institutionnel, mais il en diffère légèrement pour que l'accent soit mis sur les caractères pertinents des opérations extérieures

COMPTES ÉCONOMIQUES INTÉGRÉS

SCN93 (2,91-209)

Les comptes économiques intégrés donnent une vision synthétique des comptes d'une économie : ils rassemblent dans un même tableau les comptes des secteurs institutionnels et du reste du monde ; ils comprennent les comptes d'opérations (et des autres flux), et les comptes d'actifs et de passifs,

Dans le tableau des comptes économiques intégrés, les emplois, les actifs et les variations d'actifs sont inscrits du côté gauche, les ressources, les passifs, les variations de passifs et de valeur nette du côté droit,

Les colonnes du tableau correspondent aux secteurs institutionnels, Il existe également une colonne pour l'économie, une pour le reste du monde et une qui assure l'équilibre des ressources et des emplois de biens et services,

Les lignes du tableau représentent les différentes catégories d'opérations et d'autres flux, d'actifs et de passifs, les soldes comptables et certains agrégats,

COMPTES EN VALEUR

Ce sont des comptes établis aux prix courants de la période (généralement l'année en cours),

COMPTES EN VOLUME

SCN93 (2,77)

Cette expression est communément utilisée pour désigner des comptes à prix constants établis en utilisant les prix de l'année précédente, ou parfois les comptes à prix constants en général,

“ L'effet volume ”, par opposition à “ l'effet prix ”, désigne la variation des flux due à des causes autres que la variation des prix (quantité, qualité, structure des postes comptables), Seuls le compte de biens et services et le compte de production sont susceptibles d'être présentés en volume, Dans le compte d'exploitation, il est également possible de décomposer la rémunération des salariés en un facteur de volume et un facteur de prix,

CONSUMMATION COLLECTIVE

SCN93 (9,43, 9,83-85)

La consommation collective couvre les services fournis simultanément à tous les membres de la collectivité ou à des sous-ensembles particuliers de la collectivité (par exemple, l'ensemble des habitants d'une région déterminée), Les services collectifs présentent en outre les caractéristiques suivantes :

- a, L'utilisation de ces services est généralement passive et elle ne requiert pas l'accord explicite ou la participation active de tous les individus concernés,
- b, La fourniture d'un service collectif à un individu n'en réduit pas le montant disponible pour les autres, dans la même collectivité ou dans le même sous-ensemble de la collectivité, Il n'y a pas de rivalité dans l'acquisition,

CONSUMMATION DE CAPITAL FIXE

SCN93 (6,179-203)

La consommation de capital fixe est un coût de production, Elle représente la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par un producteur, du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible, ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux, Elle doit être calculée pour tous les actifs fixes, corporels et incorporels,

CONSUMMATION FINALE

SCN93 (9,39-40)

La consommation finale comprend les biens et les services utilisés par les individus ou la collectivité pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs, On distingue deux concepts de consommation finale :

- ✓ la dépense de consommation finale
- ✓ la consommation finale effective

La dépense de consommation finale recouvre les dépenses consenties par une unité pour acquérir des biens et des services de consommation, tandis que la consommation finale effective représente l'acquisition de biens et de services de consommation par ceux qui bénéficient de leur utilisation, La différence correspond aux biens et aux services qui sont financés par les administrations publiques ou les ISBLSM et qui sont fournis aux ménages consommateurs sous forme de transferts sociaux en nature,

CONSUMMATION FINALE EFFECTIVE

SCN93 (9,93-99)

La consommation finale effective comprend les biens et les services acquis par des unités institutionnelles résidentes pour la satisfaction directe des besoins humains, tant individuels que collectifs,

CONSUMMATION INDIVIDUELLE

SCN93 (9,4, 9,81-82)

La consommation individuelle recouvre les biens et les services acquis par les ménages dans le but de satisfaire les besoins de leurs membres, Les biens et les services individuels présentent les caractéristiques suivantes :

Il doit être possible d'observer et d'enregistrer l'acquisition du bien ou du service par un ménage individuel, ou par un de ses membres, ainsi que le moment auquel elle intervient ;

Le ménage doit avoir accepté la fourniture du bien ou du service, et il doit prendre toute disposition nécessaire pour la rendre possible - par exemple, en fréquentant une école ou en se rendant dans un hôpital ;

Le bien ou le service doit être tel que son acquisition par un ménage, une personne ou, éventuellement, par un groupe limité de personnes exclut son acquisition par d'autres ménages ou d'autres personnes,

Toutes les dépenses de consommation finale des ménages sont individuelles, Par convention, toutes les dépenses de consommation finale supportées par les ISBLSM sont considérées comme individuelles,

CONSUMMATION INTERMÉDIAIRE

SCN93 (6,147-178)

La consommation intermédiaire représente la valeur des biens et des services consommés en entrées d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe, Les biens et les services en question sont soit transformés, soit détruits par le processus de production,

COTISATIONS SOCIALES

SCN93 (8,8, 8,67-74)

Les cotisations sociales sont des versements, effectifs ou imputés, à des régimes d'assurance sociale afin de garantir le droit à des prestations d'assurance sociale, Ils peuvent être effectués par les employeurs pour le compte de leurs salariés ou, pour leur propre compte, par les salariés, les travailleurs indépendants ou les personnes n'occupant pas d'emploi,

Elles comprennent les cotisations sociales effectives et les cotisations sociales imputées,

COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES

Elles comprennent :

- les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
- les cotisations sociales à la charge des salariés
- les cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi

COTISATIONS SOCIALES IMPUTÉES

Les cotisations sociales imputées représentent la contrepartie des prestations sociales fournies directement, c'est-à-dire en dehors de tout circuit de cotisations, par les employeurs à leurs salariés, ex-salariés et autres ayants droit (diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés),

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE

SCN93 (9,93-99)

La dépense de consommation finale recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles à l'acquisition de biens et de services de consommation, Elle peut être directement supportée par le ménage bénéficiaire, ou financée - par des administrations publiques ou des ISBLSM - pour le bénéfice de ménages consommateurs, La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde,

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (9,75-79)

La dépense de consommation finale des administrations publiques comprend deux catégories de dépenses :

- a, la valeur des biens et des services de consommation produits par les administrations publiques elles-mêmes, et qui, par convention, sont consommés par elles ;
- b, les dépenses que les administrations publiques consacrent à l'achat de biens et de services de consommation produits par des producteurs marchands, en vue de les fournir, sans transformation, aux ménages au titre de transferts sociaux en nature,

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM

SCN93 (9,75-79)

La dépense de consommation finale des ISBLSM se subdivise en deux catégories :

- a, la valeur des biens et des services de consommation que les ISBLSM produisent elles-mêmes ;
- b, les dépenses que les ISBLSM consacrent à l'acquisition de biens et services produits par des producteurs marchands, en vue de les fournir, sans transformation, aux ménages au titre de transferts sociaux en nature,

DÉPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES

SCN93 (9,45-71)

Elle correspond à la dépense supportée par les ménages résidents en biens et en services de consommation, Elle exclut les dépenses en actifs

fixes sous forme de logements ou en objets de valeur,

ÉCONOMIE NATIONALE

SCN93 (1,28, 2,22)

L'économie nationale est constituée par l'ensemble des unités institutionnelles résidentes,

Les unités résidentes sont celles qui ont un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays, Elles peuvent avoir ou non la nationalité du pays, peuvent être ou non dotées de la personnalité juridique et peuvent être ou non présentes sur le territoire économique du pays au moment où elles effectuent une opération,

EMPLOIS ET RESSOURCES

SCN93 (2,54)

On utilise le terme " ressources " pour désigner les opérations qui figurent au côté droit des comptes courants et qui ont pour effet d'augmenter la valeur économique d'une unité ou d'un secteur, Le côté gauche des comptes courants enregistre les " emplois ", c'est-à-dire les opérations courantes qui ont pour effet de réduire la valeur économique d'une unité ou d'un secteur,

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

SCN93 (14,88-115)

Les exportations de biens et de services sont des opérations sur biens et services (ventes, troc, dons ou transferts) de résidents vers des non-résidents, Les importations de biens et de services sont des opérations sur biens et services (achats, troc, dons ou transferts) de non-résidents vers des résidents, Les exportations et les importations sont évaluées franco à bord (FAB) à la frontière du pays exportateur, Toutefois, notamment dans le Tableau ressources-emplois, les importations détaillées sont valorisées CAF, et un ajustement global est nécessaire,

FORMATION BRUTE DE CAPITAL

SCN93 (10,32)

La formation brute de capital comprend :

- la formation brute de capital fixe
- les variations de stocks
- les acquisitions, moins les cessions, d'objets de valeur,

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

SCN93 (10,33-95)

La formation brute de capital fixe d'une unité est mesurée par la valeur de ses acquisitions, nettes des cessions, d'actifs fixes nouveaux ou existants, Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production, et qui sont eux

mêmes utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an, Font également partie de la FBCF les additions à la valeur d'actifs non produits réalisées par des producteurs,

La formation brute de capital fixe comprend :

- a, les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes corporels : logements, autres bâtiments et ouvrages de génie civil, machines et équipements, actifs cultivés (végétaux et animaux) ;
- b, les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes incorporels : prospection minière et pétrolière, logiciels, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales, autres actifs fixes incorporels ;
- c, les améliorations majeures apportées aux actifs corporels non produits, en particulier aux terrains (l'acquisition d'actifs non produits est exclue de la FBCF) ;
- d, les coûts liés au transfert de la propriété d'actifs non produits tels les terrains ou les actifs brevetés (l'acquisition de ces actifs est exclue de la FBCF),

IMPOTS ET DROITS SUR LES IMPORTATIONS

SCN93 (7,64-67)

Les impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA, comprennent les versements obligatoires prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne sur les biens importés, à l'exclusion de la TVA, afin de mettre ceux-ci en libre pratique sur le territoire économique, et sur les services fournis à des unités résidentes par des unités non-résidentes,

IMPOTS SUR LA PRODUCTION ET LES IMPORTATIONS

SCN93 (7,48-61)

Les impôts sur la production et les importations sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments et d'autres actifs utilisés dans la production; ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation,

Les impôts sur la production et les importations comprennent les rubriques suivantes :

- 1, Impôts sur les produits :
 - Impôts du type TVA
 - Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA
 - , Droits sur les importations
 - , Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations
 - Impôts sur les exportations :
 - Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations [et les exportations]
- 2, Autres impôts sur la production

IMPOTS SUR LE REVENU (D,51)

SCN93 (8,52)

Les impôts sur le revenu sont des impôts qui frappent les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou

présumés des personnes physiques, des ménages, des sociétés et des organismes sans but lucratif. Ils comprennent les impôts établis sur la détention de propriétés, de terre ou de biens immobiliers, lorsqu'elle sert de base à l'estimation du revenu de leurs propriétaires,

INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF

SCN93 (4,54-67, 4,161-162)

Une ISBL est une unité ayant une personnalité juridique ou sociale créée dans le but de produire des biens et des services, à laquelle son statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui l'ont créée, qui la contrôlent ou qui la financent. En pratique, les activités productives d'une ISBL engendrent des excédents ou des déficits, mais les excédents ne peuvent pas être appropriés par d'autres unités institutionnelles,

INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES

Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) regroupe les ISBL qui fournissent aux ménages des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Leurs ressources principales, autres que celles résultant de ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, et de revenus de la propriété,

Le secteur comprend les deux grandes catégories suivantes d'ISBLSM qui fournissent des biens et des services non marchands aux ménages :

- les syndicats, groupements professionnels, sociétés savantes, associations de consommateurs, partis politiques, églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais non contrôlées par les administrations publiques), clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs ;
- les organismes de charité et les associations de bienfaisance financés par des transferts volontaires en espèces ou en nature provenant d'autres unités institutionnelles,

INTÉRÊTS

SCN93 (7,93-111)

En fonction des caractéristiques de l'instrument financier résultant du contrat passé entre eux, les intérêts correspondent au montant que le débiteur est tenu de payer au créancier au cours d'une période déterminée, sans que soit réduit le montant du principal en cours,

Ils constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains types d'actifs financiers : dépôts, titres autres qu'actions, crédits, autres comptes à recevoir,

MARGES DE COMMERCE ET DE TRANSPORT

SCN93 (6,110-114, 15,40-44)

Une marge commerciale représente la différence entre le prix de revente effectif ou imputé d'un bien acheté pour être revendu et le prix qui devrait être payé par le distributeur pour le remplacer au moment où il est vendu ou utilisé d'une autre façon. Les marges de transport comprennent les coûts de transport payés séparément par l'acquéreur qui sont inclus dans la valeur d'acquisition des produits, mais pas dans le prix de base du fabricant ou dans les marges commerciales du grossiste ou du détaillant, Elles comprennent notamment :

- le transport des biens du lieu où ils sont fabriqués vers le lieu où l'acheteur en prend livraison au cas où le fabricant rémunère une tierce partie pour effectuer le transport, s'il y a facturation séparée du transport à l'acquéreur ;
- le transport des biens organisé par le fabricant ou le commerçant de telle façon que l'acquéreur doit acquitter séparément les frais de transport, même lorsqu'il est effectué par le fabricant ou le commerçant,

MÉNAGES

SCN93 (4,132-160)

Un ménage peut se définir de façon synthétique comme un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, mettent en commun une partie, ou la totalité, de leurs revenus et de leur patrimoine, et consomment collectivement certains types de biens et de services, essentiellement le logement et l'alimentation,

Le secteur des ménages comprend les individus ou les groupes d'individus en tant que consommateurs et, éventuellement, en tant qu'entrepreneurs qui produisent des biens et des services financiers et non financiers marchands (producteurs marchands), pour autant que, dans ce dernier cas, les activités correspondantes ne soient pas le fait d'unités distinctes traitées comme des quasi-sociétés, Il comprend également les individus ou les groupes d'individus qui produisent des biens et des services non financiers exclusivement pour leur propre usage final,

Les ressources principales de ces unités proviennent de rémunérations de salariés, de revenus de la propriété, de transferts effectués par d'autres secteurs, ou de recettes tirées de la vente de produits marchands ou de recettes imputées correspondant à la production de produits destinés à leur propre consommation finale,

Le secteur des ménages comprend :

- les individus ou les groupes d'individus dont la fonction principale est de consommer ;
- les personnes vivant en permanence en institutions, dont l'autonomie d'action ou de décision en matière économique est très limitée ou inexistante (c'est le cas, par exemple, des membres d'ordres religieux vivant dans des monastères, des patients hospitalisés pour de longues durées, des prisonniers purgeant de longues peines, ou

des personnes âgées vivant en permanence dans des maisons de retraite), On considère que ces personnes constituent, ensemble, une seule unité institutionnelle, c'est-à-dire un seul ménage ;

- les individus ou les groupes d'individus dont la fonction principale est la consommation et qui produisent des biens et des services non financiers exclusivement pour leur propre usage final, Seules deux catégories de services produits pour la propre consommation finale de leurs producteurs font partie du périmètre de la production : les services de logement produits par les propriétaires occupants et les services domestiques produits grâce à l'emploi de personnel rémunéré ;
- les entreprises individuelles et les sociétés de personnes sans personnalité juridique, autres que celles traitées comme des quasi-sociétés, qui sont des producteurs marchands ;
- les institutions sans but lucratif au service des ménages qui ne sont pas dotées de la personnalité juridique, ou celles qui le sont mais dont l'importance est mineure,

Le secteur des ménages comprend six sous-secteurs :

- les employeurs (y compris travailleurs indépendants)
- les salariés
- les bénéficiaires de revenus de la propriété
- les bénéficiaires de pensions
- les bénéficiaires d'autres revenus de transferts
- les autres ménages

NOMENCLATURES

La comptabilité nationale distingue divers ensembles d'objets économiques : les unités, les opérations et les autres flux, les actifs, les activités, les produits, les fonctions,

Une nomenclature est l'instrument qui rend possible le classement des objets élémentaires relevant d'un même ensemble, de telle sorte qu'il permette la collecte statistique et l'interprétation économique, Elle se présente comme une liste d'intitulés organisée selon une pyramide de partitions de l'ensemble considéré (la partition d'un ensemble est composée de sous-ensembles tels que chaque élément est classable dans un et un seul sous-ensemble), Chaque intitulé est lui-même représentatif d'un certain nombre d'objets élémentaires,

,

OPERATIONS

SCN93 (2,24-39, 3,12-56)

Une opération est un flux économique entre unités agissant de commun accord, Ce peut être également un flux économique au sein d'une même unité qu'il est utile, pour l'analyse, de traiter comme une opération, souvent parce que l'unité agit en deux qualités différentes,

Les opérations sont classées en quatre catégories principales :

- 1, Les opérations sur biens et services (sur produits) ;
- 2, Les opérations de répartition ;

- 3, Les opérations financières
- 4, Les opérations qui ne relèvent pas d'une des trois catégories précédentes : la consommation de capital fixe et les acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers non produits,

OPÉRATIONS SUR PRODUITS

Elles décrivent l'origine (production intérieure ou importation) et l'emploi (consommation Intermédiaire, consommation finale, formation de capital ou exportation) des produits, Les principales catégories d'opérations sur produits sont les suivantes :

- Production
- Consommation intermédiaire
- Dépense de consommation finale
- Consommation finale effective
- Formation brute de capital
- Exportations et importations de biens et de services

OPÉRATIONS DE RÉPARTITION

Ce sont les opérations par lesquelles la valeur ajoutée engendrée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les administrations publiques, et les opérations impliquant la redistribution du revenu et de la richesse, Le Système établit une distinction entre les transferts courants et les transferts en capital, ces derniers participants de la redistribution de l'épargne ou de la richesse plutôt que du revenu,

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Elles décrivent l'acquisition nette d'actifs financiers ou l'accroissement net de passifs, pour chaque type d'instrument financier, Si ces opérations sont souvent la contrepartie d'opérations non financières, elles peuvent aussi être la conséquence d'opérations mettant en jeu uniquement des instruments financiers,

Une opération financière peut se définir comme une action réciproque convenue de commun accord par des unités impliquant soit la création ou la liquidation simultanée d'un actif financier et de son passif de contrepartie, soit le transfert de la propriété d'un actif financier, soit encore la souscription d'un engagement par un débiteur,

PRESTATIONS SOCIALES

SCN93 (8,55-57, 8,75-83, 8,101-104)

Les prestations sociales constituent des transferts, en espèces ou en nature, aux ménages, qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques et de besoins, et qui sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM ; les prestations sociales englobent les montants versés par les administrations publiques à des producteurs dans le cadre de la protection des ménages individuels contre les risques et besoins sociaux,

Les prestations sociales comprennent :

- Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature :

- Les prestations de sécurité sociale en espèces
- Les prestations sociales de régimes privés
- Les prestations d'assurance sociale directe d'employeurs
- Les prestations d'assistance sociale en espèces
- Les prestations sociales en nature

PRIX DES BIENS ET SERVICES

SCN93 (3,81-86)

Prix CAF

SCN93 (3,85, 14,36-44)

Le prix CAF (coût, assurance, fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou le prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays,

PRIX D'ACQUISITION

SCN93 (6,204-217)

Le prix d'acquisition représente le montant effectivement payé par l'acquéreur au moment de l'achat des produits, Il comprend tous les impôts, moins les subventions, sur les produits, ainsi que tous les frais de transports acquittés séparément par l'acheteur pour prendre livraison des produits au moment et au lieu voulus il tient compte des remises accordées en cas d'achats en grandes quantités ou à prix réduit ; il exclut les intérêts ou le

service qui viennent s'ajouter en cas de crédit, ainsi que les charges supplémentaires supportées en cas de défaut de paiement dans le délai convenu,

PRIX DE BASE

SCN93 (6,204-217)

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts à payer, moins les subventions à recevoir, du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits, moins les subventions sur les produits), Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément par le producteur,

PRIX FAB

SCN93 (3,85, 14,36-44)

Les exportations et importations de biens doivent être évaluées franco à bord (f,a,b,) à la frontière du pays exportateur, Le prix f,a,b, comprend :

- la valeur des biens aux prix de base,
- les services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, y compris (le cas échéant) les coûts de chargement à bord d'un moyen de transport,
- les impôts, moins les subventions, sur les biens exportés,

Dans les tableaux de ressources et d'emplois et dans les tableaux entrées-sorties symétriques, les importations de biens détaillées par groupes de

produits sont évaluées différemment, à savoir à la valeur c.a.f, à la frontière du pays importateur,

PRODUCTION

SCN93 (6,6-36, 6,37-51)

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources - main-d'œuvre, capital, biens et services - pour fabriquer des biens ou fournir des services, Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain, C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture,

Le SEC distingue trois types de production :

- la production marchande
- la production pour usage final propre
- l'autre production non marchande

La même distinction s'applique aux UAE locales et aux unités institutionnelles qui peuvent donc être :

- des producteurs marchands
- des producteurs pour usage final propre
- d'autres producteurs non marchands

PRODUCTION MARCHANDE

La production marchande est la production écoulée ou destinée à être écoulee sur le marché, Elle comprend :

- les produits vendus à des prix économiquement significatifs
- les produits faisant l'objet de troc
- les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature
- les produits livrés par une UAE locale à une autre UAE locale appartenant à la même unité institutionnelle, et destinés à la consommation intermédiaire ou à un emploi final
- les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours destinés à une utilisations précédentes,

PRODUCTION POUR USAGE FINAL PROPRE

La production pour usage final propre comprend les biens et les services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale, ou pour sa formation brute de capital fixe,

Seuls les ménages peuvent conserver des produits pour leur propre consommation finale,

Les exemples les plus courants sont :

- les produits agricoles conservés par les agriculteurs ;
- les services de logement produits par les propriétaires occupants ;
- les services domestiques produits du fait de l'emploi de personnel rémunéré,

Tous les secteurs peuvent conserver des produits pour leur propre formation brute de capital fixe,

AUTRE PRODUCTION NON MARCHANDE

L'autre production non marchande est la production qui est fournie gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs à d'autres unités,

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

SCN93 (2,172-175, 6,233-239)

Le produit intérieur brut aux prix du marché (PIBpm) représente le résultat final de l'activité de production des unités résidentes,

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts, moins les subventions, sur les produits

- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services,

- le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie (rémunération des salariés, autres impôts, moins les autres subventions, sur la production, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie),

En déduisant la consommation de capital fixe du PIB, on obtient le produit intérieur net (PIN) aux prix du marché,

RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

SCN93 (7,21-47)

La rémunération des salariés définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes,

La rémunération des salariés est ventilée en :

- salaires et traitements
- , salaires et traitements en espèces
- , salaires et traitements en nature
- cotisations sociales à la charge des employeurs
- , cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
- , cotisations sociales imputées à la charge des employeurs,

RESTE DU MONDE

SCN93 (4,163-165)

Le reste du monde est un ensemble d'unités qui ne sont pas caractérisées par une fonction et des ressources principales ; il regroupe les unités non-résidentes dans la mesure où elles effectuent des opérations avec des unités résidentes ou ont d'autres relations économiques avec des unités résidentes, Ce n'est pas un secteur pour lequel sont établis des comptes complets, bien qu'il soit commode de le traiter comme un secteur, Les comptes du reste du monde se limitent aux opérations et aux autres relations économiques entre résidents et non-résidents,

REVENU DISPONIBLE

SCN93 (8,11-15)

Le revenu disponible est le solde du compte de distribution secondaire du revenu,

Ce compte montre comment le solde des revenus primaires d'un secteur institutionnel est affecté par

des redistributions : impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., cotisations et prestations sociales (sauf transferts sociaux en nature), autres transferts courants, Le solde du compte est le revenu disponible, qui reflète les opérations courantes et exclut explicitement les transferts en capital, les gains et pertes réels de détention, et les conséquences d'événements comme les catastrophes naturelles,

REVENU DISPONIBLE AJUSTE

SCN93 (8,24-26)

Le revenu disponible ajusté est le solde du compte de redistribution du revenu en nature, Le compte de redistribution du revenu en nature présente une mesure large du revenu des ménages en intégrant les flux correspondant à l'utilisation de biens et de services individuels dont les ménages bénéficient à titre gratuit : prestations sociales en nature et transferts de biens et services non marchands individuels, ces deux catégories de flux étant regroupées constituant les transferts sociaux en nature, Cette mesure facilite les comparaisons dans le temps lorsque les conditions économiques et sociales diffèrent ou se modifient, et complète l'analyse du rôle joué par les administrations publiques dans la redistribution du revenu,

REVENU NATIONAL

SCN93 (2,181, 7,16-17)

Le revenu national (brut ou net), aux prix du marché, représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, revenus de la propriété (à recevoir moins à payer), excédent d'exploitation (brut ou net) et revenu mixte (brut ou net),

Le revenu national brut (aux prix du marché) est égal au PIB diminué des revenus primaires versés par les unités résidentes à des unités non-résidentes, et augmenté des revenus primaires reçus du reste du monde par des unités résidentes,

Le concept de revenu national brut (aux prix du marché) est identique à celui de produit national brut (PNB) (aux prix du marché) qui a généralement été utilisé jusqu'ici en comptabilité nationale,

REVENUS DE LA PROPRIÉTÉ

SCN93 (7,87-133)

Les revenus de la propriété sont les revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit pour avoir fourni des fonds à une autre unité institutionnelle ou avoir mis l'actif corporel non produit à sa disposition,

On distingue les revenus de la propriété suivants :

- Intérêts
- , - Revenus distribués des sociétés
- , - Dividendes
- , Prélèvements sur le revenu des quasi-sociétés

- Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers
- Revenus de la propriété attribués aux assurés
- Loyers,

SALAIRES ET TRAITEMENTS

SCN93 (7,32-42)

Les salaires et traitements (parfois qualifiés de bruts) comprennent :

- Les salaires et traitements en espèces : ils incluent les cotisations sociales, impôts sur le revenu, etc., à la charge du salarié, même si l'employeur les retient à la source et les verse directement pour le compte du salarié aux administrations de sécurité sociale, aux autorités fiscales et autres,
- Les salaires et traitements en nature : les salaires et traitements en nature correspondent aux biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage, Ces biens, services ou autres avantages ne sont pas indispensables au travail proprement dit, Ils constituent un revenu supplémentaire pour les salariés puisque ceux-ci auraient dû les payer s'ils avaient voulu les acquérir par eux-mêmes,

SCN: SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE

C'est le nom du système de comptabilité nationale adopté en 1993 par 5 organisations internationales, et approuvé par la Commission statistique de l'ONU,

SCNG: NOUVEAU SYSTÈME DE COMPTABILITE GUINEEN

C'est le nom du système de la Comptabilité de la Guinée, C'est une application du SCN à la Guinée,

SECTEUR INSTITUTIONNEL

SCN93 (4,6-14)

Un secteur institutionnel regroupe les unités institutionnelles ayant des objectifs, des fonctions et un comportement économique analogue, Une unité institutionnelle appartient à un secteur ou sous-secteur, et un seul,

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE INDIRECTEMENT MESURES

SCN93 (6,124-131)

Certains intermédiaires financiers peuvent fournir des services sans les facturer explicitement en payant et en faisant payer des taux d'intérêt différents aux prêteurs et aux emprunteurs, Il faut utiliser une mesure indirecte de la valeur de ces services non facturés explicitement appelés services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM),

La valeur totale des SIFIM est égale au total des revenus de la propriété à recevoir par les

intermédiaires financiers moins le total des intérêts à payer,

La production de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) étant difficile à ventiler entre les secteurs utilisateurs, la totalité de cette production est traitée comme une consommation intermédiaire d'un secteur fictif avec une production nulle et une valeur ajoutée égale mais de signe contraire à la consommation intermédiaire,

Ce montant est donc globalement retranché de la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs institutionnels et des branches d'activité,

SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET FONDS DE PENSION

SCN93 (4,97-98)

Le sous-secteur des sociétés d'assurance et des fonds de pension comprend toutes les sociétés et quasi-sociétés financières qui sont principalement engagées dans une intermédiation financière résultant de la mutualisation de risques,

Les contrats d'assurance peuvent être passés avec des individus et / ou des groupes d'individus, que la participation soit ou non rendue obligatoire par les pouvoirs publics, En outre, une partie importante des contrats gérés peuvent être des contrats d'assurance sociale,

SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

SCN93 (4,68-76)

Le secteur des sociétés non financières regroupe les unités institutionnelles dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires, et qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers,

Le secteur des sociétés non financières couvre également les quasi-sociétés non financières, Celles-ci sont des unités non dotées de la personnalité juridique qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers et qui remplissent les conditions pour être considérées comme quasi-sociétés, Une quasi société doit tenir une comptabilité complète et est gérée comme une société dont la relation de fait avec son propriétaire est celle d'une société avec ses actionnaires,

Le secteur des sociétés non financières est divisé en trois sous-secteurs :

- les sociétés non financières publiques regroupent les sociétés et quasi-sociétés non financières qui sont soumises au contrôle d'administrations publiques

- les sociétés non financières privées nationales regroupent les sociétés et quasi-sociétés non financières qui ne sont pas contrôlées par des administrations publiques ou par des unités institutionnelles non-résidentes

- les sociétés non financières sous contrôle étranger regroupent les sociétés et quasi-sociétés

non financières qui sont contrôlées par des unités institutionnelles non résidentes,

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

SCN93 (4,77-103)

Le secteur des sociétés financières comprend l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et / ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers),

L'intermédiation financière est l'activité par laquelle une unité institutionnelle acquiert des actifs financiers et, simultanément, contracte des engagements pour son propre compte en s'engageant dans des opérations financières sur le marché,

L'intermédiation financière consiste à mettre en relation des unités disposant de moyens excédentaires avec des unités à la recherche de fonds, L'intermédiaire financier n'est pas un simple agent pour le compte de ces unités ; il s'expose lui-même au risque en acquérant des actifs financiers et en contractant des engagements pour son propre compte,

Les activités financières auxiliaires sont étroitement liées à l'intermédiation financière, sans en faire toutefois partie,

SOLDES COMPTABLES

SCN93 (3,64-65, 2,99)

Un solde comptable est une construction comptable obtenue en soustrayant la valeur totale des entrées figurant d'un côté d'un compte à la valeur totale figurant de l'autre côté, Il ne peut pas être mesuré indépendamment des autres entrées, En tant que poste dérivé, il reflète l'application des règles générales de comptabilisation appliquées aux entrées propres aux deux côtés du compte,

Les soldes comptables ne sont pas seulement des postes introduits pour assurer l'équilibre des comptes, Ils incorporent une grande quantité d'information, Ils comprennent quelques-uns des enregistrements comptables les plus importants, comme le montre la liste suivante : valeur ajoutée, excédent d'exploitation, revenu disponible, épargne,

capacité / besoin de financement, valeur nette,

Les soldes comptables sont établis en brut et en net, Ils sont en brut s'ils sont calculés avant déduction de la consommation de capital fixe, Ils sont en net s'ils sont calculés après déduction de la consommation de capital fixe, Il est plus significatif d'exprimer en termes nets les soldes comptables correspondant à un concept de revenu,

SUBVENTIONS

SCN93 (7,71-79)

Les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs

niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production,

Les autres producteurs non marchands ne peuvent recevoir d'autres subventions sur la production que si elles sont versées dans le cadre de dispositions générales applicables à la fois aux producteurs marchands et aux producteurs non marchands, Par convention, l'autre production non marchande ne peut bénéficier de subventions sur les produits,

Les subventions comprennent :

- les Subventions sur les produits
- , subventions sur les importations
- , autres subventions sur les produits
- les Autres subventions sur la production

TABLEAUX DE RESSOURCES ET D'EMPLOIS

SCN93 (2,210-223, 15,54-119)

Les tableaux de ressources et d'emplois sont des matrices (produits en ligne, branches d'activité en colonne) qui détaillent la production des branches par type de produits et montrent comment les ressources intérieures et importées de biens et de services sont ventilées entre les différents emplois intermédiaires et finals, y compris les exportations, Le tableau des emplois présente également la structure des coûts de production et le engendré par branche d'activité,

Les tableaux de ressources et d'emplois constituent un cadre de coordination pour tous les tableaux par branche d'activité et / ou par produit, qui comprennent des données sur la main-d'œuvre, la formation brute de capital fixe, le stock d'actifs fixes et les indices détaillés des prix et qui décrivent donc en détail la structure des coûts, la génération du revenu, l'emploi, la productivité du travail et l'intensité du capital,

TERRITOIRE ECONOMIQUE

SCN93 (14,09-11)

Le territoire économique d'un pays comprend :

a, le territoire géographique du pays à l'intérieur duquel les personnes, les biens, les services et les capitaux circulent librement ;

b, les enceintes des zones franches, entrepôts et usines sous contrôle douanier ;

c, l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales, sur lesquels le pays dispose de droits exclusifs ;

d, les enclaves territoriales, c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) ;

e, les gisements (pétrole, gaz naturel, etc.) situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays et exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents,

Le territoire économique ne comprend pas les enclaves extraterritoriales, c'est-à-dire les parties du

territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions de l'Union européenne ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats,

TRANSFERTS COURANTS AUX ISBLSM

SCN93 (8,94)

Les transferts courants aux ISBLSM comprennent toutes les contributions volontaires (autres que les legs), cotisations de membres, aides et subsides que les ISBLSM reçoivent des ménages (y compris les non-résidents) et, à titre secondaire, d'autres unités,

TRANSFERTS COURANTS ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (8,90)

Les transferts courants entre administrations publiques comprennent toutes les opérations de transfert entre les différents sous-secteurs des administrations publiques (administration centrale, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, administrations de sécurité sociale), à l'exception des subventions, des aides à l'investissement et des autres transferts en capital,

COOPERATION INTERNATIONALE COURANTE

La coopération internationale courante couvre toutes les opérations de transfert en espèces ou en nature entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques du reste du monde ou des organisations internationales, autres que les aides à l'investissement et les autres transferts en capital,

TRANSFERTS COURANTS DIVERS,

TRANSFERTS EN CAPITAL

SCN93 (10,131-141)

Les transferts en capital se différencient des transferts courants par le fait qu'ils impliquent l'acquisition ou la cession d'un ou de plusieurs actifs par au moins une des parties à l'opération, Que le transfert en capital ait lieu en espèces ou en nature, il doit avoir pour résultat un changement d'ampleur correspondante des actifs financiers ou non financiers figurant dans les comptes de patrimoine d'une ou des deux parties à l'opération, Un transfert en capital en nature correspond au transfert de la propriété d'un actif fixe corporel (autre que des stocks ou des espèces) ou à l'annulation d'une dette par un créancier sans qu'il y ait contrepartie,

Les transferts en capital couvrent les impôts en capital, les aides à l'investissement et les autres transferts en capital,

IMPOTS EN CAPITAL

Les impôts en capital sont des impôts qui frappent de façon irrégulière et peu fréquente la valeur des actifs (ou la valeur nette) détenus par les unités institutionnelles, ou la valeur des actifs transférés

entre unités institutionnelles à la suite d'héritages, de donations entre vifs ou d'autres transferts,

AIDES A L'INVESTISSEMENT

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, en espèces ou en nature, effectués par des administrations publiques ou par le reste du monde à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non-résidentes pour leur permettre de financer en partie ou en totalité le coût de l'acquisition d'actifs fixes,

AUTRES TRANSFERTS EN CAPITAL

Les autres transferts en capital regroupent toutes les opérations de transfert autres que les aides à l'investissement et les impôts en capital qui ne constituent pas des opérations de répartition du revenu, mais qui opèrent une redistribution de l'épargne ou du patrimoine entre les différents secteurs ou sous-secteurs de l'économie ou avec le reste du monde,

TRANSFERTS SOCIAUX EN NATURE

SCN93 (8,99-106)

Les transferts sociaux en nature correspondent aux biens et aux services individuels fournis aux ménages au titre de transferts en nature par les unités des administrations publiques et les ISBLSM, que ces biens et services aient été achetés sur le marché par ces unités ou qu'ils soient issus de leur production non marchande. Ils peuvent être financés par l'impôt, les cotisations de sécurité sociale, d'autres recettes des administrations publiques ou, dans le cas des ISBLSM, par des dons ou des revenus de la propriété,

Les transferts sociaux en nature comprennent :

- Les prestations sociales en nature
- Les transferts de biens et services non marchands individuels

UNITE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

SCN93 (5,17-34) (établissement)

L'unité d'activité économique locale (UAE locale) est la partie d'une unité d'activité économique relevant du niveau local. L'unité d'activité économique (UAE) regroupe l'ensemble des parties d'une unité institutionnelle en sa qualité de producteur qui concourent à l'exercice d'une activité du niveau « classe » (quatre chiffres) de la NACE Rév.1 ; l'UAE correspond à une ou plusieurs subdivisions opérationnelles de l'unité institutionnelle. L'unité institutionnelle doit disposer d'un système d'information permettant de fournir ou de calculer pour chaque UAE locale au moins la valeur de la production, la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés,

l'excédent d'exploitation, la formation brute de capital fixe ainsi que l'emploi,

L'unité locale correspond à une unité institutionnelle ou à une partie d'unité institutionnelle produisant des biens et / ou des services en un lieu géographiquement identifié,

Une UAE locale peut correspondre à une unité institutionnelle ou à une partie d'unité institutionnelle en sa qualité de producteur ; elle ne peut par contre jamais appartenir à deux unités institutionnelles différentes,

Si une unité institutionnelle produisant des biens et des services exerce une activité principale et une ou plusieurs activités secondaires, elle sera découpée en autant d'UAE et les activités secondaires seront classées sous d'autres rubriques de nomenclature que l'activité principale. Par contre, les activités auxiliaires ne sont pas dissociées des activités principales ou secondaires qu'elles servent. Cependant, les UAE qui sont affectées à une position particulière de la nomenclature peuvent produire des produits classés hors du groupe homogène qui caractérise leur activité, à cause des activités secondaires qui leur sont rattachées et que l'on ne peut pas isoler à partir des documents comptables disponibles. Une UAE peut donc exercer une ou plusieurs activités secondaires,

UNITE INSTITUTIONNELLE

SCN93 (4,2-13)

De façon synthétique, une unité institutionnelle est une unité capable, de son propre chef, de détenir des actifs, de souscrire des engagements, et de s'engager dans des activités économiques et dans des opérations avec d'autres unités,

C'est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle jouit de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et soit qu'elle dispose d'une comptabilité complète, soit qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente des points de vue économique et juridique si cela lui était imposé,

Dire qu'une unité jouit de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale signifie :

- qu'elle est en droit de posséder en toute autonomie des biens et des actifs ; elle est donc en mesure d'échanger la propriété de biens ou d'actifs lors d'opérations réalisées avec d'autres unités institutionnelles ;
- qu'elle a la capacité de prendre des décisions économiques et d'exercer des activités économiques dont elle est tenue directement responsable en droit ;
- qu'elle a la capacité de souscrire des engagements, de contracter des dettes et d'autres obligations et de passer des contrats en son propre nom. Dire qu'une unité dispose d'une comptabilité complète signifie qu'elle dispose à la fois de documents comptables où apparaît la totalité des opérations économiques et financières qu'elle a effectuées au cours de la période de référence des comptes et d'un bilan de ses actifs et passifs,

UNITE RESIDENTE

SCN93 (2,22-23, 4,15-16, 14,7-34)

Les unités - qu'il s'agisse d'unités institutionnelles, d'unités d'activité économique ou d'unités de production homogène - qui constituent l'économie d'un pays et dont les opérations sont reprises dans le SCN sont celles qui ont un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays, Ces unités, appelées unités résidentes, peuvent avoir ou non la nationalité de ce pays, peuvent être dotées ou non de la personnalité Juridique et peuvent être présentes ou non sur le territoire économique de ce pays au moment où elles effectuent une opération,

VALEUR AJOUTEE (B,1)

SCN93 (6,222-232)

Le compte de production permet d'obtenir un des principaux soldes comptables, la valeur ajoutée, qui est la valeur créée par toute unité engagée dans une activité relevant du champ de la production, et un agrégat essentiel : le produit intérieur, La valeur ajoutée a une signification économique à la fois pour les secteurs institutionnels et pour les branches d'activités, La valeur ajoutée (solde du compte) peut être calculée - comme les soldes des comptes suivants - avant ou après déduction de la consommation de capital fixe ; on parle de valeur ajoutée brute et de valeur ajoutée nette, Etant donné que la production est évaluée aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition, la valeur ajoutée ne contient pas les impôts moins les subventions sur les produits,

VARIATIONS DES STOCKS

SCN93 (10,96-115)

Les variations de stocks sont mesurées par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks,

DRESSES ET CONTACTS

N°	Prénoms et Nom	Fonction	E-mail	Téléphone
Direction Générale de l'INS				
1	Monsieur Aboubacar KABA	Directeur Général	kababouacar@yahoo.fr	(+224) 628 438 257 / 664 355 537
2	Monsieur Sékou DIOUBATE	Directeur Général Adjoint	dioubates@yahoo.fr	(224)620469027
Département Comptabilité Nationale				
	Monsieur Mamadou CAMARA	Directeur du Département de la Comptabilité	dalabaya@yahoo.fr	(+224) 631 685 106
3	Monsieur Ibrahima Bady BALDE	Sous – Directeur Sociétés Non Financières	sylverd.haba@gmail.com	(+224) 622 505 860
4	Hadja Mariama Layla DIALLO	Sous – Directrice Administration Publique	mariamalayladio@yahoo.fr	(+224) 628 444 001
5	Monsieur Karim SOW	Sous –Directeur Sociétés Financières	Karimsow052@yahoo.fr	(+224) 628 129 187